



Investir dans les populations rurales

## **Sénégal**

---

### **Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)**

### **Rapport de revue à mi-parcours**

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 27 août – 16 septembre 2014

Date du document: 15/01/2015

No. du Projet: 1414 SN

No. du rapport: 3615-SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes		iii
Résumé des réalisations du Projet et des recommandations		i
I. Introduction		1
II. Information de base sur le projet		1
III. Résultats		2
A. Diversification et accès au marché (sous-composante 1.1)	2	
B. Aviculture villageoise améliorée (sous-composante 1.1)	8	
C. Infrastructures d'irrigation à la parcelle (sous-composante 1.2)	10	
D. Développement et structuration des filières (sous-composante 2.1)	11	
E. Infrastructures communautaires (sous-composante 2.2)	14	
F. Concertation nationale et gestion des savoirs (sous-composante 3.1)	15	
G. Changement climatique et environnement (composante 4)	16	
H. Accès au financement (composante 5)	19	
IV. Impacts		21
A. Réalisation de l'Objectif de développement du PAFA	21	
B. Réalisation de l'Objectif spécifique 1	21	
C. Réalisation de l'Objectif spécifique 2	22	
V. Performance de l'exécution du projet		22
A. Qualité de la gestion du Projet	22	
B. Ciblage et lutte contre la pauvreté	23	
C. Parité hommes-femmes	23	
D. Inclusion des jeunes	24	
E. Suivi - évaluation	25	
F. Innovations opérationnelles, techniques et commerciales	26	
VI. Durabilité, mise à échelle et risques		27
A. Pérennisation des acquis	27	
B. Mise à Echelle	28	
C. Risques et mitigations	29	
VII. Aspects fiduciaires		29
A. Situation d'ensemble	29	
B. Gestion fiduciaire et administrative	29	
C. Gestion financière et décaissements	32	
D. Comptabilité, audit, supervision	36	
VIII. Attelage PAFA-E Extension		38
IX. Conclusion		39

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	41
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	45
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	55
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	61
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	63
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	67
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	69

## Sigles et acronymes

AG	Assemblée générale
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rurale
APD	Aide publique au développement
AR	Assemblée des représentants
ARD	Agence régionale de développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
AVA	Aviculture villageoise améliorée
B/C	Bénéfices/coûts
BFPA	Bureau de la formation professionnelle agricole
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CADL	Cadre d'appui au développement rural
CEF	Conseiller à l'exploitation familiale
CNCR	Conseil national de concertation des ruraux
COMRECC	Comités Régionaux sur les Changements Climatiques
CR	Communauté rurale
DAPSA	Direction de l'analyse, de la politique et des statistiques agricoles
DBRLA	Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels
DCEF	Direction de la coopération économique et financière
DGPPE	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en eau
DIP	Diagnostic institutionnel participatif
ESP	École Supérieure Polytechnique
DRDR	Direction régionale de développement rurale
FENPROSE	Fédération nationale des producteurs de sésame
FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONGS	Fédération des ONG du Sénégal
GEF	Global Environment Fund
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ISRA	Institut sénégalais de recherche agronomique
MAER	Ministère de l'agriculture et du l'équipement rural
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et du plan
MEPA	Ministère de l'élevage et des productions animales
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
OM	Opérateur de marché
OP	Organisation des producteurs
OPF	Organisation faîtière des producteurs
OP	Opérateur de marché
PAFA	Projet d'appui aux filières agricoles
PAFA-E	Projet d'appui aux filières agricoles – Extension
PARI	Plan d'appui et de renforcement institutionnel
RESOPP	Réseau des organisations de paysannes et pastorales
SAFIR	Service d'appui à la finance rurale
SPAM	Sous-projet d'accès aux marchés
SPDF	Sous-projet de développement des filières
SRADL	Service régional d'appui au développement local
SRDC	Sub-Regional Development Centre
TF	Table filières
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCP	Unité de coordination du projet



## Résumé des réalisations du Projet et des recommandations

1. Le PAFA, approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en 2008, est entré en vigueur le 5 février 2010. Le démarrage effectif des activités sur le terrain était en 2011. Sa date d'achèvement est prévue au 31 mars 2016 et sa clôture au 30 septembre 2016. La revue à mi-parcours a eu lieu du 27 août au 9 octobre 2014.

2. **Etat d'avancement du Projet.** Le PAFA est actuellement à sa 4<sup>e</sup> année de mise en œuvre. L'exécution budgétaire du Projet a atteint 87,34% au 31 août 2014. Le Projet a dépassé les objectifs quantitatifs prévus à la conception. Les résultats les plus significatifs relatifs aux sous-projets concernent : (i) l'augmentation significative des rendements agricoles de 60% à 150%; (ii) la réduction importante de la période de soudure des ménages de 6 à 1 mois en moyenne; (iii) l'augmentation de la marge brute par hectare, passant de 10 000 – 70 000 FCFA à 150 000 - 480 000 FCFA pour les filières agricoles ; (iv) la marge brute réalisée dans l'Aviculture Villageoise Améliorée (AVA) de 1200 FCFA/poulet en moyenne ; (v) l'augmentation significative du surplus commercialisé à des prix rémunérateurs, résultant dans une capacité d'épargne et d'autofinancement auprès des ménages ruraux pauvres ; (vi) la commercialisation à des prix attractifs, avec une prime qualité de 10% à 15% grâce au binôme OP-OM. La finalité des modèles SPAM et SPDF, à travers une subvention ciblée en intrants agricoles de qualité (semences certifiées, engrais, pesticides) a permis d'atteindre une sécurité alimentaire renforcée et une capitalisation des ménages ruraux pauvres et une capacité de mobilisation des épargnes internes. La gouvernance des filières ciblées est assurée à travers la mise en place de quatre Tables filières (TF). Globalement, le modèle SPAM a atteint les résultats attendus. Les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) vulgarisées par les Conseillers agricoles permettent également la résilience des ménages pauvres au changement climatique et ceci grâce à l'accès aux semences certifiées des variétés hâtives ; à des techniques culturales permettant une meilleure rétention de l'eau dans le sol (par la fumure organique, phosphatage, et le semis en humide).

3. Environ 25 380 ménages bénéficiaires directs à travers les SPAM et SPDF ont été atteints, soit 181% du nombre total ciblé au départ. Les femmes et les jeunes sont très bien représentés dans le Projet, représentant 62% et 53% des bénéficiaires respectivement, et ont un accès équitable aux ressources et aux bénéfices du Projet.

4. Deux activités du Projet connaissent un certain retard dans la mise en œuvre: il s'agit de la construction des infrastructures routières et l'équipement des périmètres maraichers. Ce retard est attribué principalement à la mise tardive (24 mois après le démarrage du Projet) à disposition les ressources du prêt OFID. Dans le cas des routes rurales, la contrepartie de 10% exigée pour les collectivités locales ne s'est réunie que difficilement et lentement car son montant dépasse en général les capacités financières de celles-ci.

5. Le Projet a effectivement contribué à la sécurité alimentaire et à la capitalisation des ménages ; ce qui montre la pertinence de ses interventions. En effet, le Projet répond bel et bien aux besoins des groupes pauvres et vulnérables qui constituent ses principaux bénéficiaires. Son approche cadre bien avec les moyens d'existence de ces groupes et les capacités de gestion des organisations des producteurs (OP). L'efficacité et l'efficience du Projet sont jugées satisfaisantes, au regard des résultats très significatifs au 31 août 2014.

6. Les résultats atteints sont également durables car une stratégie de sortie, qui a été mis en place dès le démarrage de la mise en œuvre, est aujourd'hui fonctionnelle. En effet, à 18 mois de l'achèvement du Projet, les facteurs de pérennisation des acquis, qui sont intégrés dans le modèle du PAFA, sont globalement maîtrisés par les OP bénéficiaires et leurs membres. Il s'agit de (i) la mobilisation de l'épargne par les ménages pour l'achat des intrants agricoles ; (ii) les partenariats avec les structures pérennes ; (iii) la contractualisation commerciale entre OP-OM qui est souvent renouvelée ; (iv) l'autofinancement progressif des intrants par les OP; (v) l'internalisation du conseil agricole au sein des OP (CEF) ; et (vi) l'autonomisation institutionnelle, technique et financière des OP.

7. Le ciblage de la pauvreté, genre et inclusion des jeunes a été bien assimilé par les OP porteuses de SPAM où les critères de pauvreté et durabilité ont joué un rôle déterminant dans la sélection de leurs projets.

8. **Innovations.** Le PAFA a généré un certain bon nombre d'innovations et de bonnes pratiques, dont certaines ont été testées et validées et d'autres sont en cours de consolidation. Parmi celles-ci, on peut citer notamment: (i) le cofinancement des intrants par un mécanisme dégressif permettant d'améliorer l'accès des petits producteurs aux intrants de façon durable ; (ii) la contractualisation commerciale qui assure accès par les petits producteurs à un marché garanti offrant des prix rémunérateurs ; (iii) la mise en place d'un conseil agricole de proximité au sein des organisations de producteurs ; et (iv) le ciblage inclusif qui garantit la participation des couches vulnérables aux activités du projet. .

9. **Gestion fiduciaire et décaissements.** La prise en charge des opérations fondamentales de gestion du PAFA s'est déroulée dans des conditions nettement satisfaisantes et performantes. Le taux de décaissement au 31 août 2014 du prêt FIDA est de 87,3%, du don FIDA de 62,9 %, du prêt OFID de 16,9%, du don GEF de 22,6%, et la contrepartie nationale s'élève à 16,9%. Enfin, la contribution des bénéficiaires a été très significative, atteignant déjà 132,9% du montant prévu. Ceci souligne davantage la pertinence et l'efficacité du Projet. Le retard de mobilisation de la contrepartie est lié au retard du prêt OFID.

10. **Recommandation globale.** La mission de revue à mi-parcours confirme globalement l'approche de développement inclusif de filières du PAFA sur la base des modèles SPAM, AVA et SPDF, et recommande de consolider les activités du Projet pendant la période restante 2014-2016. Au regard des réalisations à date du PAFA, la mission recommande de:

- (a) Capitaliser l'approche PAFA, qui a démontré des résultats probants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, par une mise à échelle de l'approche dans le cadre des SPAM, SPDF et AVA, des SPDF, SPAM et des AVA, et ceci dans le cadre du PAFA et du PAFA Extension ;
- (b) Mobiliser la contrepartie nationale et celle des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci ;
- (c) Harmoniser les dates de clôture des financements du FIDA et du GEF.



## I. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission conjointe du Gouvernement Sénégalais et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée du 26 août au 16 septembre 2014 pour assurer la revue à mi-parcours du Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA). L'objectif de la mission était : (i) d'évaluer la performance du Projet et son impact sur les groupes cibles ; (ii) d'examiner la pérennisation des résultats et des modèles d'intervention, ainsi que la stratégie de sortie ; et (iii) de formuler des recommandations en vue d'optimiser l'efficacité et l'efficacé du Projet.

2. La mission s'est rendue dans les régions de Kaolack, Fatick, Diourbel et Kaffrine du 28 août jusqu'au 13 septembre 2014. Elle y a visité un échantillon représentatif de réalisations et de parties prenantes du Projet. Concrètement, la mission a visité des périmètres maraichers, des exploitations de mil, niébé et de maïs, des organisations des producteurs (OP) bénéficiaires des Sous-projets de mil, niébé, sésame, maïs, d'Aviculture Villageoise Améliorée (AVA), et des bénéficiaires des Sous-projets de développement des filières (SPDF) et leur sous-projets. Elle s'est entretenue avec les représentants des Tables filières (TF), les Autorités administratives et locales, les structures de conseil agricole, en l'occurrence la Direction Régionale de Développement Rural (DRDR), l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR), le Cadre d'Appui au Développement Rural (CADL), le Conseiller à l'Exploitation Familiale (CEF) et d'autres Services et partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Projet.

3. Après la visite de terrain, une réunion s'est tenue à Kaolack le 12 septembre 2014 pour discuter les principales conclusions et recommandations de la mission avec l'équipe du Projet. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 16 septembre 2014 au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (MEFP). Elle était présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF). De plus, des réunions de restitution techniques ont été organisées au niveau des Ministères de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) et de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA).

4. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment celles du MAER, du MEPA, du MEFP, les Autorités administratives, la presse, le coordonnateur et les cadres de l'unité de coordination du Projet (UCP), les structures et services impliqués dans la mise en œuvre du Projet ainsi que les productrices et producteurs des régions de Kaolack, Fatick, Diourbel et Kaffrine pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la revue à mi-parcours.

## II. Information de base sur le projet

5. Le PAFA, approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en 2008, est entré en vigueur le 5 février 2010. Le démarrage effectif des activités sur le terrain était en 2011. Sa date d'achèvement est prévue au 31 mars 2016 et sa clôture au 30 septembre 2016. Le PAFA est cofinancé par le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) à travers un prêt, dont la date de clôture a été prorogée au 31 décembre 2015. En 2013, le Fonds Mondial de l'Environnement (FEM)/Global

---

<sup>1</sup> Composition de l'équipe de mission : Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Représentant du FIDA au Sénégal et chargé de portefeuille, chef de mission ; Frans Goossens, Consultant, chef de l'équipe technique ; Rasha Omar, Représentante du FIDA en RD Congo et chargée de portefeuille, co-responsable des aspects de ciblage, genre et suivi-évaluation ; Maria Hartl, Conseillère Technique, Division Technique du FIDA/Rome, responsable du genre et de ciblage ; Léopold Sarr, Consultant, responsable des organisations professionnelles agricoles ; Idriss Moulay Téra, Consultant, responsable des aspects administratifs et fiduciaires ; Michel Kouda, Consultant, responsable des aspects de l'environnement et du changement climatique ; Daouda Dia, Chargé de Programme du FIDA, Bureau FIDA/Dakar et Dounamba Konaré, Assistante au Programme Pays, Bureau FIDA/Dakar, responsables des aspects de suivi & évaluation ; Antonio Rota, Conseil Technique, Division Technique du FIDA/Rome, responsable des aspects de production animales/volaille villageoise ; Bouka Richard, Chargé de Programme FIDA, Congo, responsable des aspects de production agricole ; et Ibrahima Diakhoumpa, Consultant, responsable du financement et d'analyse des filières agricoles ; Bonnet Kasongo, Responsable du Fonds de Développement Local du projet PIRAM/RD Congo, OP et chaînes de valeurs. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Pierre-Marie Diédhiou, Représentant de la DAPSA/MAER, Monsieur Oumar Seck, Conseiller technique du MAER et président du comité de pilotage du PAFA ; Monsieur Dame Sow, Représentant du MEPA ; Monsieur Djibril Waly Ndiaye, Représentant la DCEF/ MEFP, Monsieur Arona Niang, Conseiller technique de Ministre du MAER. De plus, la mission était accompagnée par les journalistes des organes de presse dans la zone d'intervention du projet. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de l'Unité de coordination du Projet durant son séjour sur le terrain. L'équipe de projet a activement participé à la mission.

*Environment Fund* (GEF) a accordé un financement pour une Composante « Adaptation au changement climatique ». De plus, le Service d'appui à la finance rurale (SAFIR) des projets du FIDA au Sénégal est arrimé au PAFA de façon provisoire depuis le 31 mars 2013. Le nouveau financement « PAFA-Extension » est entré en vigueur en juin 2014 et assurera la consolidation et à terme une mise à échelle des activités et modèles initiés par le PAFA. Les conclusions et recommandations de la revue à mi-parcours guideront le démarrage du PAFA-Extension.

6. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier. Afin de réaliser cet objectif, le PAFA met en œuvre une stratégie de structuration des filières prioritaires. Les filières soutenues sont : mil/sorgho, sésame, niébé, aviculture villageoise, les filières complémentaires (miel, riz, maïs) et le sous-secteur du maraîchage. Le nombre de bénéficiaires directs ciblés par le Projet est de 14000 ménages dans les filières ciblées, représentant environ 140 000 personnes.

7. Le PAFA comprend cinq composantes, à savoir : (i) la composante 1 « Diversification agricole et accès au marché au niveau local », qui intervient à travers les Sous-projets d'accès au marché (SPAM) dans les filières prioritaires ; (ii) la composante 2 « Développement et structuration des filières au niveau du Bassin Arachidier », qui appui l'émergence des tables filières (TF), des Sous-projets de développement des filières (SPDF), ainsi que des infrastructures communautaires et publiques de structuration des filières; (iii) la composante 3 « Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du Projet » ; (iv) la composante 4 « Adaptation au changement climatique » ; (v) la composante 5 « Accès au financement ». Les Composantes 4 et 5 ont été ajoutées en 2013.

8. Le financement du Projet est assuré à travers : (i) un prêt FIDA de 14,89 millions de USD, (ii) un don FIDA de 267000 USD ; (iii) un prêt OFID de 9,03 millions de USD ; (iv) un cofinancement du Gouvernement de 5,75 millions de USD ; (v) une contribution des bénéficiaires de 1,7 millions de USD ; et (vi) un don GEF de 5 millions de USD.

### III. Résultats

#### A. Diversification et accès au marché (sous-composante 1.1)

##### Evolution des Sous-projets d'accès au marché (SPAM)

9. Le modèle SPAM est le principal outil d'intervention du PAFA au niveau du petit producteur agricole. Le PAFA a facilité la contractualisation entre les OP et les opérateurs de marché (OM) sur la base d'un cahier de charges précis qui spécifie les quantités à livrer, les normes de qualité et de conditionnement, ainsi que les modalités de livraison à respecter par les producteurs, les obligations de l'OM en termes d'achat d'un volume de production à un prix garanti. Selon ce modèle, le PAFA appuie les agriculteurs impliqués dans un SPAM de façon dégressive en acquisition des intrants de qualité (semences certifiées, engrais et matériel agricole<sup>2</sup>) et d'appui-conseil sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et ceci pendant dans 3 ans. Le taux de subvention des appuis est de 80% en année 1, 60% en année 2 et 40% en année 3. Le modèle SPAM permet : (a) de favoriser l'accès des petits producteurs aux marchés à des prix rémunérateurs, (b) d'assurer l'accès des petites producteurs agricoles aux intrants de qualité, (c) de garantir des produits de qualité et des volumes de transaction considérables aux Opérateurs de Marché (OM) ; (d) d'autonomiser les OP dans le domaine de l'accès aux intrants ; (e) de capitaliser les exploitations rurales et de renforcer la capacité de mobilisation de l'épargne des ménages bénéficiaires.

10. Le PAFA a ainsi financé trois générations de SPAM, notamment 40 SPAM en 2011, 121 SPAM en 2012 et 167 SPAM en 2013, portant le nombre total de SPAM à 328 soit 218,7%<sup>3</sup> de l'objectif

---

<sup>2</sup> Un SPAM prévoit pour chaque ménage des intrants et semences certifiées pour emblaver les superficies suivantes : mil/sorgho: 2 hectares/ménage; sésame : 1 ha/ménage, niébé 1 ha/ménage; bissap: 0,5 ha/ménage ; maïs 1 ha/ménage ; aviculture villageoise améliorée : 10 poules par ménage.

<sup>3</sup> L'objectif était de financer 150 SPAM.

quantitatif du Projet. Le nombre de bénéficiaires directs des SPAM est de 18 908 par rapport à un objectif de 14 000, dont 62% femmes et 59% jeunes. Un total de 213 OP et de 33 OM partenaires sont impliqués dans la contractualisation entre OP et OM. Le financement total du Projet des SPAM s'élève à 3,6 milliards de FCFA, représentant 124% du budget initial prévu à la conception du Projet. La contribution des ménages bénéficiaires aux SPAM, étant de 20% en année 1, 40% en année 2 et 60% en année 3, provient (a) d'un autofinancement des ménages à travers leurs OP, provenant de la vente des produits de la campagne précédente ; (b) les crédits de campagne mis à disposition des OP de base et des OP faîtières par les institutions financières ; (c) la mobilisation de l'épargne par les ménages bénéficiaires.

**Tableau 1 : Nombre de Sous-projets d'accès au marché (SPAM)**

Filière	SPAM de 1 <sup>ère</sup> génération	SPAM de 2 <sup>ème</sup> génération	SPAM de 3 <sup>ème</sup> génération	Nombre total	Taux de réalisation
Mil/Sorgho	11	39	41	91	
Sésame	8	2	13	23	
Niébé	17	26	14	57	
Bissap	0	6	36	42	
Aviculture	3	35	37	75	
Filières complémentaires (maraichage, apiculture, maïs)	1	13	26	40	
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>121</b>	<b>167</b>	<b>328</b>	<b>218,7%</b>

Source : PAFA

11. A ce stade, 18.908 ménages ont été atteints à travers la Composante 1, par rapport à un objectif de 14.000, soit un taux de réalisation de 135,1%. Le nombre de ménages par SPAM est en moyenne 58. Surtout pour la filière mil/sorgho, l'objectif quantitatif a été largement dépassé (285,1%).

**Tableau 2 : Nombre de bénéficiaires directs des SPAM**

Filière	Objectif en nombre de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires en août 2014	Taux de réalisation en %
Mil/Sorgho	2.300	6.557	285,1%
Sésame	1.933	2.802	145,0%
Niébé	1.410	1.577	111,8%
Bissap	2.000	2.031	101,6%
Aviculture	2.500	1.853	74,1%
Filières complémentaires (maraichage, apiculture, maïs)	3.856	4.088	106,0%
<b>Total</b>	<b>14.000</b>	<b>18.908</b>	<b>135,1%</b>

Source : PAFA

12. **L'accompagnement technique des producteurs** dans les SPAM a été assuré par les DRDR, l'ANCAR et les CEF. Ces CEF sont des hommes et des femmes membres des OP bénéficiaires de SPAM et des producteurs qui sont sélectionnés par leur OP pour être formés sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) relatives à la filière faisant l'objet du SPAM. Les CEF constituent une innovation du Projet qui permet aujourd'hui aux OP d'internaliser la fonction de conseil agricole à ses membres. Au total 713 CEF ont été impliqués, dont 38% femmes et 49% jeunes. Ils sont chargés de l'application du conseil agricole de proximité. Les Conseillers d'animation rurale (CAR) de l'ANCAR forment les CEF en BPA et font respecter l'application de ces BPA en ce qui concerne la délimitation des parcelles des bénéficiaires de SPAM, le suivi des champs, le conseil agricole (application des doses recommandées d'intrants) et l'évaluation des rendements. L'ANCAR (CAR) calcule annuellement les rendements des SPAM, qui sont vérifiés par les DRDR. Le sondage effectué par la DRDR est fait sur 10% à 25% des champs des SPAM dans chaque OP porteuse. Grâce au travail de conseil agricole et la disponibilité à temps des intrants agricoles, le taux d'adoption des BPA a atteint 75% environ pour les OP de 1<sup>ère</sup> génération et 84% pour les OP de 2<sup>e</sup> génération. Certaines OP ont déjà en leur sein des CEF qu'elles rémunèrent.

13. **L'approvisionnement en semences, engrais et matériel agricole de qualité** était un facteur clé du succès des SPAM. Le PAFA, à travers l'appui aux SPAM, a vulgarisé de façon systématique

l'utilisation de semences certifiées et d'engrais (NPK, urée, biofertyl) dans des doses recommandées, et le phosphate<sup>4</sup>, a doté les OP du matériel agricole<sup>5</sup> et a facilité les OP bénéficiaires à bénéficier du service de conseil agricole. Beaucoup d'OP, qui ont été soutenues pendant trois ans (SPAM de la 1<sup>ère</sup> génération) et en dépit de l'arrêt de la subvention du PAFA à la quatrième année (campagne agricole 2014/2015), continuent d'utiliser les intrants dans les doses recommandées. Les OP faitières ont institutionnalisé le système de l'épargne intrant<sup>6</sup> et/ou recourent au crédit de campagne auprès des institutions financières pour le complément. Pour les OP dans les SPAM de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> génération, elles se sont acquittées de leurs contributions à la prise en charge progressive des intrants, matériels et conseil agricole, à l'exception de quelques cas signalés dans les SPAM niébé et sésame de la zone de Fatick. Globalement, les mécanismes du Projet ont permis d'assurer l'accès aux intrants de qualité.

14. **En ce qui concerne la relation entre OP et producteurs**, dans le schéma de mise en œuvre des SPAM, les ménages sont liés à leur OP par des contrats de production et de commercialisation écrits qui explicitent les obligations des parties. Le partenariat OP/PAFA débute avec un protocole de financement liant le PAFA à l'OP bénéficiaire. Les OP par le biais des CAR et des CEF assurent le suivi et la formation des bénéficiaires sur les BPA et les aspects liés à la qualité des produits. Des améliorations sont nécessaires pour s'assurer de la bonne maîtrise des contrats par les OP. La prise en charge de la rémunération des CEF par les OP est un élément clé dans la pérennisation des actions du PAFA. Un autre point concernant la relation OP/producteurs est comment faire pour que les OP arrivent à faire bénéficier le plus grand nombre de leurs membres aux effets positifs des SPAM. La communication sur les résultats obtenus (visites de champs) mais aussi et surtout le développement de stratégies et initiatives en matière de crédit, de consolidation/développement d'un dispositif de suivi de proximité sont des éléments importants pouvant garantir la durabilité de ces extensions.

#### Résultats techniques des SPAM (superficie, rendement, production, autoconsommation, vente)

15. Les **superficies emblavées** dans le cadre des SPAM pour chaque spéculation ont augmenté d'année en année et ont déjà dépassé les prévisions du rapport de conception de 40%. Pour la campagne 2013/2014, la superficie emblavée était de 15222 hectares, par rapport à un objectif initial de 10910 hectares. Surtout pour les céréales de base, mil et le maïs, les objectifs ont été dépassés largement. Les détails sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 3 : Superficies réalisées dans le cadre des SPAM**

Filière	Superficie prévue (ha)	Superficie emblavée total (ha)	Taux de réalisation en %
Mil/sorgho	4600	8664	188%
Niébé	2900	2501	86%
Bissap	1410	1337	95%
Sésame	1000	921	92%
Maïs	1000	1799	180%
<b>Total</b>	<b>10910</b>	<b>15222</b>	<b>140%</b>

Source : PAFA

16. Les **rendements** moyens dans les SPAM ont presque doublé par rapport à la situation de référence. Les objectifs prévus dans le rapport de conception ont été largement dépassés (de 110,8% à 198,0%). Les taux d'accroissement très élevés des rendements provient de l'application des BPA, de l'utilisation systématique de semences certifiées et de l'application à temps des engrais, et témoignent de l'efficacité du conseil agricole dispensé par l'ANCAR et le/la CEF.

<sup>4</sup> La valeur du paquet d'intrants varie de 43000 FCFA/ha pour le sésame, à 54000 FCFA/ha pour le mil, à 70720 FCFA/ha pour le niébé et 101000 FCFA/ha pour le maïs.

<sup>5</sup> La dotation en matériel agricole consiste en la mise à la disposition des OP de 2031 semoirs et disques selon la culture, 1098 houes sine et 40 houes occidentales.

<sup>6</sup> L'épargne intrants consiste pour chaque producteur bénéficiaire à verser l'équivalent du coût des intrants et de matériels de l'année suivante sous forme d'apport en nature après la récolte. Les OP vendent les sacs ainsi collectés et procède à l'achat groupé des intrants à temps avant le démarrage de la saison.

**Tableau 4 : Evolution des rendements dans les SPAM par filière (kg/ha)**

Filière	Situation de référence	Objectif PAFA	Rendement 2011/2012	Rendement 2012/2013	Rendement 2013/2014	Taux de réalisation <sup>a</sup>
Mil	653	800	1080	1267	1584	198,0%
Sorgho	619	800	960	2520	1376	172,0%
Niébé	350	600	550	607	665	110,8%
Bissap	200	400	Nd	300	636	159,0%
Sésame	300	600	550	467	680	113,3%
Maïs	900	1500	Nd	2420	2579	171,9%

Nd : le financement des sous projets de bissap et maïs a démarré en 2012

<sup>a</sup> Rendement 2013/2014 par rapport à l'objectif PAFA

Source : PAFA

17. L'évolution de la **production agricole** résultant des SPAM est présentée dans le tableau suivant. En 2013, la production était d'environ 21300 tonnes, dont 18200 tonnes de céréales. La valeur de la production dans le cadre des SPAM peut être estimée à environ 6 milliards de FCFA en 2013/2014 et à environ 12 milliards de FCFA durant la période 2011-2014, dont une production additionnelle (différence entre situation avec et sans projet) d'environ 8 milliards de FCFA (deux tiers). Cette production permet aujourd'hui de subvenir aux besoins d'autoconsommation des ménages bénéficiaires, de mobiliser des épargnes pour l'autofinancement futur des intrants de qualité par les ménages ciblés, et de dégager un surplus commercialisable. L'amélioration de la qualité du produit et des volumes des transactions résultant des efforts de la contractualisation commerciale a permis entre autres de fidéliser les relations entre OP et OM. Les résultats probants obtenus en termes de rendements et de surplus de production ont encouragé l'adoption des BPA par des producteurs non bénéficiaires des SPAM. Les agents de réplication sont les CEF, les paysans bénéficiaires des SPAM et les OP. Ces effets indirects ne sont pas mesurés par le système actuel de suivi évaluation du Projet. Une étude spécifique est envisagée à cet effet pour mesurer ces effets.

**Tableau 5 : Evolution de la production des SPAM par filière et par an (tonnes)**

Filière	Production 2011/2012	Production 2012/2013	Production 2013/2014	Prévisions 2014	Taux de réalisation
Mil/sorgho	2 119	6 786	13 556	13 862	372,2%
Niébé	264	661	863	935	95,3%
Bissap	nd	80	583	644	151,1%
Sésame	688	746	1 685	1 751	104,3%
Maïs	nd	924	4 640	5 397	309,5%
<b>Total</b>	<b>3 131</b>	<b>9 197</b>	<b>21 327</b>	<b>22 591</b>	

Nd : le financement des sous projets de bissap et maïs a démarré en 2012

Source : PAFA

18. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des **quantités autoconsommées et commercialisées** par ménage. Pour le mil, environ un tiers de la production est commercialisé. Une partie est commercialisée par l'OP en tant qu'épargne « intrants ». Le sésame et le bissap sont essentiellement des cultures de rente. Environ un tiers de la production de niébé et de maïs est autoconsommé. L'impact des SPAM au niveau ménage est significatif sur l'autoconsommation, ce qui est confirmé par les enquêtes d'autoévaluation des SPAM en 2014. Mais surtout l'impact sur la vente est spectaculaire et ceci pour tous les produits, et particulièrement pour le niébé et le maïs. Ceci a effectivement un impact important sur le volume des transactions et a contribué ainsi à une baisse significative des coûts de transaction et une structuration des filières.

**Tableau 6 : Evolution des quantités autoconsommées et vendues par ménage**

Filière	Autoconsommation			Vente		
	Situation de référence (kg)	août 2014 (kg)	%	Situation de référence (kg)	août 2014 (kg)	%
Mil	382	1048	174	42	650	1448
Niébé	98	177	81	11	350	3082
Sésame	13	28	115	15	303	1920
Bissap	6,7	11	64	46	150	226

Maïs		868		53	1550	2824
------	--	-----	--	----	------	------

Source : PAFA

19. Le tableau suivant présente les **volumes commercialisés** par les bénéficiaires des SPAM. En 2013/2014, environ 7398 tonnes ont été commercialisés pour une valeur estimée à 2,16 milliards de FCFA. Pour la période 2011-2014, il s'agit de 9726 tonnes commercialisées.

**Tableau 7 : Evolution des volumes commercialisés par les bénéficiaires des SPAM**

Filière	2011/2012 (tonnes)	2012/2013 (tonnes)	2013/2014 (tonnes)	2013/2014 (millions de FCFA)
Mil	332	854	4 529	951,1
Sorgho	8	22	102	21,4
Niébé	12	112	320	224,0
Bissap	nd	6	259	252,5
Sésame	397	376	986	443,7
Maïs	nd	209	1 202	264,4
<b>Total</b>	<b>749</b>	<b>1 579</b>	<b>7 398</b>	<b>2157,2</b>

Source : PAFA

20. L'évolution des **prix** est présentée dans le tableau suivant. Globalement, l'évolution des prix des produits agricoles était positive depuis 2010 et dépassait le taux d'inflation. Pour le niébé et le sésame, l'évolution était même très favorable durant les campagnes 2012/2013 et 2013/2014. Grâce à l'encadrement et l'installation des binômes OP-OM, la production répond mieux aux exigences du marché et le producteur impliqué dans le SPAM reçoit souvent une prime qualité qui, dans le cas du mil s'élève à 10-15 FCFA/Kg et dans le cas du niébé à 50 FCFA/kg. D'ailleurs, la structuration des filières de mil, sorgho et niébé a également résulté à des prix et marchés plus stables, permettant aux paysans de commercialiser leurs produits

**Tableau 8 : Evolution des prix observés par filière (FCFA/kg)**

Filière	Prix avant-projet	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Mil	156	213	191	210
Niébé	231	310	450	700
Sésame	275	Nd	975	975
Bissap	316	300	417	450
Maïs	Nd	Nd	175	220

Source : PAFA

### Résultats financiers des exploitations familiales, bénéficiaires des SPAM

21. Le tableau suivant présente les budgets de culture des exploitations familiales, bénéficiaires des SPAM en 2013. Globalement, la marge brute s'élève à deux-tiers ou plus des recettes et permet de financer les intrants. La main-d'œuvre est essentiellement familiale. Le coût des intrants est à la base de la budgétisation des SPAM.

**Tableau 9 : Budgets de culture (FCFA/ha)**

Filière	2013/2014					Marge brute avant-projet
	Coût des intrants	Coût de la main d'œuvre	Total charges	Recettes ventes	Marge brute avec projet	
Mil	54 000	31 680	85 680	332 640	246 960	12 500
Sésame	43 000	66 080	109 080	476 000	366 920	69 500
Niébé	70 720	30 650	101 370	299 250	197 880	12 710
Bissap	68 600	93 390	161 990	620 100	458 110	70 000
Maïs	111 000	64 475	175 475	567 380	391 905	80 000

Source : PAFA

22. Le tableau suivant présente l'évolution de la marge brute des cultures, qui est le résultat de l'application des BPA, l'utilisation des semences certifiées, l'utilisation des engrais, l'amélioration des prix payés aux producteurs qui incorporent un bonus qualité, et également l'évolution favorable des prix

des produits agricoles. Globalement, la marge brute réalisée est significative et contribue à la capitalisation des ménages bénéficiaires. En 2013/2014, elle était entre 198000 à 494000 FCFA par ménage bénéficiaire d'un SPAM. Elle permet de financer les intrants agricoles.

**Tableau 10 : Evolution de la marge brute par hectare et par ménage**

Filière	Situation référence (FCFA/ha)	Marge brute 2011/2012 (FCFA/ha)	Marge brute 2012/2013 (FCFA/ha)	Marge brute 2013/2014 (FCFA/ha)	Marge brute 2013/2014 (FCFA/ménage)
Mil	12.500	176.040	188.054	246.960	493.920
Sésame	69.500	127.500	227.800	366.920	366.920
Niébé	12.710	94.280	188.680	197.880	197.880
Bissap	70.000	Nd	202.000	458.110	229.055
Maïs	80.000	Nd	326.000	391.905	391.905
Maraîchage	1.616.000			1.710.815	342.000

Source : PAFA. La marge brute pour le maraîchage a été calculée sur la base des données du GIE de Tallagne

23. Le rapport bénéfices/coûts (B/C) en 2012 et 2013 évoluaient entre 3,23 et 4,57 pour le maïs, le mil et le niébé. Les rapports B/C spectaculaires du sésame et du bissap sont partiellement causés par la hausse des prix de sésame et de bissap en 2012, 2013 et 2014. Globalement, la subvention à travers le SPAM a une rentabilité financière (pour le paysan) et économique (pour le gouvernement) suffisante.

**Tableau 11 : Evolution du rapport bénéfices / coûts**

Filière	Coût des engrais, semences des SPAM (FCFA/ha)	Rapport B/C 2011/2012	Rapport B/C 2012/2013	Rapport B/C 2013/2014
Mil	54.000	3,26	3,48	4,57
Sésame	43.000	2,97	5,30	8,53
Niébé	54.000	1,75	3,49	3,66
Bissap	83.000		2,43	5,52
Maïs	101.000		3,23	3,88

Source : PAFA

### Fidélisation des relations entre les OP et OM

24. Les relations OP/OM sont pour la plupart fidélisées. En effet, la majorité des OM de 1<sup>ère</sup> génération continuent à acheter les productions des OP dont les quantités ont augmenté d'une année à l'autre. Cette fidélisation a contribué, entre autres, à l'amélioration de l'accès des OP au financement auprès des institutions financières et à leur capacité de mobilisation des fonds pour le financement des intrants. Elle a également contribué à l'amélioration de la qualité des produits, ainsi qu'à la réduction des risques de commercialisation.

25. Les capacités de gestion des OP par rapport à leur aptitude à respecter leurs engagements à l'endroit des OM sont variables et sont fonction du degré d'organisation des OP. Certaines lacunes ont été notées de la part de certaines OP dans la gestion de la relation OP/OM. Il s'agit en général du respect des termes du contrat notamment en matière de qualité des produits et des délais de livraison. Il a été constaté que certains OM ne respectaient pas les termes du contrat et dans ces cas-là les OP sont démunies et subissent les désagréments occasionnés, même si dans certains cas les Tables filières (TF) sont sollicitées pour arbitrer. Les OP, qui ont pu développer des relations de confiance avec leur OM pendant les trois ans d'accompagnement du PAFA, ont pu sans problème au moment du sevrage continuer le compagnonnage. La consolidation des relations OP/OM a pu dans beaucoup de cas faciliter la contractualisation et augmenter les quantités commercialisées soit par le crédit (OP) soit par le préfinancement(OM). L'amélioration de la qualité de la gestion financière et comptable des OP va de plus en plus permettre aux OP de pouvoir en plus des contrats de commercialisation en leur possession d'accroître leurs possibilités de mobiliser des crédits.

### Pérennisation des acquis

26. Les décrochages d'OP et/ou de producteurs est relativement faible sur les ménages des SPAM de 1<sup>ère</sup> génération qui avaient bouclé les trois ans de subvention du PAFA. Ce faible taux de décrochage combiné aux raisons (non accès au foncier, inondations, etc.) témoigne de l'attractivité et

de la répliquabilité du système de la subvention dégressive. Les ménages de la 1ère génération rencontrés ont généralement reconstitué le kit (semence améliorée et engrais) sur au moins les surfaces qui faisaient l'objet de la convention avec le PAFA. Dans beaucoup de cas, on constate, l'état d'extension de superficies par les porteurs de SPAM et même par des non porteurs membres des OP porteuses.

### En conclusion, l'efficience et l'efficacité du modèle SPAM

27. Globalement, le modèle SPAM est efficace et efficient. Les objectifs du Projet ont été atteints et même dépassés. Les tableaux 2 à 11 démontrent une augmentation significative de la marge brute et de la sécurité alimentaire auprès des ménages bénéficiaires. D'ailleurs, les rapports Bénéfices/Coûts (B/C) de l'adoption des BPA et intrants recommandés sont de 2,4 à 4,6 pour les céréales et le niébé. L'application des pratiques recommandées est donc rentable sur le plan financier, même sans subventions. Néanmoins, la plupart des ménages déclarent avoir besoin de l'appui pour démarrer les activités.

28. L'attribution d'une subvention dégressive à travers le modèle SPAM est justifiée et pertinent dans le contexte actuel du milieu rural sénégalais, si elle est combinée avec un ciblage efficace des ruraux pauvres. Les avantages sont les suivantes : (a) le bénéficiaire direct de l'appui est le petit producteur agricole, souvent des femmes et des jeunes, qui n'ont pas le capital de démarrage pour les intrants de qualité ; (b) les bénéfices du système ne sont pas captés par les opérateurs agro-industriels de la filière, mais par une couche de la population rurale qui est pauvre et vulnérable ; (c) l'impact sur le revenu agricole, la capacité d'épargne et la sécurité alimentaire d'un ménage rural est significatif ; (d) ; le levier financier (rapport entre le coût de la subvention par ménage et la marge brute additionnelle réalisée par ce ménage) de la subvention est significatif ; la subvention dégressive s'élève en moyenne à 60% sur une période de 3 ans (moyenne de 80%, 60% et 40%). La contribution du Projet s'élève en moyenne à 32400 FCFA pour un hectare de mil, et à 60600 FCFA pour un hectare de maïs par année. La marge brute additionnelle réalisée est de 234460 FCFA/ha pour le mil et de 311905 FCFA/ha pour le maïs en 2013/2014. Le levier financier de la subvention était ainsi de 8 pour le mil et de 5 pour le maïs en 2013/2014.

29. Sur le plan opérationnel, le modèle SPAM est également intéressant comme outil dans le cadre d'un projet de développement : (a) une bonne maîtrise de l'outil par les OP, avec une planification et mise en œuvre rapide ; (b) un outil, qui est facile à répliquer grâce à son concept modulaire ; (c) l'achat des intrants au niveau local par les OP permet un décaissement rapide et contribue au renforcement de leurs capacités de gestion ; (c) l'achat d'intrants au niveau local permet de renforcer le réseau des boutiques d'intrants ; (d) l'outil SPAM est efficace dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale, parce qu'il permet de cibler directement les groupes vulnérables, des jeunes et des femmes ; (e) le bénéficiaire du SPAM devient bancable ; (f) l'appui permet de mobiliser les acteurs autour d'une filière dans le cadre d'un binôme OP-OM et facilite la structuration de la filière.

30. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Consolider les SPAM de la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> génération	UCP	Jusqu'à la fin du Projet
Formaliser des partenariats stratégiques entre OPF et les institutions financières	UCP et OPF	Janvier 2015
Consolider l'utilisation des techniques de fertilisation du sol (phosphate et le paillis faits des restes de tiges et feuilles des cultures)	ANCAR, DRDR, CEF	Janvier 2015

## B. Aviculture villageoise améliorée (sous-composante 1.1)

### Le modèle d'Aviculture Villageoise Améliorée

31. Le PAFA a supporté la mise en place d'un modèle d'Aviculture Villageoise Améliorée (AVA), qui peut être répliquée. Le constat est que l'approche AVA est innovant et viable, capable (i) de générer



des revenus supplémentaires surtout en période critique de soudure ; et (ii) de contribuer à la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. Le modèle AVA est suffisamment mûr pour une mise en échelle de plus grande envergure au Sénégal, particulièrement s'il est supporté (a) par des politiques adéquates, (b) des investissements infrastructurelles, de la recherche appliquée aux besoins de producteurs, (c) l'accès au crédit et à l'information du marché pour les acteurs de la filière avicole.

32. La clef du succès du model AVA développé au sein du PAFA réside principalement dans une approche holistique qui a été développée au cours des derniers dix ans à travers un processus graduel. Les caractéristiques du modèle sont : (a) un processus de formation des OP selon des procédures précises, transparentes et inclusives ; (b) une formation technique qui est adaptée aux besoins et temps de bénéficiaires, particulièrement des femmes, avec un mixage des sessions théoriques et des sessions d'apprentissage par la pratique ; (c) le suivi technique de proximité fourni par les CEF; (d) la construction de poulaillers en matériaux locaux qui garantissent un abri pendant la nuit et donc une réduction des pertes par le prédateurs et les aléas climatiques ; (e) l'élevage des poules de race locale qui sont adaptées au milieu et aux conditions d'élevage en semi-liberté ; (f) la vaccination et autres mesures de prophylaxie; (g) la fabrication des aliments par les bénéficiaires eux-mêmes sur la base des ingrédients locaux (maïs, millet, niébé, manioc, tourteaux d'arachide, farine de poisson séché, charbon de bois, farines d'os et coquillage, sel).

### Résultats techniques et financiers

33. Le développement de l'aviculture familiale par les projets de développement est un défi énorme, avec une longue liste d'échecs. Le modèle AVA par contre a obtenu des bons résultats et ceci aussi bien sur le plan technique que financier.

34. Au total environ 1850 ménages ont été appuyés, organisés en 75 OP. Chaque ménage a bénéficié d'un kit de démarrage, comprenant : (a) dix poules, dont 1 coq ; (b) certains matériaux pour la construction du poulailler (porte, fenêtre, tôles) ; (c) autres équipements spécifiques ; (d) appui-conseil, dont la vaccination et l'encadrement par un auxiliaire vétérinaire. Le coût des SPAM-AVA était de 187 millions de FCFA. Le coût des SPAM par ménage était donc de 100100 FCFA. Soixante-quinze (75) sous-projets ont été cofinancés jusqu'en août 2014 avec 75 OP des femmes. En ce qui concerne le renforcement des capacités, 129 CEF ont été formés sur la gestion exploitation, la préparation des aliments à base des produits locaux et le suivi vétérinaire. Egalement, 52 chefs de poste vétérinaire et chefs de services départementaux de l'élevage ont été formés sur le modèle AVA

**Tableau 12 : Aviculture familiale améliorée : indicateurs**

Indicateur	Réalisation	Observation
Nombre de sous-projets /OP	75 /75	Mis en œuvre par 75 OP, dont 3 OP d'handicapés
Nombre de ménages	1853	Environ 25 membres par OP
Formation CEF (conseiller à l'exploitation familiale)	129	Formés sur la gestion exploitation, l'a formulation des aliments et le suivi-vétérinaire
Formation	52 chefs de poste vétérinaire et des chefs de services départementaux	
Rentabilité de l'AVA	Marge brute : 1200 FCFA/poule Bénéfices nettes : 800 FCFA/poule	

Source : PAFA

35. **En conclusion**, les résultats techniques et financiers au niveau des ménages sont globalement bons et encourageants. Le cheptel de plusieurs bénéficiaires est passé de 10 à 40 - 60 poules, même avec la vente et la consommation régulière des poules. Néanmoins, certains ont enregistré de forte mortalité , dû principalement à l'insuffisance de la vaccination ou celle-ci a été réalisée en retard. En cas de bonne gestion, la marge brute est environ de 1200 FCFA/poulet, sur un prix de vente varie entre 2600 et 3500 FCFA par poulet vendu, les bénéfices nets se situent entre 600 et 800 FCFA par poulet vendu, auquel s'ajoute une autoconsommation d'œufs et de volaille par le ménage. L'AVA a nettement amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages bénéficiaires comme l'indiquent les résultats quantifiés ainsi que les déclarations des bénéficiaires Le conseil technique de proximité (CEF), la

vaccination et l'alimentation sur la base des produits locaux dont l'alimentation est maîtrisée par les bénéficiaires eux-mêmes sont essentiels pour ce succès et ont besoin d'être poursuivis et améliorés de manière continue.

36. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Documenter le modèle AVA, consolider et mettre à échelle	UCP, CEF, OP	Décembre 2015
Renforcer le système de collecte, d'analyse et d'exploitation des données d'AVA pour un meilleur suivi technique et économique	UCP, CEF, OP	Décembre 2014
Conduire une auto-évaluation de l'impact de l'AVA	UCP, OP	Mai 2015
Organiser une formation pratique sur la technique de couvaison pour les 3 CEF sélectionnés	UCP	Novembre 2014

## C. Infrastructures d'irrigation à la parcelle (sous-composante 1.2)

### Réalisations du Projet

37. Le PAFA a appuyé la mise en place et/ou équipé 47,5 hectares de périmètres horticoles (sur 100 hectares prévus), exploités par 1015 bénéficiaires, dont 71% de femmes et 19% de jeunes. Le Projet a financé, selon le modèle SPAM (80% de subventions en année 1, 60% en année 2, 40% en année 3), des systèmes de pompage solaires pour alléger les charges très importantes liées à l'énergie, l'aménagement de périmètres classiques avec bassins et clôture, des systèmes de goutte-à-goutte, des intrants, ainsi que l'appui-conseil à travers les CEF et le renforcement des OP impliquées. Une priorité a été donnée aux périmètres avec une bonne disponibilité en eau. Douze (12) comités de gestion et de maintenance sont opérationnels.

### Résultats techniques et financiers

38. A titre d'exemple, le maraîchage a concerné 12 périmètres, regroupant 686 maraîchers, ont 507 femmes durant la campagne de contre saison froide 2013-2014. Sur une production de 234 tonnes de légumes, 25,3 tonnes étaient autoconsommées, 11,2 tonnes vendues au village et 197,2 tonnes vendues hors village. Les recettes générées étaient de 61,1 millions de FCFA, soit en moyenne 89.000 FCFA par ménage, auxquelles s'ajoute une autoconsommation importante.

39. Le tableau suivant résume l'impact de l'énergie solaire sur le compte d'exploitation du périmètre maraîcher de Sambé, qui a bénéficié d'un système de pompage solaire au cours de l'année 2013. On constate une baisse importante des charges liées à l'énergie, ainsi que des charges totales. En même temps, une baisse des charges liées aux intrants a résulté dans une baisse des productions et des recettes, la marge brute restant stable à 2,1 millions de FCFA/ha. Globalement, les résultats sont sous-optimaux, parce que la gestion du périmètre était trop extensive. Néanmoins, les maraîchers étaient très contents avec les résultats financiers. La gestion du périmètre (énergie, eau, intrants, conseil agricole, marché, ) sont des facteurs essentiels de rentabilité et du succès.

**Tableau 13 : Budget de cultures du périmètre maraîcher de Sambé pour les campagnes de contre saison 2012-2013 et 2013-2014 (FCFA/ha)**

Rubriques	Campagne 2012-2013 FCFA/ha	Campagne 2013-2014 FCFA/ha
Charges liées aux intrants	241.567	116.333
Charges liées à l'énergie	746.580	-
Totales charges	988.147	116.333
Recettes liées à la production	3.176.437	2.057.528
Recettes liées à la vente d'eau	0	199.100
Totales recettes	3.176.437	2.256.628
Marge brute totale	2.188.290	2.140.295

Source : PAFA

40. Le tableau 12 résume les comptes d'exploitation d'un périmètre maraîcher cultivé par 32 ménages, dont beaucoup de jeunes. Il s'agit d'un nouveau périmètre, qui reçoit de l'eau à partir d'un château d'eau du village. La gestion dynamique est reflétée dans le coût élevé des charges d'exploitation (achats d'intrants et paiement pour l'énergie). La marge brute varie entre 150,000 et 240,000 FCFA par ménage et par campagne, en fonction des prix et de la qualité de la gestion.

**Tableau 14 : Compte de résultats du périmètre de Fass Nguérane pour la campagne de contre saison froide (octobre 2013 à mars 2014) pour 1,45ha**

Rubriques	FCFA/ha
Charges d'exploitation	1.703.172
Recettes	5.405.103
Marge brute	3.701.931
Marge brute moyenne par ménage	167.744 FCFA/ménage
Marge brute nette max ménage	240 000 FCFA/ménage
Marge brute nette min ménage	150 000 FCFA / ménage

Source : PAFA

41. **En conclusion**, les résultats techniques et financiers du maraîchage sont globalement encourageants : (i) la marge brute peut varier entre 150 000 et 240 000 FCFA par campagne et par ménage sur une superficie de 625 m<sup>2</sup> à 1200 m<sup>2</sup> ; (ii) l'« autoconsommation de légumes est significative au sein des ménages concernés, améliorant ainsi la situation nutritionnelle des ménages ; (iii) la création d'emplois rémunérateurs pour les jeunes au niveau des villages. Néanmoins, la plupart des périmètres maraîchers sont toujours gérés de façon sous-optimale et ceci aussi bien sur le plan technique, hydraulique que financier. Une mise à niveau graduelle des périmètres et capacités internes des OP maraîchères en capacité technique, gestion technique et financière est nécessaire. Ainsi, un suivi régulier de chaque périmètre maraîcher est à renforcer pour avoir une meilleure visibilité des performances. De plus, l'insertion des jeunes et des femmes dans les OP impliqués dans le maraîchage semble être une précondition pour garantir un dynamisme au sein de ces OP.

42. Les principales **recommandations** de la mission sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Documenter le niveau technique et financier de chaque périmètre irrigué afin de mieux orienter l'appui technique et organisationnel	UCP, OP	Mai 2015
Adopter des dispositifs permettant une meilleure gestion de l'eau	UCP, OP	Immédiatement
Promouvoir graduellement là où c'est possible le système goutte à goutte	UCP, OP	A partir de 2015

## D. Développement et structuration des filières (sous-composante 2.1)

### Tables de filières et planification stratégique

43. Quatre (4) tables filières (TF) (mil/sorgho, niébé, sésame et bissap), qui sont des cadres de concertation professionnelles, ont été mises en place avec comme mission d'assurer la gouvernance des filières. La structuration des TF évolue en fonction des exigences et des dynamiques internes. Elle consiste généralement en la mise en place progressive de cinq organes, à savoir l'assemblée générale (AG), l'assemblée des représentants (AR), le bureau exécutif, le comité d'animation et le comité de qualité. La TF niébé a son siège à Diourbel tandis que les TF mil/sorgho, sésame et bissap ont mutualisé leurs ressources avec un siège unique à Kaolack. Environ 65% des membres des TF sont des OP qui représentent 262 720 membres dont 78% femmes et 29% jeunes. La représentation des femmes et des jeunes dans les instances de décision des TF est de 56% et 14% respectivement. La TF niébé s'est étendue dans la région de Louga, Dakar et Thiès et les TF mil/sorgho, sésame et bissap dans les régions de Tambacounda, Dakar, Thiès et Kolda. Les TF aviculture et maïs sont en cours d'être mises en place.

44. Les TF mènent les activités suivantes : (i) l'augmentation de la production semencière afin d'assurer l'accès des membres à des semences certifiées ; (ii) la diffusion des prix de marché des principales spéculations aux OP faitières ; (iii) la diffusion des informations sur la pluviométrie pour informer les OP et les CEF des dates de semis en humide ; (iv) l'intermédiation commerciale et financière pour les OP faitières et les OM membres de la TF; (vi) la mise en place d'un système de contrôle interne de la qualité dont l'un des exemples est l'appui à la bio-certification équitable du bissap; (vii) l'arbitrage de litiges opposant les OP faitières et les OM dans le respect des arrangements contractuels. Les TF ont été formées sur l'utilisation de la plateforme YEGLE permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les tables filières disposent à partir de leur page web d'une base d'informations sur les prix, les OM et les marchés.

45. Le travail des TF repose sur les études filières conduites en 2011. Les TF sont dotées de plans stratégiques de développement filière et de plans d'actions filière. L'évolution des membres des TF de 59 en 2011/2012 à 154 en 2014 témoigne de leur dynamisme comme illustré dans le tableau ci-dessous. Environ deux tiers des membres (soit 101 membres) sont des OP et environ un tiers (soit 53 membres) sont des transformateurs, commerçants et agro-industriels. La situation financière des TF s'améliore par la mise en place de droits d'adhésion, de cotisations annuelles et de paiement des services d'intermédiation offerts aux OP et OM.

46. **En conclusion**, les Tables filières sont encore en pleine structuration et contribueront déjà à la mutualisation des efforts et au pilotage des filières. Néanmoins, une facilitation du processus de structuration à travers le PAFA et le PAFA-E demeure encore indispensable pour leur maturation.

**Tableau 15: Evolution des membres des TF**

Table filière	Nombre de membres en 2011	Nombre de membres en 2014	Nombre d'OP en 2014	Nombre de transformateurs membres en 2014	Nombre de commerçants et agro-industriels membres en 2014
Mil/sorgho	19	67	45	19	3
Niébé	16	38	23	13	2
Sésame	15	24	20	3	1
Bissap	15 (2012)	25	13	11	1
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>154</b>	<b>101</b>	<b>46</b>	<b>7</b>

Source : PAFA

#### **Sous-projets de développement filières (SPDF)**

47. Concernant les SPDF, le processus de leur sélection est organisé au niveau des TF sur la base des plans d'actions filière. Jusqu'en août 2014, 76 SPDF ont été financés, essentiellement dans trois domaines : (a) la multiplication de semences certifiées ; (b) l'accès des petits producteurs à des intrants de qualité ; (c) la valorisation des produits locaux. Jusqu'en août 2014, le nombre de ménages bénéficiaires des SPDF est de 6474. Le coût des SPDF s'élève à 574 millions de FCFA.

48. **SPDF Multiplication de semences.** Afin d'assurer l'utilisation des semences certifiées par les OP, vingt-trois (23) OP multiplicateurs de semences ont été identifiées par les acteurs des filières. Le Projet a appuyé la multiplication de 39,75 tonnes de semences en 2012 et de 72,53 tonnes en 2013, essentiellement des semences de mil (Souma 3), de niébé, de bissap et de riz (Nerica 14). Pour la campagne 2014/2015, il s'agit de 346,25 ha de production de semences concernant 185 multiplicateurs de semences et mis en œuvre par 21 OP. Le PAFA a assuré le financement de 181,25 ha de champs de multiplication.

49. **SPDF Appui à l'accès des petits producteurs à des intrants de qualité.** Afin de mettre à échelle les activités, les OPF dans les TF ont bénéficié de fonds de roulement intrants permettant de toucher un plus grand nombre de leurs adhérents. Par ce mécanisme, les OPF jouent le rôle de centrale d'achat d'intrants et de commercialisation primaire de la production des OP de base. Le modèle développé pour les OP de base a été répliqué avec les OP faitières (mais avec un appui durant 2 années seulement) en responsabilisant les TF dans la planification, la sélection et le suivi de la mise

en œuvre. Les OPF porteuses des sous projets sont identifiées sur la base de l'évaluation du degré de vulnérabilité des ménages.

50. En 2013, 27 OPF ont ainsi facilité l'accès aux intrants de qualité à 3154 ménages qui ont emblavé 5284 ha. En 2013/2014, il s'agissait de 35 OPF, représentant 3484 ménages et une superficie de 5775 ha, dont 4762 ha de mil (tableau ci-dessous). Les intrants distribués au titre des SPDF depuis le démarrage du Projet sont de 1877 tonnes de NPK, 1912 tonnes d'urée, 99 tonnes de semences certifiées, 418 litres d'insecticide et 62 pulvérisateurs.

**Tableau 16: Nombre d'OPF dans les SPDF en 2013/2014**

Filière	Nombre d'OP faïtières	Superficie (ha)	Nombre de ménages
Bissap	1	94,5	189
Bissap Semence	3	15	15
Maïs	3	200	200
Mil /sorgho	18	4762	2381
Mil Semence	6	23	23
Niébé	3	240	240
Niébé semence	3	60	55
Sésame	1	300	300
Sésame semence	4	81	81
<b>Total général</b>	<b>35*</b>	<b>5775,5</b>	<b>3484</b>

Source : PAFA

51. **SPDF Valorisation des produits locaux et « consommation locale ».** Afin d'assurer une demande pour les productions locales, le Projet a financé : (a) l'établissement de tableaux nutritionnels de 32 produits dérivés des céréales (mil, sorgho, maïs, niébé), du bissap, et du sésame ; il s'agit de l'analyse de 32 produits bruts en rapport avec UCAD/ESP pour l'harmonisation des procédés de fabrication en vue de la labellisation ; (b) la promotion du consommateur local, notamment lors de la FIARA 2014 avec le restaurant « les délices locaux » ; (c) la formation sur la certification bio équitable pour améliorer la qualité de production aux normes ; (d) 21 sessions de formations en techniques de transformation des céréales locales (450 femmes et jeunes femmes formées) ; (e) 12 groupements équipés en plateformes (décortiqueuse et moulins à mil) ; (f) la formation en art culinaire regroupant 17 réceptifs hôteliers et restaurants et touchant 22 personnes dont 10 femmes. Dans le cadre de la promotion du consommateur local, le PAFA a formé 800 femmes et jeunes filles en techniques de transformation et de restauration. Des hôteliers et restaurateurs de la zone d'intervention et de la région de Thiès ont été sensibilisés pour introduire des plats préparés à base de produits locaux ciblés par le Projet dans leurs menus. Certains restaurants de la région ont commencé à introduire les produits locaux appuyés par le PAFA dans leurs menus. Ce qui, à terme, contribuera d'une part à l'augmentation de la demande locale et nationale en ces produits, et d'autre part, à l'amélioration de la sécurité nutritionnelle de la population.

### **Appui à la dynamique organisationnelle des OP**

52. Les OP partenaires du PAFA sont à des degrés variés plus ou moins bien structurées et disposent dans l'ensemble des organes de gouvernance. Certaines disposent de plan stratégique ou plan d'actions leur permettant de bien interagir avec tous leurs partenaires. La dynamique organisationnelle varie d'une OP à une autre mais globalement elle était plutôt faible.

53. Dans le but de renforcer les capacités des OP et OPF de bases bénéficiaires en dynamique organisationnelle, le PAFA a initié un protocole d'accord avec les Services Régionaux d'Appui au Développement Local (SRADL) des quatre régions d'intervention. Ce protocole fait suite au constat de dysfonctionnement au niveau des OP pouvant affecter négativement la performance des SPAM ou SPDF.

54. Une caractérisation des OP de base a été réalisée avec comme outil une grille d'évaluation du niveau de dynamisme organisationnel<sup>7</sup>. Les cadres d'appui au développement local (CADL) ont établi

<sup>7</sup> Cette grille a été établie sur la base de cinq variables pondérées comme suit : composition (10), organisation (30), fonctionnement (40), gestion des services (10) et partenariat (10) soit une Performance globale de (100).

les situations de référence des OP en fin 2012, à partir essentiellement de leurs rapports de mission et des enquêtes complémentaires faites sur le terrain. A la suite de l'établissement de la situation de référence des OP, les CADL ont élaboré un plan d'action spécifique à chaque OP. Les formations organisées ont porté sur : (i) rôles et responsabilités des membres des OP ; (ii) techniques de réunion ; et (iii) gestion financière et comptable. Les évaluations faites par les CADL suite à ces formations ont montré une évolution notable des OP en termes de dynamique organisationnelle avec comme résultat le passage de 29% des OP de dynamique moyenne et forte en 2012 à 83% des OP en 2013.

55. Seize (16) OPF<sup>8</sup> ont bénéficié de diagnostic organisationnel participatif (DIP), qui ont fait l'objet de restitutions au cours desquelles des Plan d'Appui et de Renforcement Institutionnel (PARI) ont été élaborés pour accroître leur performance organisationnelle. Ces PARI sont déclinés en Plans d'action annuels mis en œuvre avec l'appui des partenaires. Des formations en informatique et en éducation financière ont été réalisées au profit des membres des TF. Des visites d'échanges ont été organisées au Burkina pour les techniques de production et de transformation du sésame et au Maroc pour l'emballage des produits transformés.

56. **En conclusion**, les OP travaillant avec le PAFA sont encore fragiles et auront besoin d'être soutenues encore même après la fin de la mise en œuvre des SPAM et SPDF par le Projet. Les OP auront également besoin d'accompagnement pour faire bénéficier le plus grand nombre de leurs membres aux innovations apportées par le PAFA par le biais du crédit. Pour cela, le renforcement des capacités en éducation financière devra être poursuivi afin de mieux préparer les OP à appuyer leurs membres pour l'accès au crédit. L'appui du projet en faveur des OP de la première génération *diplômées* après avoir bénéficié de la subvention dégressive pendant trois ans, devra se poursuivre dans les domaines de l'appui conseil, de l'éducation financière et de la préparation des plan-d' affaires pour leur développement durable à moyen et long terme.

57. Les **recommandations** de la mission sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Consolider les acquis des TF	UCP	Immédiatement
Elargir la réalisation des PARI à toutes OP faitières	UCP	Immédiatement
Poursuivre et renforcer les formations en éducation financière des membres des OP et OPF	UCP	Immédiatement
Consolider les formations en dynamique organisationnelle et gestion financière et comptable des OP de base	UCP	Immédiatement
Continuer les échanges d'expérience entre les OP	UCP	Immédiatement
Préparation des plan-d' affaires pour les OP de troisième génération	UCP	Immédiat

## E. Infrastructures communautaires (sous-composante 2.2)

### Magasins de stockage

58. La sous-composante 2.2 vise la mise en place d'infrastructures structurantes, identifiées dans le cadre des TF, qui font l'objet de demandes des communes rurales (CR) en association avec les OP bénéficiaires. Dans ce cadre, le Projet a réalisé : (a) 25 Centres de Développement Filière (CDF) construits, équipés et fonctionnels offrant une capacité de stockage de 2340 tonnes (11 de 60 tonnes et 14 de 120 tonnes); (b) 26 CDF en phase de finalisation qui vont offrir capacité de stockage de 2880 tonnes (4 CDF de 60 tonnes et 22 CDF de 120 tonnes) ; et (c) 51 comités de gestion et de maintenance fonctionnels. Chaque CDF comprend une salle de collecte, une salle polyvalente, un point de service et des toilettes. Les CDF sont équipés de bascules, palettes, mobiliers de bureau et de système

L'échelle de catégorisation est comme suit : (i) dynamique organisationnelle faible (00–50) ; (ii) dynamique organisationnelle moyenne (51–80) ; (iii) dynamique organisationnelle forte (81–100).

<sup>8</sup> 16 OPF, dont Table filière mil/sorgho (TFMS) : 9 ; Table filière sésame (TFS) : 2 ; Table filière niébé (TFN) : 2 ; Table filière bissap (TFB) : 3.

d'éclairage solaire. La mise en place des CDF a fortement contribué à l'amélioration du regroupement par les OP et de la commercialisation des produits à travers les binômes OP-OM.

59. **En conclusion**, la qualité des infrastructures est globalement satisfaisante et les OP bénéficiaires utilisent les infrastructures de façon correcte. Les objectifs quantitatifs seront réalisés avant l'achèvement du Projet. Cependant, le système d'aération de quelques CDF devra être amélioré. Le Projet a déjà pris des dispositions à cet effet.

#### Pistes de désenclavement

60. La sous-composante 2.2 prévoit également la construction de 67 km de pistes de désenclavement des zones de production. Les collectivités concernées ont mobilisé difficilement et lentement la contrepartie de 10%, car son montant dépassait en général les capacités financières des collectivités. Pour les pistes de Latmingué (17 km), dont la contrepartie des collectivités a été mobilisée très difficilement en prenant beaucoup de temps, les procédures sont finalisées et le démarrage des travaux devrait intervenir dans les meilleurs délais. Pour les pistes de Ndiago (7 km), Thiaré (7 km), Diossong (2 km), les études techniques et environnementales étaient en cours. Pour les pistes de Maka Yopp (5 km) et de Nioro Alassane Tall (17 km), les procédures de recrutement des consultants pour les études techniques et environnementales sont en phase finale. Pour les pistes de Taïba Niassène (12 km), la phase du recrutement des consultants pour les études techniques et environnementales est en cours.

61. Dans le cas des routes rurales, la contrepartie de 10% exigée pour les collectivités locales ne s'est réuni que difficilement et lentement car son montant dépasse en général les capacités financières de celles-ci.

62. Le retard de la sous-composante est attribué principalement à la mise tardive (24 mois) à disposition des ressources du prêt OFID. L'Agence Régionale de Développement (ARD) a été contractée pour la mise en œuvre des activités, et ceci de façon satisfaisante. On constate également parfois un certain retard dans le paiement par l'Etat de la contrepartie due aux entreprises qui réalisent les infrastructures. Un certain nombre d'entreprises sont parfois refusent de participer aux appels d'offres du PAFA, ce qui pourrait conduire à long terme, à la difficulté de recruter des entreprises expérimentées pour la réalisation des infrastructures du projet.

63. **En conclusion**, les objectifs quantitatifs et qualitatifs seront atteints avant l'achèvement du Projet. Néanmoins, il est souhaitable de revoir le taux de contribution des collectivités locales.

Recommandations	Responsabilité	Date convenue
Ajustement et/ou mise en place des dispositifs d'aération appropriés dans les CDF.	UCP	Janvier 2015
Mobiliser la contrepartie nationale et celle des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci.	UCP	Immédiatement
Revoir le taux de contribution des collectivités locales au financement des infrastructures	UCP	Janvier 2015

## F. Concertation nationale et gestion des savoirs (sous-composante 3.1)

### Concertation nationale

64. A ce jour, les Tables filières (TF) sont surtout fonctionnelles au niveau de 9 régions sur 14 du Sénégal. Le processus d'évolution des TF à une interprofession jusqu'au niveau national a été démarré depuis 2013. Le PAFA prévoit de finaliser ce processus en 2015.

### Gestion des savoirs

65. La gestion des savoirs comprend une multitude d'initiatives : (a) 328 ateliers d'auto évaluation des SPAM conduites par les OP et appuyé par ESEA, ANCAR, DRDR, CIERVAL et TF ; (b) le forum annuel des acteurs des filières prioritaires : 6 Foras organisés pour les filières niébé, mil, bissap et

sésame pour partager avec les acteurs les enseignements, les bonnes pratiques, les contraintes et recommandations ; (c) les visites d'échanges ; (d) l'édition de bulletins trimestriels ; (e) l'utilisation de la plateforme « Yéglé » par les TF leur permettant de diffuser des informations sur les prix, les intrants, les stocks de produit; (f) les fiches de bonnes pratiques agricoles ; (g) la collaboration avec les radios (04 protocoles avec les radios (RTS Diourbel, Sud FM Kaolack, Radio, Communautaire de Kounghoul et Ndiombato FM de Kaffrine) ; (h) la collaboration avec les journaux pour diffuser l'expérience et les résultats du Projet ; (i) la mise en place des Epis d'Or, prix d'excellence qui récompense chaque année les meilleurs producteurs et productrices, OP, OM et partenaires d'exécution ; et (j) la réalisation de films documentaires sur le projet.

66. **En conclusion**, il est recommandé de continuer et consolider les efforts en cours. De plus, le Projet peut développer les outils de gestion des savoirs pour un rayonnement national, en d'autres termes un rayonnement (i) au niveau des autres régions non-couvertes par le Projet ; (ii) au niveau national ; et (iii) au niveau sous régional, particulièrement dans le cadre des projets du FIDA.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Continuer l'appui à la structuration des interprofessions nationales	UCP	Immédiatement
En gestion des savoirs, partager les expériences avec d'autres partenaires, dont les projets du FIDA	UCP	Immédiatement

## G. Changement climatique et environnement (composante 4)

67. L'objectif principal de la Composante 4 «*Adaptation au changement climatique en matière de gestion des bassins versants et de rétention d'eau* » consiste à développer la résilience des populations locales et de leurs systèmes de production face à ces impacts sur la ressource en eau, qui devient de plus en plus rare dans le bassin arachidier. A cette raréfaction de l'eau se sont ajoutées notamment dans les régions de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine, l'intrusion de sel d'eau de mer et l'apparition de multiples formes de dégradation des terres qui impactent négativement les moyens d'existence des petits producteurs vivant dans ces localités. La régression généralisée des ressources en eau douce en raison du changement climatique a eu des impacts très négatifs notamment sur l'agriculture, l'élevage, la forêt et l'approvisionnement en eau potable des populations, ainsi que la conservation de la biodiversité qui constituent les maillons fondamentaux de l'économie rurale du Bassin Arachidier. Les activités de la sous-composante ont démarré à travers le PTBA 2014.

### Renforcement des capacités, sensibilisation, gestion des connaissances en matière d'adaptation au changement climatique.

68. Face à cet état de dégradation progressive de l'environnement et des terres, le PAFA a initié, à travers la Composante 4, de nombreuses activités pour faciliter la compréhension des incidences du changement climatique et ses conséquences aux populations du Bassin Arachidier. L'essentiel des activités de cette sous composante a visé à accroître la sensibilité des décideurs et des parties prenantes nationales quant aux effets du changement climatique sur la production et les pratiques agricoles. Conduites par la Direction de l'Environnement du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ces activités ont débuté par l'organisation d'ateliers d'information destinés aux différents Comités Régionaux sur les Changements Climatiques (COMRECC) qui sont chargés à leur tour de définir des plans de travail pour la mise en œuvre des activités au niveau des communautés. Ces ateliers ont permis à plus de 150 acteurs de comprendre les incidences du changement climatique sur les productions agricoles, les moyens de subsistance et les acteurs locaux et nationaux.

69. Enfin, le PAFA a appuyé la mise en place d'un **mécanisme performant de diffusion de l'information climatique** utilisant la plateforme dite YEGLE, qui a permis aux producteurs et à leurs organisations de recevoir des informations en temps réel sur la météorologie et les évolutions des marchés.



## Récupération de l'eau et gestion des bassins versants

70. Il s'agit principalement de créer/réhabiliter des ouvrages de stockage de l'eau afin d'optimiser la présence d'eau dans le site, favoriser les échanges hydrodynamiques entre eaux souterraines et eaux de surface et repousser l'avancée de l'eau salée. Le Projet a réalisé l'identification de 69 sites potentiels qui ont abouti à la rétention de 22 sites aménageables d'une superficie totale de 79 ha, l'élaboration de 22 schémas préliminaires d'aménagement, l'élaboration et validation de 22 termes de référence (TDR) en vue du lancement des études APD. Les partenaires impliqués pour l'exécution de cette sous-composante sont: DBRLA (agence d'exécution), DGPPE, ISRA, DRDR, SRDC, IREF et INP. Dans le domaine du reboisement et de la récupération des terres salées, dix mille (10 000) plants ont été produits pour lutter contre la salinisation. En ce qui concerne les tannes, des plantes adaptées aux zones salées ont été développées.

## Conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation

71. Des techniques de gestion efficiente de l'eau mobilisée sont également entreprises pour mettre à la disposition des producteurs de l'eau pour des usages agricoles, en particulier la riziculture et le maraîchage.

72. En ce qui concerne la **riziculture**, jusqu'en août 2014, le PAFA a réalisé et a appuyé la mise en place de 77 ha de périmètres rizicoles, exploités par 6 OP, contribuant à améliorer les conditions de vie de 295 bénéficiaires, dont 237 femmes, représentant environ 2950 membres des ménages. De plus, 30 producteurs et encadrateurs, dont 16 femmes, ont été formés aux bonnes pratiques agricoles en riziculture pluviale. Les résultats de l'exploitation des périmètres rizicoles seront connus à l'issue des premières récoltes vers fin décembre 2014. En effet, les visites de terrain montrent que les niveaux de production attendus pourraient s'améliorer si une meilleure gestion des systèmes d'irrigation (renforcement des capacités, application des bonnes pratiques agricoles, suivi technique rapproché, etc.) est appliquée.

73. En ce qui concerne le **maraîchage**, 12 périmètres maraîchers en pleine exploitation à titre expérimental sur une superficie de 24 ha, dont 6 équipés de pompes solaires et 6 en motopompes auxquels s'ajoutent 8 sites pour une superficie potentielle de 63 ha dont les conventions de financement sont en préparation. La conduite des périmètres maraîchers exige un suivi technique de proximité. Certains périmètres visités ne disposent pas de ce système et un bon nombre de producteurs en ont fait la demande, ce qui démontre la disponibilité des producteurs à acquérir des compétences pour mener à bien leurs opérations. Il s'avère donc nécessaire de renforcer les capacités des membres afin qu'ils soient à même d'intervenir eux-mêmes à certaines périodes critiques de développement des plantes. La qualité de la gestion des périmètres maraîchers est très variable. En général, le résultat est meilleur lorsque le groupement comporte suffisamment de jeunes membres, qui garantissent une gestion dynamique et une ouverture aux innovations. Certaines OP/GIE font face à des difficultés d'ordre technique, qui peuvent facilement être résolues par une meilleure organisation et planification du travail.

74. Le Projet a également promu des techniques d'irrigation par arrosage pour la plupart des périmètres mais aussi l'introduction du système de goutte à goutte sur une superficie expérimentale de 5 ha dans la région de Diourbel.

75. Dans la mesure où les producteurs ont opté résolument pour l'utilisation de l'énergie solaire, il devient nécessaire et urgent d'analyser la faisabilité du solaire afin d'envisager son extension dans les périmètres d'irrigation dans la zone d'intervention du Projet, chaque fois que possible.

## Reboisement et récupération des terres salées

76. Dans l'optique de l'amélioration de la productivité des terres, le PAFA a introduit la **technique du phosphatage** de fond à titre de test sur 150 ha de sésame, mil et niébé qui a donné des bons résultats en termes de rendements passant du simple au double voire davantage. Ces résultats ont convaincu les OP et cela s'est traduit par une augmentation de la superficie phosphatée, qui atteint 3050 ha pour l'année 2014 toutes filières confondues. A titre d'exemple pour le mil, avec l'utilisation des semences

certifiées et engrais le rendement du mil est passé de 1584 kg à l'hectare à 2700 kg par hectare avec l'utilisation du phosphate, soit une augmentation de 70%. Outre l'impact sur le rendement, le phosphate améliore la structure du sol et la résistance des plantes contre la verse. Une attention particulière devrait ainsi être accordée à l'amélioration de la fertilisation organique, qui contribuerait à une meilleure rétention de l'eau dans le sol.

77. Dans le but de renforcer la dynamique de l'accroissement de la production agricole de la zone du Projet, certaines techniques peuvent être systématisées, comme la **gestion durable des terres** (GDT), notamment dans le cadre du renforcement de la fertilité des sols, de la lutte contre la dégradation des terres et de l'économie de la ressource eau. Dans le cas particulier des terres du Bassin Arachidier en proie à une dégradation continue, l'apport de fumure organique, combiné au phosphate, reste une des techniques nécessaires pouvant contribuer à la restauration des sols et à la valorisation des engrais minéraux dont l'utilisation est assez bien maîtrisée par les producteurs. La recherche propose de nombreuses techniques qui peuvent être initiées en dépit de certaines difficultés inhérentes aux capacités des petits producteurs. Le PAFA devra à cet effet initier des expérimentations multi-sites à travers le Bassin Arachidier.

### Partenariat entre le Projet et ses différents partenaires techniques

78. Dans tous les cas, le partenariat entre le Projet et les différents partenaires techniques a été efficace et efficiente. La poursuite et le renforcement de ce partenariat s'avèrent nécessaire pour la pérennisation des actions. Toutefois, en raison de l'insuffisance de ressources humaines appropriées au sein de bon nombre de ces partenaires, notamment étatiques, certaines interventions sur le terrain ont connu des délais plus prolongés en termes d'appui technique. Des solutions idoines doivent être trouvées pour ne pas ralentir le dynamisme et la volonté d'aller de l'avant des producteurs. A cet effet, il convient de limiter l'appui des structures étatiques au suivi et au contrôle de qualité, à la formation, sensibilisation et confier la réalisation des infrastructures (généralement après appel à la concurrence) à des prestataires de services compétents.

### En conclusion, ...

79. De façon globale, l'intervention du PAFA a montré la preuve de son efficacité dans le cadre de l'exécution d'activités assez spécifiques comme celles liées aux questions de changement climatique. On peut alors conclure que le PAFA a intégré de façon efficace les actions d'adaptation au changement climatique afin de renforcer la résilience des populations et des écosystèmes dans le Bassin Arachidier dont les sols continuent de connaître une dégradation très poussée.

80. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Limitier l'intervention des structures étatiques aux actions de suivi, formation, sensibilisation et de contrôle de qualité.	UCP	Janvier 2015
Mettre en œuvre le suivi de l'incidence des actions relatives aux questions de changements climatiques (évolution du niveau de salinité, l'effet phosphate et fumure organique, les superficies des zones reboisées, etc...)	UCP	Janvier 2015
Expérimenter et promouvoir les systèmes de goutte à goutte à faible coût et étendre la technologie à l'ensemble des périmètres maraichers dès que possible.	UCP	Janvier 2015
Procéder à une analyse de faisabilité d'extension de l'utilisation de l'énergie solaire au niveau de tous les périmètres d'irrigation.	UCP	Immédiatement
Dans le cadre des marchés pour l'acquisition de la technologie goutte à goutte, inclure dans les cahiers de charges l'obligation pour le fournisseur d'apporter un appui technique pendant au moins une campagne de production et de garantir la disponibilité de pièces de rechange pendant au moins un an.	UCP	Janvier 2015
Promouvoir la fumure organique en se référant aux résultats et propositions de la recherche scientifique en fonction des zones écologiques.	UCP	Janvier 2015

Investir davantage sur la pisciculture et l'apiculture comme sources alternatives de revenus.	UCP	Janvier 2015
Mettre en place des mesures incitatives pour augmenter la superficie exploitable par les femmes dans les périmètres rizicoles.	UCP	Janvier 2015
Prendre en compte les actions d'adaptation aux changements climatiques des producteurs et productrices impliqués dans les filières mil/sorgho, niébé, sésame, bissap...etc.	UCP	Janvier 2015

## H. Accès au financement (composante 5)

81. L'analyse de l'accès des producteurs et leurs organisations au financement pour la mise en œuvre des activités dans le cadre des filières ciblées s'est faite : (i) à travers une subvention dégressive sur trois années par le PAFA ; (ii) à travers la mobilisation de l'épargne locale par les bénéficiaires locales ; (iii) le crédit via les établissements de crédit, tels que les banques et les institutions de microfinance; et (iv) le financement des OP membres des binômes OP-OM par les OM.

### Subvention dégressive à travers les SPAM

82. Les mécanismes endogènes d'autofinancement des OP sont en général faibles et le partenariat avec les institutions de financement bien qu'il existe mais reste encore timide et insuffisant. Pour l'accès au crédit, les OP éprouvent toujours des difficultés diverses, notamment la lenteur dans le traitement des demandes, les taux d'intérêt élevés, la garantie et l'apport exigés.

83. Le PAFA dans un souci de prendre en charge la spécificité de son groupe cible, a conceptualisé un modèle de financement basé sur le principe d'une subvention dégressive sur trois années (80% la première année, 60% la deuxième année et 40% la troisième année). Ce système, un des piliers de la stratégie du PAFA, a le mérite d'impulser un cercle vertueux de capitalisation pour les exploitations familiales pauvres, qui doivent *in fine* avoir un gain de solvabilité et accéder plus facilement au secteur financier. Ce système a permis le financement de 328 SPAM pour un montant global de 3,6 milliards de FCFA à la date du 31/08/2014, avec une participation de 69% du PAFA. Les SPDF, au nombre de 76, ont mobilisé un financement de 674 millions de FCFA. Au demeurant, ce système peut être considéré comme un système pertinent de résilience pour les couches vulnérables. Il s'est avéré efficace et pertinent dans un contexte de sécurité alimentaire et d'appui aux couches les plus vulnérables. Cependant, il y a lieu de noter que cette pertinence et efficacité du système est le résultat de la maîtrise d'un certain nombre des facteurs: (i) marché garanti à des prix rémunérateurs du surplus de production suite à la contractualisation OP-OM ; (ii) conseil de proximité assuré pour une application stricte des BPA ; et (iii) accès à temps et utilisation des intrants (semences certifiées, engrais et pesticides) par les producteurs.

### Mobilisation de l'épargne par les ménages ruraux

84. Dans une perspective d'autonomisation des exploitations familiales à financer leurs besoins en intrants (semences certifiées, engrais, pesticides) et matériel agricoles, le PAFA oriente les ménages à travers leurs OP à épargner leur excédent de production. Grâce à cette initiative, 328 OP de mil/sorgho, de niébé, de sésame, de maïs et de bissap ont pu financer la contrepartie exigée pour la mise en œuvre des SPAM. Ce mécanisme de mobilisation de l'épargne a permis aux petits producteurs agricoles de préparer sereinement les campagnes agricoles et de sortir progressivement d'une agriculture de subsistance dans laquelle ils étaient confinés depuis plusieurs années. A l'aide de ce fonds de roulement intrants, les ménages à travers leur OP ont acquis à temps les intrants agricoles pour respecter les itinéraires techniques conseillés. Le Projet a fini d'installer une véritable culture d'épargne au sein des exploitations familiales dans le bassin arachidier.

## **Financement des chaînes de valeur (OM)**

85. Dans le cadre de certains contrats, les OM préfinancent ou facilitent l'accès aux intrants. Cette situation a été possible grâce à la confiance mutuelle et la fidélisation des relations entre les organisations des producteurs et les Opérateurs de Marché.

## **Financement à travers les structures et institutions financières**

86. Pour améliorer l'offre de services financiers pour les SFD, le SAFIR<sup>9</sup> sur la base de conventions signées avec les IMF (U-IMCEC, CAURIE, MEC DIMBALANTE, URMECS, ASACASE) a facilité l'accès aux crédits des OP et des OM. Spécifiquement, le dispositif SAFIR a permis aux cibles du PAFA, de mobiliser plus de 262 millions de FCFA entre la campagne 2012/2013 et celle de 2013/2014, au profit d'une trentaine d'OP et d'OM. Plus de 85% du portefeuille reste concentré sur le sésame, du fait de la bonne structuration qu'offrait cette filière avec un schéma contractuel entre les OP et une OM privée.

87. À travers, le CMS et la CNCAS, les binômes OP-OM ont mobilisé 265 millions FCFA dont 208 millions de FCFA à la CNCAS et 57 millions de FCFA au niveau de la CMS. Ces crédits accordés concernent généralement pour la commercialisation et la transformation des produits agricoles. Les efforts de structuration de chaînes de valeurs agricoles ont permis à différents OP et OM, d'accéder au financement bancaire. Néanmoins, des efforts sont encore requis pour la mise en relation des binômes OP-OM avec les institutions de financement. Une éducation financière à l'endroit spécialement des OP est requise.

88. Dans la perspective de la mise à l'échelle des acquis du Projet, il est impérieux de travailler à une plus grande inclusion financière. Le contexte est favorable à cela au vu de l'intérêt que suscite le secteur agricole au sein des établissements de crédit, qui s'approprient de plus en plus l'approche chaîne de valeur, en développant de nouvelles techniques de financement qui s'appuient sur les principes d'une agriculture contractuelle. Le passage à échelle devra également impliquer une mobilisation plus importante de ressources privées. Pour y arriver, il faudra développer des stratégies de prise en charge des risques corrélatifs et singulièrement le risque pluviométrique. La généralisation de l'assurance indicielle s'avère ainsi nécessaire pour toutes les filières ciblées par le PAFA actuellement et le PAFA-Extension bientôt, mais en travaillant à la mutualisation des ressources avec d'autres programmes et projets.

89. La construction de chaînes de valeurs de plus en plus compétitives va engendrer des besoins de modernisation des systèmes de commercialisation et de financement. A ce titre, l'utilisation de systèmes d'entreposage (*warehousing receipt*) peut être une option pertinente. Le FIDA a cofinancé une étude récente de capitalisation sur ce mécanisme au niveau de 9 pays africains, dont le Sénégal. Les résultats de cette étude devraient servir d'opportunités et d'orientation pour le PAFA-Extension.

90. L'amélioration de la production et des systèmes de transformation va accentuer davantage le besoin de mécanisation. A ce sujet, le Projet devra réfléchir à des mécanismes incitatifs (subvention partielle), appuyer l'agrément des OP/OM au code des investissements, mais surtout mettre en place des mécanismes de financement durables. A côté du crédit équipement classique, il y a lieu dans le cadre du PAFA-Extension d'examiner la faisabilité de travailler sur des programmes de micro leasing.

91. A côté de ses deux leviers de financement (autofinancement par les ménages et subvention dégressive), le Projet par le biais de ses différentes composantes, a travaillé de manière structurelle, à développer la solvabilité de l'ensemble des acteurs impliqués dans les filières cibles. En effet, la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles, en facilitant l'utilisation d'un paquet technique optimal, permet de mieux gérer le risque de contreperformance technique des producteurs. Le risque de marché est en grande partie pris en charge par la formalisation des relations d'affaires OP/OM. La négociation des éléments de cahier de charges au niveau des TF prend en charge les risques éventuels de non-conformité souvent observés dans une agriculture contractuelle. En effet, ces éléments constituent des moyens de mitigation du risque crédit s'ils sont bien systématisés et intégrés

---

<sup>9</sup> Pour la poursuite des activités de facilitation de l'accès aux crédits entamés par le SAFIR dans le cadre du PROMER dont les activités ont pris fin le 31 mars 2013, le SAFIR est arrimé au PAFA pour une période transitoire de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013.

dans le processus de facilitation de l'accès au crédit. Le Projet a développé une série d'activités pertinentes et importantes en termes de services - Business Development Services - (appui à la mise en marché, conseils aux exploitations familiales, gestion de la qualité, augmentation de la productivité etc...). Néanmoins, celles-ci sont peu valorisées au niveau des institutions financières. Le PAFA Extension devra donc travailler à la conceptualisation autour de business meeting avec l'ensemble des acteurs, y compris les institutions financières, de modèles de financement intégrés pour les chaînes de valeurs agricoles ciblées. Il faudra noter que, dans le PAFA-Extension, des membres des institutions financières participeront aux comités d'approbation des SPAM.

92. Les principales **recommandations** de la mission sont résumées ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre le programme d'éducation financière.	UCP	Janvier 2015
Développer un programme d'assurance indicielle pour les différentes filières cibles du Projet en s'appuyant sur les initiatives en cours dans le pays	UCP	Janvier 2015
Formaliser des partenariats stratégiques avec les institutions financières pour le développement du BDS	TF/UCP	Janvier 2015

## IV. Impacts

### A. Réalisation de l'Objectif de développement du PAFA

93. L'Objectif de développement est *"d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier"*. L'atteinte de cet objectif est mesurée à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'indice de l'accumulation des biens et le nombre de bénéficiaires. Une enquête de référence a été organisée en mars 2011. Une enquête finale d'impacts sera organisée en 2016.

94. A date du 31 août 2014, environ 25 380 ménages bénéficiaires directs ont été atteints, soit 181% du nombre ciblé lors de la conception du Projet. Ce chiffre se décompose en environ 18 910 ménages bénéficiaires des SPAM et environ 6 470 ménages bénéficiaires des SPDF. Les bénéficiaires indirects, tels que les membres des OP qui n'ont pas directement bénéficié des SPAM, ne sont pas pris en compte. Cependant, on observe sur le terrain l'adoption des modèles PAFA par des paysans qui n'ont pas été ciblés directement pour le projet. A cet effet, une analyse d'évaluation des effets indirects du projet s'avère nécessaire.

95. Sur la base de l'Autoévaluation des SPAM (mai 2014) et des témoignages collectés par la mission, l'impact a été évalué de façon qualitative. Concrètement, le PAFA est en voie de réaliser l'Objectif de développement et ceci dans un délai plus court que prévu: (i) la période de soudure a diminué sensiblement de 6 à 1 mois en moyenne grâce à l'amélioration des rendements et la couverture des besoins d'autoconsommation des ménages; (ii) l'accumulation des biens au niveau des ménages s'est également améliorée par la réfection de l'habitat, l'acquisition de matériels agricoles et de moyens de transport (moto, chevaux, ânes), la diversification vers de nouvelles activités génératrices de revenus (petit commerce, transport, etc...); (iii) l'amélioration du capital social grâce à une participation plus active des ménages pauvres et vulnérables aux occasions sociales. Les handicapés bénéficiaires des sous-projets AVA ont vu leur dignité retrouvée, grâce au travail et aux revenus que leur procure l'aviculture villageoise. En conclusion, le Projet, grâce à son approche efficace et systématique en matière de ciblage de la pauvreté, capitalisation des ménages pauvres et responsabilisation des organisations de producteurs, a un impact concret sur la réduction de la pauvreté des ménages bénéficiaires.

### B. Réalisation de l'Objectif spécifique 1

96. L'objectif spécifique 1 (OS1) du PAFA est *"les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec les opérateurs économiques dans le cadre de filières"*.

97. L'OS1 est essentiellement réalisé à travers le financement des SPAM. La réalisation de cet objectif est mesurée à travers (a) le nombre de bénéficiaires directs (tableau 2) ; (b) l'augmentation des rendements (tableau 4) ; (c) l'augmentation de la marge brute à l'hectare pour les superficies emblavées (tableau 10); (c) l'amélioration de l'autoconsommation et l'amélioration de la sécurité alimentaire (accès à la nourriture améliorée, revenus augmentés, meilleure utilisation d'aliments) des ménages (tableau 6); (d) les ventes (tableau 6 et 7).

98. Environ 18 910 ménages bénéficiaires directs ont été atteints à travers la Composante 1, soit 135% du nombre total ciblé au départ. Les femmes et les jeunes sont très bien représentés dans le Projet, respectivement 62% et 53% des bénéficiaires. L'augmentation de la marge brute indique clairement une augmentation des revenus monétaires et de la sécurité alimentaire des ménages (tableau 10).

## C. Réalisation de l'Objectif spécifique 2

99. L'Objectif spécifique 2 (OS2) du PAFA est *“les acteurs des filières sélectionnées, dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin Arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement”*.

100. La réalisation de l'OS2 est mesurée à travers (i) l'efficacité des TF et leur gouvernance de la filière, (ii) l'intégration des besoins des petits producteurs dans le développement de la filière, et (iii) le nombre d'infrastructures communautaires réalisées et entretenues.

101. Compte tenu de la création récente des TF et qu'elles sont encore en phase de structuration, on ne peut apprécier leurs performances que de manière qualitative. La crédibilité des TF s'affirme progressivement et ceci se manifeste par l'augmentation des nombres d'adhésion tel que présenté ci-haut. La situation financière des TF s'améliore par la mise en place de droits d'adhésion, de cotisations annuelles et de paiement des services d'intermédiation offerts aux OP et OM. Il reste néanmoins au PAFA de renforcer d'avantage la capacité des TF et de faciliter leur développement en interprofessions de dimension nationale.

102. En ce qui concerne les infrastructures communautaires, les dispositions sont prises pour en assurer l'entretien et le renouvellement. Chaque infrastructure, telle que les CDF ou les périmètres hydroagricoles, a un comité de gestion spécifique, formé et/ou en cours de formation sur les outils de gestion et de comptabilité. Chacun de ces comités a adopté le principe de constituer un fonds pour l'entretien et l'amortissement des infrastructures. La question de l'entretien se pose pour les pistes rurales. Le Projet est en train de développer un dispositif adapté sur la base des expériences au Sénégal et dans d'autres pays de la région. La durabilité de l'entretien des pistes rurales dépendra des capacités financières et de gestion des communes rurales.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Identifier et renseigner les indicateurs SMART (spécifique, mesurable, pertinent) de réalisation de l'OS1, de l'OS2 et de l'Objectif de développement	Suivi-évaluation	Début 2016
Renforcer les capacités financières et de gestion des communes rurales à travers le don IFAD-UNCDF	UCP	Début 2015

## V. Performance de l'exécution du projet

### A. Qualité de la gestion du Projet

103. Globalement, la qualité de la gestion du Projet a reçu une note de 5/6 par la mission de supervision en mai 2014. La note est confirmée par la mission de revue à mi-parcours.

## B. Ciblage et lutte contre la pauvreté

104. Le PAFA a élaboré et mis en œuvre une bonne stratégie de ciblage et de responsabilisation des acteurs qui favorise l'inclusion des couches défavorisées, les femmes et les jeunes dans les filières appuyées. La responsabilisation des acteurs donne une importance décisive au ciblage dans l'accès aux bénéfices offerts par le PAFA.

105. La démarche de ciblage se base sur : (i) une classification de la pauvreté et de la vulnérabilité ; (ii) une campagne active de sensibilisation; (iii) un auto-ciblage des groupes vulnérables par les organisations porteuses de sous-projets ; (iv) une notation des propositions de SPAM selon des critères d'éligibilité. Ces instruments de ciblage ont été rigoureusement appliqués dans le cas des SPAM et ont permis de privilégier l'intégration des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables, y compris les handicapés, à bénéficier des sous-projets. Dans le cas des SPDF, le processus de sélection des sous-projets pourrait bénéficier des instruments de ciblage développés pour les SPAM. Il s'agit notamment du formulaire détaillé de présentation du SPDF et de ses bénéficiaires potentiels; de la vérification des données collectées par l'enquête de vulnérabilité et l'établissement d'un rapport ou PV à cet effet; de la fiche de notation des SPDF en vue de leur sélection sur la base de la pauvreté et la vulnérabilité des bénéficiaires.

106. **En conclusion**, le PAFA a mis en œuvre une stratégie de ciblage de la pauvreté exemplaire. Le PAFA a réussi à équilibrer son approche de ciblage avec une prise en charge progressive des coûts d'intensification agricole et d'accès aux marchés par les producteurs eux-mêmes. Une flexibilité dans le cofinancement dégressif des intrants agricoles a permis aux producteurs pauvres et vulnérables d'accéder aux services du Projet et d'améliorer graduellement leur autonomie financière. La performance du Projet en matière de ciblage de la pauvreté est très satisfaisante. Cependant, le PAFA devra s'investir davantage dans l'encadrement et le suivi des groupes qui ont une vulnérabilité accentuée (e.g. zones marginales, handicapés).

107. Les principales **recommandations** de la mission sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
S'investir davantage dans le suivi et l'accompagnement technique des SPAM pour les OP représentant les groupes les plus vulnérables (handicapés) et développer des mécanismes flexibles de cofinancement dégressif des intrants agricoles pour ces groupes	UCP/ANCAR/CEF/CADL	Janvier 2015
Renforcer la capacité des Tables de Filière dans la mise en œuvre de la stratégie de la pauvreté et de la vulnérabilité du PAFA et développer les instruments de ciblage adaptés aux projets de filières	UCP/ Tables filières	Janvier 2015

## C. Parité hommes-femmes

108. Le PAFA a mis l'accent sur l'insertion des femmes et des jeunes filles dans la production agricole, la transformation et la commercialisation, et il a facilité leur représentation dans les instances dirigeantes des OP ainsi que dans les cadres de concertation régionaux et nationaux. En appliquant la stratégie " Genre et inclusion des couches vulnérables", le PAFA a introduit des mesures facilitatrices et affirmatives en faveur des femmes. En août 2014, en termes de parité hommes-femmes, les femmes représentent 62% des bénéficiaires des SPAM, 38% des CEF, 90% des Opérateurs de Marchés (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des projets de filières, 71% des bénéficiaires des périmètres maraichers. Les activités du projet dominées par les femmes sont les SPAM Mil, Niébé, Bissap et aviculture où elles représentent plus de 60% des bénéficiaires. Les femmes sont également

bien représentées dans le leadership des organisations de producteurs où elles occupent 52% des membres du bureau exécutif<sup>10</sup> et dans les Tables Filières où elles occupent 56% des postes exécutifs.

109. L'efficacité de la stratégie genre repose sur: (i) la bonne participation des femmes aux campagnes d'information; (ii) le ciblage des femmes à travers les OP; (iii) le poids élevé accordé aux organisations ayant ciblé les femmes dans les SPAM; (iv) l'allègement des charges de travail des femmes par la dotation en intrants de qualité, matériels agricoles, matériel d'irrigation goutte à goutte; (v) l'assistance aux femmes pour négocier leur accès au foncier au sein de leurs ménages et avec les communes rurales ; et (vi) la délimitation des parcelles qui a facilité l'accès des femmes et personnes vulnérables à la terre. Ainsi, les femmes ont bénéficié au même titre que les hommes aussi que les jeunes, les mêmes superficies à emblaver. (2 ha pour le mil, 1 ha pour le sésame, le niébé ou le maïs et 0,5 ha pour le bissap). Le PAFA a facilité l'accès équitable des femmes aux ressources et services du Projet, l'amélioration de leur statut social et économique.

110. Cependant, la durabilité de l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans le développement des OP se heurte encore à :

- (a) L'application systématique de la stratégie genre dans la mise en œuvre des SPDF ;
- (b) La difficulté qu'éprouvent certaines OP faitières à développer des stratégies efficaces et sensibles au genre dans leur transition vers la professionnalisation et la gestion des activités de production et de services ;
- (c) La difficulté pour certains groupements de base féminins d'obtenir la reconnaissance juridique nécessaire qui leur permet de s'affilier à une organisation faitière.

111. **Recommandations.** Les questions de parité hommes-femmes devraient être davantage consolidées au niveau des OPF et des TF. Il en découle les recommandations suivantes reprises dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Soutenir les groupements de base féminins pour obtenir la régularisation et la reconnaissance juridique	OP faitières	Immédiatement
Former les OP avec un grand nombre de membres de sexe féminin, surtout les OP faitières, et soutien dans la professionnalisation et la gestion des activités de production et service	UCP/ANCAR/CEF/CADL	Immédiatement
Organiser des échanges d'expériences et d'apprentissage entre OP et SMAC/MPER appuyé par PAFA	UCP	Immédiatement
Former des femmes leader, y inclus les femmes CEF, en gouvernance des OP, genre, leadership et plaidoyer	UCP/Tables des Filières/CADL	Immédiatement

## D. Inclusion des jeunes

112. En termes d'inclusion des jeunes, les jeunes représentent 53% des bénéficiaires des SPAM, 50% des CEF, 43% des bénéficiaires de SPDF, et 65 % des bénéficiaires des périmètres maraichers. Les principales mesures ayant permis d'atteindre ces taux élevés sont : (i) l'auto-ciblage par les organisations de producteurs où la participation des jeunes est déterminante pour le score global du SPAM ; (ii) la mobilisation des Associations Sportives et Culturelles (ASC) qui regroupent les jeunes ; (iii) la planification des activités de production de telle manière qu'elles procurent un revenu compétitif avec celui qu'obtiennent les jeunes en exode. Il est à signaler que les jeunes femmes représentent 62% des bénéficiaires jeunes du SPAM. Le Projet a créé plus de 4 000 emplois de jeunes à travers leur insertion dans la production agricole.

<sup>10</sup> Ce chiffre est déduit du nombre de personnes ayant participé à la formation sur la gestion des organisations et management qui a ciblé les membres des bureaux exécutifs des OP de base ; et la formation en dynamique organisationnelle qui a ciblé les OP faitières. La mission n'a pas trouvé de données désagrégées par sexe et par âge pour les membres du bureau exécutif des OP de base et faitières.



113. Le "Plan d'action pour l'Inclusion des Couches Vulnérables et de l'Egalité du Genre" accorde une attention spéciale à la participation des jeunes hommes (18 - 35 ans) et femmes (15 - 25 ans). Pour cibler et sensibiliser les jeunes hommes et femmes, le PAFA a fait appel aux associations sportives et culturelles (ASC) qui existent dans tous les villages du Sénégal et se caractérisent par leur forte capacité de mobilisation sociale autour d'activités sportives. On note un engouement très encourageant des jeunes y inclus leur participation dans le bureau exécutif et dans les OP qui permet de dynamiser celles-ci. Les jeunes sont également un atout dans la professionnalisation des filières. Etant donné que le PAFA-Extension mettra au cœur de ses interventions la création d'emplois viables et durables pour les jeunes ruraux, il est nécessaire de mettre l'accent sur la formation professionnelle (technique, gestion et finances) des jeunes.

114. Cependant, les études de référence et les enquêtes SYGRI présentent une information limitée sur les jeunes, notamment leur implication dans la production agricole et les OP. D'ailleurs, le Projet ne fait pas de manière systématique la désagrégation des bénéficiaires de ses activités d'appui par sexe et par âge.

115. **En conclusion**, la performance du PAFA en matière de genre et inclusion des jeunes est considérée très satisfaisante en termes de pertinence, efficience, efficacité, impact et durabilité

116. Les **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Présenter les informations et indicateurs sur les bénéficiaires du Projet de façon plus systématique par sexe et par âge	UCP	Immédiate
Intégrer la formation professionnelle technique, gestion et finances pour les jeunes (hommes et femmes)	UCP/ANCAR/CEF/CADL	Immédiate

## E. Suivi - évaluation

117. Le Document de conception du Projet (DCP) a envisagé un système de suivi évaluation dont les principales composantes sont le suivi de performances du Projet, de l'inclusion sociale, des résultats et impacts. Le service suivi évaluation du PAFA est composé d'un responsable et d'un assistant responsable de suivi évaluation. Il était prévu également que le système de suivi évaluation soit informatisé.

118. Le système de suivi évaluation du PAFA repose sur les éléments suivants : (i) une collecte de données effectuée principalement par les services étatiques déconcentrés, les CEF et les OP ; (ii) un système de vérification et de confirmation des données mis en place par le DRDR et qui concerne les SPAM et les SPDF ; (iii) des enquêtes de référence complétées par des enquêtes de vulnérabilité des ménages bénéficiant des SPAM et de SPDF ; (iv) des réunions trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre pour passer en revue l'avancement du Projet ; (v) une réunion de bilan annuel pour faire le point par filière de l'exécution du Projet ; (vi) des études d'autoévaluation et des études thématiques pour mesurer les résultats et impacts du Projet à mi-parcours ; (vii) des rapports SYGRI qui renseignent les résultats de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> niveau. Le PAFA dispose donc d'un système compréhensif d'informations et de suivi évaluation.

119. Cependant, l'opérationnalité du système a été quelque peu affectée par : (a) la vacance des postes de Responsable Suivi Evaluation et Assistant Suivi Evaluation pendant 17 mois et 6 mois respectivement ; (b) l'arrêt de fonctionnement de l'application informatique en raison de l'inaction des acteurs de ne pas alimenter régulièrement la base de données et de problèmes techniques survenus sur le progiciel ; les fiches de suivi sont remontées de manière manuelle ; (c) l'existence de données moins détaillées sur les activités d'investissements autres que les SPAM. Les données ne sont pas systématiquement désagrégées par sexe et par âge, et ne comportent pas une mesure de la performance économique de ces activités ; (d) la difficulté de remontée des informations et la soumission des rapports à temps par les services étatiques déconcentrés au Projet ; (e) les rapports d'activités des services déconcentrés pour les investissements liés au maraîchage et à l'aviculture ne

présentent pas d'analyse de performance des activités ; (f) les informations détaillées sur le ciblage des SPAM ou SPDF ne sont pas capturées dans la base des données.

120. Le Projet est conscient de ces faiblesses et a déjà pris les mesures correctives nécessaires. Le personnel complet du SSE est en place depuis le 11 août 2014 et a déjà élaboré le Rapport d'avancement détaillé du Projet (Août 2014) soumis à la mission de RMP. L'application informatique sera corrigée et l'accès à la base sera accordé aux agents des services déconcentrés responsables du suivi. Avec le recrutement des spécialistes en irrigation et élevage, le flux des informations sur le suivi des activités maraichères et avicoles devrait s'améliorer permettant ainsi une plus grande proactivité des services et du PAFA.

121. Le PAFA a atteint des résultats et impacts concrets que les ménages non bénéficiaires sont en train de répliquer. Les effets indirects du PAFA ne sont pas encore capturés dans le SSE et cet aspect mérite une attention particulière pour appréhender l'impact entier du PAFA et sa contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus.

122. **En conclusion**, le système de suivi évaluation répond aux besoins de mise en œuvre et pilotage du Projet ainsi qu'au besoin d'évaluation de son impact. Le Projet dispose d'une base de données qui renseigne la chaîne de résultats en passant des activités à l'objectif de développement. La base de données dispose d'informations détaillées sur la pauvreté et la vulnérabilité des bénéficiaires qui pourront être bien exploitées pour les enquêtes d'achèvement du Projet et ceci afin d'évaluer les changements en termes de sécurité alimentaire et de revenus agricoles qui s'opèrent chez les ménages bénéficiaires des SPAM et des SPDF.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Réactiver le SISE et dynamiser le dispositif de collecte et de saisie des données dans l'application informatique.	Cellule de suivi évaluation	Septembre 2014
Réviser le manuel des procédures de SE et le progiciel pour intégrer le PAFA Extension.	Cellule de suivi évaluation	Novembre 2014
Former les AGEX sur l'utilisation du progiciel.	Cellule de suivi évaluation	Novembre 2014
Compléter la méthodologie de l'enquête d'achèvement du PAFA permettant de mesurer les effets et bénéfices indirects du Projet	Cellule de suivi évaluation	Juin 2015

## F. Innovations opérationnelles, techniques et commerciales

123. Le PAFA est riche en innovations et les cinq principales de ces innovations sont:

- i. une stratégie de ciblage et approche genre ; le PAFA a réussi à mettre en œuvre un développement inclusif des filières qui peut servir de modèle au Sénégal et ailleurs. Pour en arriver là, le PAFA a mis en place un processus systématique et rigoureux de ciblage de la pauvreté, genre et inclusion des jeunes qui a très bien exploité les enquêtes de référence ;
- ii. le modèle Aviculture villageoise améliorée (AVA) ;
- iii. le modèle SPAM avec la contractualisation entre OP et OM selon un cahier de charges précis, ainsi que la mobilisation des intrants de qualité et le conseil agricole de proximité.
- iv. les tables de filières (TF), permettant s'assurer la gouvernance des filières des céréales traditionnelles ;
- v. la promotion du consommateur local qui a le potentiel d'élargir le marché des céréales locales appuyées par le Projet. Pour mettre le marché de ces produits à échelle et renforcer leur consommation par un grand public, un plaidoyer et une sensibilisation d'envergure est indispensable ;

124. De plus, de nombreuses solutions techniques développées et/ou promues, adressent des contraintes clé le long des filières ciblées. On note : (a) la couveuse qui permet d'améliorer l'efficacité de l'aviculture villageoise ; (b) la farine enrichie ; (c) le semis du mil en humide.

125. **En conclusion**, le PAFA est une pépinière d'innovations, d'où l'importance d'une gestion des savoirs performante. Plusieurs facteurs concourent à cette richesse en innovations : (i) l'engagement, la vision et l'initiative de l'UCP ; (ii) les résultats significatifs et rapides obtenus par les groupes pauvres et vulnérables en termes de rendements, d'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus ; (iii) la responsabilisation des acteurs de la filière dans le ciblage de la pauvreté et l'insertion des groupes vulnérables dans le développement des filières.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Documenter les principales innovations	Table des Filières	PTBA 2015

## VI. Durabilité, mise à échelle et risques

### A. Pérennisation des acquis

126. Les résultats obtenus sur les différentes filières par le PAFA sont fort appréciables et les témoignages des bénéficiaires sur le terrain le confirment. Dès lors l'accent a été mis sur la pérennisation des activités du projet et la mise à l'échelle prévue dans PAFA-E. Afin de pérenniser les acquis, le PAFA a mis en œuvre dès le démarrage une stratégie de sortie. Elle repose sur :

- i. la mobilisation sociale des personnes ressources endogène qui assurent le conseil de proximité ; les OP ont identifié et internalisé leur propre Conseil en exploitation familiale (CEF) et ont commencé dans plusieurs cas à payer son salaire ; la consolidation du dispositif interne de conseil agricole de proximité va permettre aux OP de continuer à apporter un conseil agricole aux producteurs membres de leur organisation ;
- ii. la mise en œuvre des mécanismes de financement des intrants basé sur (a) l'épargne en nature des excédents de production ; (b) un partenariat avec les institutions de financement ; (c) une capitalisation à travers des subventions dégressives ; (d) des fonds de roulement fournis par les OM dans le cadre de la contractualisation OP-OM ; la marge brute élevée réalisée avec les intrants de qualité a permis aux ménages ciblés de vendre un surplus plus élevé ; ceci permet de créer des fonds de roulement au niveau des OP ; sur le terrain, on constate également que les OP et OPF obtiennent de plus en plus des crédits de campagne avec un taux d'intérêt de 5% à 6%. La combinaison des quatre mécanismes promus par le PAFA est indispensable pour assurer une mise à échelle ;
- iii. la mise en relation des opérateurs de marché (OM) et les organisations de producteurs (OP) à travers les contrats de ventes des excédents de production à des prix rémunérateurs ; la contractualisation, combinée avec les autres outils du Projet, a permis de structurer des filières qui étaient traditionnellement informelles et qui intéressent de plus en plus le secteur agro-industriel formel, ainsi que les commerçants. Actuellement, on constate un renouvellement de la contractualisation entre OP et OM. Cette contractualisation facilite l'intervention des OM dans des filières qui étaient traditionnellement caractérisées par des petites transactions et un coût de transaction élevé ;
- iv. le processus de fidélisation en cours des opérateurs de marché par les OP constitue un élément important de pérennisation du Système. En effet, on observe dans certains cas que les OM participent au besoin au financement des intrants pour certaines OP. Le renforcement de ce partenariat par un meilleur respect des termes du contrat par les OP, notamment en matière de qualité des produits contribuera à impliquer d'avantage ces OM dans le financement de la production ;
- v. une augmentation de la productivité agricole par l'accès à des semences certifiées, des engrais et pesticides en doses recommandées, du matériel agricole, la restauration de la base

productive et l'adoption des bonnes pratiques agricoles, résultent dans des activités rentables. Les mécanismes du Projet ont permis d'assurer l'accès aux intrants de qualité, même pour les petits producteurs agricoles organisés en OP ; cet accès n'était pas assuré par les forces du marché, surtout la qualité des semences était problématique ;

- vi. le renforcement de la dynamique organisationnelle des OP et des OM ; depuis la fin de l'ajustement structurel, le monde rural sénégalais est caractérisé par une nouvelle émergence autonome d'OP, même dans des filières où les paysans n'étaient traditionnellement pas organisés. Le Projet renforce une dynamique déjà existante dans la région;
- vii. l'autonomisation de TF qui a été entamée et permet d'assurer une gouvernance visible dans les filières ciblées ;
- viii. le renforcement des relations entre les OP et les services techniques déconcentrés de l'Etat, l'ANCAR, ARD...etc. ; le développement des partenariats avec les partenaires publics et privés constitue également un élément pouvant renforcer la durabilité des actions portées par les OP. En effet, la stratégie du PAFA de mise en relation directe entre les OP et les différents acteurs de mise en œuvre du projet contribue à créer et/ou renforcer les liens entre les OP et ces structures de sorte qu'à la fin du projet, les responsables d'OP déjà habituées, pourront continuer à les solliciter sous de nouvelles modalités ;
- ix. une dynamique émergente de mise à l'échelle des activités du PAFA par les OP ; plusieurs OP utilisent des crédits de campagne pour offrir à tous leurs membres des services qui sont prévus dans le cadre des SPAM.

127. L'analyse présentée plus haut démontre que la stratégie de sortie mise en place par le PAFA est judicieuse et efficace. De plus, les bénéficiaires sont bien motivés et déterminés de capitaliser les acquis car ils/elles perçoivent clairement l'impact positif sur leurs conditions de vie.

## B. Mise à Echelle

128. La mise à échelle des interventions du PAFA est en train de s'opérer à travers :

- i. les SPDF qui sont mis en œuvre par les OP faitières ; en 2013/2014, il s'agissait déjà de 5775 hectares, dont 181 hectares de semences ;
- ii. les investissements propres des OP faitières, des OP de base et des ménages bénéficiaires. Jusqu'en août 2014, les OP ont entièrement financé les besoins en intrants de 3.607 ménages pour 3.621 ha ; le niveau élevé des prix actuels dans les filières ciblées attire les investisseurs privés ;
- iii. les activités des TF, notamment en ce qui concerne la gouvernance de la filière ; et
- iv. les investissements de PAFA-Extension et du PADAER, qui vont répliquer le mécanisme d'intervention du PAFA.

129. La démarche de mise à échelle actuellement en cours devrait être mieux structurée en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires et des sous-projets, le montage financier et le suivi/ supervision. Elle devra rechercher des partenariats avec d'autres institutions tant bilatérales, multilatérales que privés pour plus de financement.

130. Les **recommandations** de la mission sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Mieux structurer et affiner la démarche de mise à échelle en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires et des sous-projets, le montage financier et le suivi.	UCP	Immédiate
Rechercher des partenariats avec d'autres institutions tant bilatérales, multilatérales que privés pour plus de financement	UCP	Immédiate

## C. Risques et mitigations

131. Les risques du processus de mise en œuvre, ainsi que les mesures de mitigation, sont :

- i. une baisse du niveau des prix au producteurs ; comme mesure de mitigation, le renforcement des TF, la promotion du consommateur local, la structuration des TF au niveau national ;
- ii. une offre en produits qui dépasse de façon structurelle à court terme la demande des binômes OP-OM ; comme mesure de mitigation, le « consommateur local » a été mis en œuvre ; de plus, l'identification des OM et des marchés potentiels sera un effort continu des tables filières ;
- iii. une subvention non-ciblée des intrants agricoles par d'autres partenaires; un dialogue politique sera indispensable ; le Projet n'a pas de responsabilité dans ce domaine.

132. Par ailleurs, le coût des engrais est relativement élevé au Sénégal. Une réduction de la TVA permettrait d'atteindre directement un plus grand nombre de paysans et de rendre les engrais plus accessibles.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue
Assurer un suivi continu des facteurs clé qui sont à la base de la stratégie de sortie du Projet	UCP	Immédiatement
Mieux structurer la mise à échelle en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires et des sous-projets, le montage financier et le suivi/ supervision	UCP	Immédiatement
Assurer un suivi continu des initiatives de mise à échelle par les OP	UCP	Immédiatement

## VII. Aspects fiduciaires<sup>11</sup>

### A. Situation d'ensemble

133. La prise en charge des opérations fondamentales de gestion s'est déroulée dans des conditions nettement satisfaisantes et performantes. Cette situation a été facilitée par la qualification du personnel chargé de la conduite des activités administratives, financières et comptables dans l'application des règles du manuel de procédures de gestion et dans la mise en œuvre du logiciel de gestion Tompro correctement paramétré. Au niveau des délais de rapportage, le programme a régulièrement respecté les échéances de transmission au FIDA des états financiers et des rapports d'audit, respectivement le 31 mars et le 30 juin de l'année en cours pour les éléments de l'année précédente. Il s'y ajoute que les situations financières qui sont présentées sont exhaustives, consistantes et globalement fiables. Elles résultent d'une comptabilité tenue régulièrement à jour et dont les résultats qui font l'objet d'audits annuels n'appellent pas d'observations significatives pouvant remettre en question la sincérité des comptes.

### B. Gestion fiduciaire et administrative

134. **Outils de gestion.** Les manuels de gestion et d'exécution élaborés le 27/07/10 (06 mois après la mise en vigueur du prêt/FIDA) et plus tard la mise en œuvre du manuel de suivi/évaluation en juin 2011 (16 mois après la mise en vigueur), ont permis de créer des conditions opérationnelles d'exécution normée des activités notamment en ce qui concerne les axes et cycles fondamentaux de gestion et ce, à travers l'opérationnalisation des systèmes de gestion informatisée des aspects fiduciaires et de suivi/évaluation. En tout état de cause, ces différents documents de référence et systèmes d'informations vont être réajustés avant le 31/10/2014 pour prendre en compte les spécificités des financements du FEM, du PAFA-E/FIDA.

<sup>11</sup> Les tableaux détaillés sont présentés dans le Document de travail 4.

135. **Immobilisations du projet.** Elles ont été acquises pour 253 160 581 FCFA sur lesquels 193 019 754 FCFA ont été financés sur ressources/FIDA (76,24%); 9 745 800 FCFA sur don/FEM (3,85%) et 50 395 027 FCFA sur contrepartie/taxes, exonérations de droits de douane et TVA (19,91%). Le montant total des dix (10) véhicules acquis sur le prêt FIDA est de 139 300 000 FCFA. Les frais d'agencement et d'installation ont été pris en charge par la contrepartie pour 4 313 850 FCFA. Globalement, la gestion des immobilisations est sous contrôle notamment au niveau : i) de la codification et du marquage, même s'il est nécessaire de rendre plus visibles les inscriptions ; ii) de la prise en charge comptable ; iii) des listes d'inventaires par bureau ; iv) de la documentation des mises à dispositions des véhicules aux partenaires. Pour rappel, l'assurance des immobilisations est du ressort de l'Agence judiciaire de l'Etat.

136. **Gestion du personnel.** Au 31/08/14, l'effectif du projet est de 32 agents dont 13 cadres et 19 employés. Ce personnel est pris en charge de la manière suivante : 16/sur ressources/FIDA ; 01/sur fonds/OFID ; 03/sur don/FEM ; 08/sur prêt/BOAD et 04/sur contrepartie/Etat. Cet effectif s'est stabilisé après les cinq (05) démissions enregistrées depuis le démarrage du projet. Les remplacements nécessaires ont été effectués notamment au niveau du suivi/évaluation (responsable du poste et assistant). Les rémunérations et autres accessoires de salaires ont totalisé sur la période un montant de 741 033 759 FCFA dont 144 404 569 FCFA/2010-2011; 153 279 048 FCFA/2012 ; 228 641 988 FCFA/2013 et 214 708 154 FCFA/au 31/08/14. Ce montant, constitué de salaires et indemnités/695 426 408 FCFA et frais de couverture médicale/45 606 851 FCFA a été financé comme suit: FIDA/517 335 808 FCFA (69,81%) ; OFID/55 828 500 FCFA (7,53%) ; Etat/67 784 795 FCFA (9,15%) ; FEM/24 607 500 FCFA (3,32%) et BOAD/75 477 156 FCFA (10,19%). Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du PAFA-E, il est prévu de renforcer l'UCP en recrutant, à travers un cabinet spécialisé, un personnel supplémentaire décliné comme suit : i) au siège, un responsable des OP ; un responsable des filières animales ; un responsable des sous-projets et un comptable ; ii) dans chacune des deux antennes (Louga et Kaffrine), un chef d'antenne et un responsable des sous-projets. L'effectif de chaque antenne sera complété par un secrétaire comptable, un chauffeur et un gardien.

137. Le montant des frais de mission se chiffre à 94 971 078 FCFA dont : i) missions/Sénégal/53 436 140 FCFA (56,26%) pour 1405 nuitées, soit un taux moyen d'environ 38 033 FCFA/nuitée à comparer au taux unique de 45 000 FCFA (DSA/PNUD) actuellement en vigueur établi depuis février 2012 en lieu et place des 25 000 FCFA/cadres et 15 000 FCFA/chauffeurs et autres ; ii) missions/Etranger/41 534 938 (43,74%) à travers quarante et un voyages (41) pour 301 nuitées, soit un taux moyen d'environ 137 990 FCFA/276 USD/nuitée. Des partenaires (OP et membres des tables filières) et des agents des tutelles techniques (MAER) et Financière (DI/MEF) ont été pris en charge en accord avec le FIDA (au total 17 personnes pour 120 nuitées). Les destinations extérieures concernées sont : Bamako/Mali, Abidjan/Côte d'Ivoire, Libreville/Gabon, Accra/Ghana, Ouagadougou/Burkina, Kinshasa/RDC, Banjul/Gambie, Casablanca/Maroc, Bogota/Colombie, Italie/Rome.

138. En matière de renforcement des capacités, les formations assurées au profit de l'équipe de l'UCP se chiffrent à 35 574 204 FCFA pour 29 séminaires/ateliers dont : 25/28 226 068 FCFA (79,34%), au niveau national et 04/7 348 036 FCFA, à l'étranger (20,66%). Cette dynamique de renforcement des capacités qui a concerné tous les agents du projet a été rendue facile par la disponibilité des ressources du don/FIDA exclusivement destinées à ce volet. Les différents modules de formation de l'équipe sont repartis comme suit: i) planification stratégique/Coordonnateur ; ii) utilisation de l'énergie solaire/Spécialiste en Infrastructures (SI) ; iii) genre et inclusion des jeunes/Spécialiste genre (SPIC-EG) ; iv) dispositif et système de suivi-évaluation, mise en œuvre du logiciel suivi –évaluation et de SPSS/Responsable SE et Assistant; v) marché privé des intrants agricoles et web 2.0/Spécialiste en Développement des filières (SDF) ; vi) passation de marchés/RAF et SI vii) formation Tompro et Tom2Pro/RAF/Comptable, Assistant Comptable (AC), AC-FEM, AC-Safir ; vi) nouvelle fiscalité/RAF, Cpt, AC. Les besoins actuels recensés concernent les aspects ci-après : le contrôle interne (coordonnateur, agents de la filière administrative, financière et comptable et RSE) ; les modules relatifs au suivi-évaluation pour la nouvelle équipe du SE (mise en place dispositif, mise en œuvre système, opérationnalisation et gestion des bases de données etc.) ; un renforcement des capacités d'appoint en matière de passation des marchés/contractualisation (SI et autres spécialistes) ; une

formation sur la gestion de l'eau (Spécialiste en irrigation) ; l'innovation dans les filières (SDF) ; le ciblage et l'inclusion (SPIC-EG) ; la gestion administrative et ressources humaines (Assistante/coordonnateur).

139. **Planification et gestion budgétaire.** Le processus d'élaboration et d'approbation des PTBA s'est déroulé correctement même s'il faut noter la transmission hors échéance du PTBA 2014 et les délais relativement importants de non objection sur les PTBA 2012 et 2013 qui ont été fortement réduits pour 2014. Les réalisations cumulées au 31/08/14 se chiffrent à 7 799 043 108 FCFA par rapport au cumul des prévisions de 9 534 369 000 FCFA, soit en moyenne un taux d'exécution de 82%. Les taux moyens d'exécution par bailleur sur la période sous revue sont respectivement de ; 86%/prêt FIDA ; 65%/don FIDA ; 43%/OFID ; 67%/Etat et 118%/Bénéficiaires. Concernant le FEM et la BOAD dont l'attelage au PAFA n'est effectif que depuis 2013, les taux respectifs sont de 49% et 36%.

140. Pour 2014, les prévisions du PTBA se chiffrent à 2 720 340 000 FCFA dont prêt/FIDA/ 1 412 550 000 FCFA (52%) ; don/FIDA/58 000 000 FCFA (2%) ; Don/FEM/370 960 000 FCFA (14%) ; prêt/OFID/317 950 000 FCFA (12%) ; Safir/BOAD/157 750 000 FCFA (6%) ; Etat/232 130 000 FCFA (9%) ; Bénéficiaire/171 200 000 FCFA (6%). Au 31/08/14, le montant exécuté est de 1 758 169 175 FCFA, soit un taux d'exécution de 65% et des taux par bailleur de 74%/prêt/FIDA ; 66%/Don/FIDA ; 24%/prêt/ OFID ; 47%/Etat ; 167%/Bénéficiaires ; 48%/Don/FEM et 24%/Safir/BOAD. Avec la prise en compte des engagements actuels et des prévisions de dépenses pour le reste de l'année (799 250 000 FCFA), le taux d'exécution pourra atteindre 94% au 31/12/14. et les taux par bailleurs seront de : 99%/prêt FIDA ; 83%Don/FIDA ; 95%/prêt OFID ; 63%/FEM ; 49%/ETAT ; 47%/ SAFIR/BOAD et 225%/Bénéficiaires.

141. **Passation des marchés.** Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, la maîtrise d'ouvrage des infrastructures communautaires est assurée par les communautés rurales (CR), en association avec les interprofessions (OP/OM) bénéficiaires des infrastructures (lancement des appels d'offres pour le recrutement des prestataires chargés de la maîtrise d'œuvre et de la construction). Le suivi de la passation des marchés/contractualisation ne concerne que les demandes de renseignements et de prix (DRP) de l'UCP et ce, à l'exclusion des demandes de cotations qui sont des éléments inférieurs à 3 millions de francs CFA et ne sont pas de ce fait, inscrits dans le plan de passation des marchés. Ainsi, 535 084 278 FCFA ont été dépensés dont : 219 019 633 FCFA/services de consultants (40,93%) ; 3 338 100 FCFA/travaux (0,63%) et 312 726 545 FCFA/fournitures (58,44%). Dans l'ensemble, les dispositions nationales en matière de passation des marchés et celles du FIDA ont été respectées notamment en ce qui concerne l'élaboration des plans de passation, les autorisations préalables de la Direction Régionale des marchés publics (DRMP) et du FIDA.

142. Le suivi du plan de passation des marchés 2014 met en évidence des réalisations de 83 775 157 FCFA (20 857 360 FCFA/fournitures ; 31 612 297 FCFA/services ; 31 305 500 FCFA/consultants) pour 09 contrats signés sur des prévisions de 214 700 000 FCFA (54 200 000/fournitures ; 5 000 000 FCFA/travaux ; 68 500 000 FCFA/services ; 87 000 000 FCFA/consultants) pour 14 contrats. Au 31/08/14, le taux de réalisation est de 39%. Les décaissements enregistrés sont de 6 742 000 FCFA, soit 26% des réalisations. Les paiements prévus sur le mois de septembre se chiffrent à 77 033 157 FCFA, ce qui portera le taux de décaissements à 94%.

143. **Conventions.** Les ressources mobilisées pour la mise en œuvre des partenariats sont de 582 236 500 FCFA. Ce montant est réparti entre : i) les institutions publiques/557 844 500 FCFA (95,81%). Ces agences d'exécution et autres partenaires sont principalement les entités suivantes : les ARD, l'ANCAR, l'ISRA, l'INP, la DEEC, la DBRLA, les DRDR et autres (DH, BFPA, SRADL, ESEA, CIERVAL, Chambres des métiers, CIH, CCIA, DAPS, SRE, RTS) ii) les structures privées et ONG/24 392 000 FCFA (4,19%) qui sont des prestataires de services de proximité (Sud FM, AGRECOL, BAMTAARE, radios Koungheul et Niombato). Pour la bonne règle, l'audit des comptes 2013 a été étendu à un échantillon de partenaires et les résultats y relatifs sont satisfaisants.

144. **Renforcement des capacités des Bénéficiaires.** Des formations ont été fournies aux partenaires/bénéficiaires avec l'organisation d'environ 1 024 sessions dont 06/2011 ; 178/2012 ; 621/2013 ; 219/2014 (au 31/08/14). Ces formations, d'un montant d'environ 369 292 618 FCFA, ont

concerné les CEF, les CAR, les membres/animateurs des OP et de leurs faïtières, les tables/filières, les multiplicateurs de semences, les comités de gestion des magasins, les chefs de postes vétérinaires, les chefs cuisiniers des hôtels/restaurants etc. Au total 23 648 participants ont pris part à ces différentes séances de formation dont 2 743 jeunes filles (11,60%) ; 7 137 femmes adultes (30,18%) ; 2 697 jeunes hommes (11,40%) et 11 071 hommes adultes (46,82%). Les thèmes développés concourent à renforcer les capacités des bénéficiaires dans la maîtrise des activités techniques de production, de transformation et de commercialisation ainsi que dans la prise en charge des questions de gestion administrative, financière et comptable. Huit (08) visites d'échanges ont été également organisées dont sept (07) dans la zone d'intervention du projet et une (01) au Burkina Faso. En outre, les partenaires/bénéficiaires ont participé aux réunions de coordination trimestrielles de mise à niveau regroupant l'ensemble des parties prenantes du projet et aux manifestations annuelles de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) depuis 2012 et de l'épi d'or récompensant les meilleurs partenaires (2013 et 2014). Leur participation a également concerné les autres ateliers/séminaires organisés par l'UCP dans le cadre des activités de sensibilisation, d'élaboration de plans de développement, de capitalisation, d'autoévaluation et de partage. En outre, le projet a organisé pour des partenaires les visites d'échanges au Burkina sur la production, la transformation et la recherche sur le sésame et au Maroc sur la prospection sur les emballages en verre. Enfin, des bénéficiaires (01 OP et 01 OM ont été conviés au huitième forum régional du FIDA tenu à Kinshasa/RDC, couplé avec l'atelier d'apprentissage sur le ciblage. Toutes ces actions qui concourent également au renforcement des capacités ont totalisé un montant d'environ 333 286 028 FCFA.

## C. Gestion financière et décaissements

145. **Décaissements.** Le projet a enregistré des retards dans la mise en place des ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités. A cet égard, il est relevé que : i) les dépôts initiaux des fonds de contrepartie et du FIDA ont été effectués respectivement 05 mois et 07 mois après la mise en vigueur du prêt/FIDA ; ii) les premiers décaissements des ressources OFID et FEM ont été obtenus respectivement 24 mois et 17 mois après la signature des accords de prêt et de don concernés. Cependant, malgré ces décalages importants, le projet a su atteindre des taux de décaissement significatifs notamment pour le prêt/FIDA (87,34%, à la DRF 31, après correction du décaissement de la DRF 03/Don/FIDA imputée sur le prêt). Ce taux, apprécié par rapport aux profils de décaissement par type de projet du FIDA (PDP), donne au projet une note entre (05) et (06) correspondant à une performance plus que satisfaisante. Les autres taux de décaissements sont : i) 62,91%/Don/FIDA (DRF 02), après régulation (modérément satisfaisant par rapport au PDP) ; ii) 16,9%/OFID (DRF 05) avec un taux espéré au 31/12/2014 d'environ 30% en prenant en considération les engagements actuels en cours d'apurement ; cette situation est notamment due à la mise en place tardive des fonds OFID et aux difficultés relatives à la mobilisation de la contribution des collectivités locales et des bénéficiaires (10% pour la réalisation des pistes et des infrastructures communautaires et 20% pour l'aménagement des périmètres maraîchers) ; iii) 22,64% FEM (DRF 02) pour des ressources mises à disposition en août 2013, soit un (01) an d'exécution des activités, ce qui reste satisfaisant.

146. En ce qui concerne le prêt/FIDA, les taux d'exécution réels (DRF 31) des catégories sont : i) 1 «équipements et véhicules »/77,42% ; ii) 2 «appui technique, formation et études »/84,50% ; iii) 3 «convention»/50,49% ; iv) 4 «fonds pour sous les projets»/97,41% ; v) 5a «Salaires et indemnités»/94,60% ; vi) 5b «Entretien et fonctionnement»/66,52% ; vii) «non alloué»/ 0%. Si on tient compte de la DRF 32 en préparation, les catégories IV et Va vont atteindre des taux respectifs de 100,57% et 100,32%, ce qui va nécessiter une réallocation des fonds pour doter ces deux catégories de ressources suffisantes jusqu'à l'achèvement/clôture du projet.

147. Pour le Don/FEM à la DRF 02, les catégories affichent les taux d'exécution ci- après : i) 1 «équipements»/9,04% ; ii) 2 «appui technique, formation et études »/19,48% ; iii) 3 «génie civil»/1,12% ; iv) 4 «Matériel agricole»/00% ; v) 5a «salaires et indemnités»/23,25% ; vi) 5b «fonctionnement»/21,17% ; vii) 5c «voyages, frais déplacements et communication»/0% ; viii) 6 «non alloué»/0%. Ces taux sont appelés à évoluer très rapidement avec la densification de la mise en œuvre



des activités qui est prévue sur le PTBA d'achèvement 2015/2016 de seize (16) mois. Cette action nécessitera également une réallocation des fonds du don pour renforcer les ressources des catégories 3, 5a et 5b.

148. Pour rappel, le prêt/OFID stipule que 70,05% du coût total de la composante «infrastructures» du projet seront financés sur les ressources de l'OFID. Au niveau du manuel d'exécution du PAFA, en tenant du contexte de mise en œuvre et de la nature des investissements à réaliser, des taux de contribution des bénéficiaires ont établis et validés avec les parties prenantes pour aboutir in fine à ce taux maximum. Il s'agit de i) 65%/PAFA/OFID, 10%/CR et 25%/Etat (y compris la TVA), pour les aménagements de marchés, les infrastructures de groupage et/ou de conditionnement de l'offre et les infrastructures d'accès ; ii) 80%/PAFA/OFID et 20%/Bénéficiaires, pour les aménagements hydroagricoles structurants (bénéficiaire/Etat) et l'équipement d'irrigation (bénéficiaires/OP). Les ajustements à porter à ce schéma de contribution consistent à fixer pour le premier cas la part/PAFA/OFID à environ 70% du montant de l'investissement, ce qui ramènera la part/CR à 5% et l'Etat restera à 25 %. Pour le second cas, les taux de contribution vont rester identiques. En tout état de cause, dans le cadre de la révision du manuel d'exécution les taux seront affinés.

149. **Compte spécial Prêt et don FIDA.** Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 31/08/14, donne un montant reconstitué de 749 999 997 FCFA, pour une dotation initiale de 750 000 000 FCFA, soit un écart de 03 FCFA, correspondant à la différence entre le montant soumis sur la DRF 25 et le montant payé. A cette date : i) la trésorerie est de 433 578 250 FCFA (57,81% de la dotation initiale) ; ii) la DRF N°32 d'un montant de 232 408 127 FCFA (30,99% du compte spécial) est en traitement à la Direction de l'Investissement (DI/MEF) ; iii) les montants retirés du compte spécial et en attente d'atteinte du seuil de soumission sont de 84 013 620 FCFA (11,20% du CS).

150. **Compte spécial OFID.** Le rapprochement du compte spécial OFID au 31/08/14 donne un solde reconstitué de 249 889 520 FCFA, pour une avance initiale de 250 millions de FCFA, soit un écart de 110 480 FCFA (0,05% du CS) en moins dans le compte spécial, correspondant aux frais bancaires que la banque devait rembourser depuis le 30/04/13. La trésorerie disponible est de 112 604 447 FCFA (45,04% de la dotation initiale). La DRF N°05 de 129 961 462 FCFA (51,98% du CS) est en instance de paiement à l'OFID. Les montants retirés du compte spécial et en attente d'atteinte du seuil de soumission sont de 7 323 611 FCFA (2,93% du CS). Pour rappel, l'accord de prêt OFID N° 1272 P du 18/06/2009 est entré en vigueur en juin 2010 et l'avance initiale du compte spécial a été mise en place le 09 mai 2012. Ainsi, le 19 décembre 2013, la date de clôture prévue le 31 décembre 2013 a été prorogée au 31 décembre 2015 par l'OFID, pour permettre l'exécution des activités prévues afin d'optimiser les investissements au profit des bénéficiaires. Pour ces mêmes raisons, il apparaît plus utile de faire coïncider finalement la date de clôture du prêt/OFID avec celle du prêt FIDA (30/09/16).

151. **Compte spécial FEM.** Le rapprochement du compte spécial Don/FEM au 31/08/14, donne un montant reconstitué de 400 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale du FIDA (aucun écart n'a été relevé). A cette date, la trésorerie est de 357 739 025 FCFA (89,43% de la dotation initiale) et les montants retirés du compte spécial et en attente d'atteinte du seuil de soumission sont de 42 260 975 FCFA (10,57% du CS).

152. **Suivi des DRF/DPD.** Concernant le suivi des décaissements FIDA (prêt/don), trente-cinq (35) DRF dont une annulée, d'un montant total de 5 945 193 031 FCFA, ont été payées (dont 5 864 975 615 FCFA/Prêt, soit une moyenne/DRF de 195 499 187 FCFA et 80 217 416 FCFA/Don, soit en moyenne 20 054 354 FCFA/DRF). Une seule DPD de 139 300 000 FCFA relative à l'achat des véhicules, a été réglée durant la période ce qui porte le montant des décaissements à 6 084 493 031 FCFA. En ce qui concerne le prêt OFID, il s'agit de cinq (05) DRF de 760 828 825 FCFA pour une moyenne de 152 165 765 FCFA. Pour le don/FEM deux (02) DRF ont été réglées pour 557 366 991 FCFA, soit une moyenne de 278 683 495 FCFA (incidence du dépôt initial de 400 millions).

153. **Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR).** Pour rappel, le SAFIR n'étant ancré au PAFA que depuis mars 2013, la situation consolidée établie ci-après concerne dans une large mesure les activités mises en œuvre par le PROMER. Le rapprochement du compte d'avance BOAD au 31/08/14, donne un montant reconstitué de 70 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale de la BOAD

(aucun écart n'a été relevé). A cette date, la trésorerie est de 12 928 206 FCFA (18,47% de la dotation initiale) et la DRF N°12, en instance de paiement de 37 101 287 FCFA (53% du CS). Les dépenses en attente de soumission se chiffrent à 19 970 507 FCFA (28,53%).

154. A la date du 27/08/2014, le SAFIR a facilité le financement de 901 requêtes de 883 761 290 FCFA, pour un objectif initial de 990 requêtes de un (01) milliard FCFA, soit des taux d'exécution de 91% en terme quantitatif et 88,37% pour le volet financier. A date, en l'absence de rapports des faïtières et sur la base des recoupements effectués par les Responsables Locaux du SAFIR, lors des missions d'appui aux recouvrements, auprès des institutions à la base, le taux de remboursement est d'environ 90%. Il faut également souligner que pour le PTBA 2014, trente deux (32) requêtes des bénéficiaires du PAFA ont été satisfaites pour une enveloppe de 59 781 600 FCFA. Dans le même temps, trois (03) dossiers d'un montant global de 27 862 600 FCFA sont en phase d'instruction au niveau des SFD partenaires.

155. Les autres activités en cours d'exécution concernent : i) l'évaluation des conventions de refinancement signées entre le PROMER II et lesdits SFD ; le rapport provisoire prévu le 25/09/2014 devra être pris en compte dans la revue à mi-parcours ; ii) l'étude sur la pérennisation des activités du SAFIR (appel à manifestation d'intérêt lancé et ANO de la BOAD sur la DRP attendu depuis 08/04/14) iii) la signature des conventions avec la DRS, la DMF et l'AP-SFD (conventions signées avec l'AP-SFD et la DMF et convention/DRS en instance de signature ; iv) l'extension des caisses (constitution du dossier d'appel d'offres et attente de l'ANO de la BOAD depuis le 20/1/14 pour continuer le processus) ; v) l'équipement des institutions de bases partenaires (finalisation du processus d'acquisition des équipements des SFD ; les équipements enlevés au PADAER destinés aux SDF IMCEC Okasse et MEC Dimbalanté seront distribués au cours du mois de septembre 2014) ; vi) l'éducation financière des bénéficiaires (deux sessions de formations des bénéficiaires pour le PADAER (44 bénéficiaires) et une session pour les formateurs pour les membres des Tables Filières partenaires du PAFA (17 bénéficiaires) ont été organisées respectivement du 23 au 28/07/2014 et du 19 au 24/08/14.

156. Par ailleurs, le montant total des refinancements effectués en deux (02) tranches au profit des SFD partenaires se chiffre à 804 000 000 FCFA dont 380 millions FCFA/UIMCEC ; 180 millions FCFA/URMECS ; 110 millions FCFA/ CAURIE- MF ; 84 millions FCFA/ASACAS et 50 millions FCFA/DIMBALANTE. Les remboursements devaient être faits en six (06) semestrialités et à date, les échéances de 217 300 002 FCFA au 30/09/13 et au 31/03/14 ne sont pas encore payées, soit un total hors commissions de 434 600 004 FCFA. Le virement des sommes dues reste assujéti à l'ouverture du compte devant recevoir lesdits remboursements. Le PAFA, en relation avec le MAER et le MEF vont statuer sur la possibilité d'utiliser le compte d'avance actuel du SAFIR ouvert à Orabank pour recevoir les remboursements en question.

157. Enfin, le compte CNCAS/Contrepartie/DAKAR relatif au fonds de garantie dans le cadre du financement BOAD n'est pas encore transféré au PAFA depuis la clôture du PROMER II. Le solde dudit compte qui devait être de 100 millions FCFA, affichait au 30/09/13 un montant de 89 241 230 FCFA. La différence correspond aux différents paiements effectués par le PROMER, au profit de l'Agence immobilière «standing immobilier» gestionnaire du Bureau de liaison pour un montant de 14 134 130 FCFA. Ces règlements ont été faits à cause des retards de paiement de la contrepartie. L'Agence devait rembourser les sommes perçues dès réception des virements de l'Etat. Un premier paiement de 3 348 864 FCFA a été déjà enregistré et il reste environ 10 785 266 FCFA à récupérer. La mission recommande de mettre également ce compte sous la signature du Coordonnateur et du Responsable Administratif et Financier du PAFA/SAFIR en relation avec le MAER. Les dispositions nécessaires devront être prises par l'ancien Directeur du PROMER et son RAF (actuellement en poste au PADAER) avec l'Agence pour régulariser la situation résiduelle des sommes dues.

158. **Réallocation des ressources.** Des projections de réallocation de ressources du prêt/FIDA et du don/FEM ont été effectuées sur la base : i) des décaissements et des soldes réels à la DRF N° 31 payée ; ii) de la DRF 32, en cours de traitement à la Direction de l'Investissement (DI-MEF) prenant en compte les dépenses du projet jusqu'au 31/07/14 ; iii) des prévisions de dépenses du 01/08/14 jusqu'au 31/12/14 ; iv) des prévisions de dépenses du 01/01/15 à l'achèvement (31/03/16) ; v) des

dépenses de clôture du 01/04/16 au 30/09/16 (date de clôture) ; vi) des soldes prévisionnels à la clôture. Il s'agit pour le prêt/FIDA, de consolider la mise en œuvre des sous projets (SPAM) et développement filières (DF) avec une dotation supplémentaire d'environ 745 572,25 DTS/563 071 075 FCFA et de régulariser la catégorie «salaires et indemnités» pour prendre en compte le rehaussement des rémunérations intervenu en janvier 2012 dans le cadre de l'harmonisation des salaires avec le PADAER ainsi que l'application des taux de mission prévus pour un montant de 681 730,81 DTS/514 856 742 FCFA. Pour information, les pourcentages d'affectation des catégories du prêt au niveau de l'allocation initiale et après réallocation se présentent ainsi : i) équipements et véhicules (3%, inchangé) ; ii) appui technique, formation, et études (24%/23%) ; iii) conventions (12%/8%) ; iv) fonds pour les sous projets (35%/43%) ; v) salaires et indemnités (11%,19%) ; vi) entretien et fonctionnement (4%, inchangé) ; non alloué (10%/0%).

159. En ce qui concerne le FEM, il a fallu renforcer les ressources de la catégorie III «génie civil» pour prendre en charge tous les aspects liés aux aménagements hydrauliques notamment les bassins et digues de rétention, les digues anti-sel, la lutte antiérosive, les puits maraichers, les réseaux de distribution, les aménagements de périmètres rizicoles et l'aquaculture. Ainsi les fonds de la catégorie ont été renforcés d'environ 372 089, 99 USD/185 070 119 FCFA. Les catégories suivantes ont également reçu des dotations supplémentaires : i) matériel agricole 29 128,04 USD/14 487 704 FCFA ; salaires et indemnités 49 536,10 USD/24 636 779 FCFA ; iii) fonctionnement 49 246,09 USD/24 494 020 FCFA. Les pourcentages d'affectation des catégories du prêt au niveau de l'allocation initiale et après réallocation se présentent ainsi : i) équipements (4,20%, inchangé) ; ii) appui technique, formation et études (23,80%, inchangé) ; iii) génie civil (45,20%/52,64%) ; iv) matériel agricole 540 000 (10,80/11,38%) ; v) salaires et indemnités (4,20%/5,19%) ; vi) fonctionnement (0,20%/1,18%) ; vii) voyages, frais de déplacements et communication (1,60%, inchangé) ; viii) non alloué (10%,0%).

160. **Contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 5,750 millions USD. Les ressources mobilisées à ce titre sont de 0,947 millions USD, soit 16,5%. Pour mémoire, la contrepartie de l'Etat est constituée de 18% de TVA et des droits de douane sur les acquisitions et 7% de prise en charge, sur ressources BCI, du coût des infrastructures communautaires financées par l'OFID, ainsi que l'assurance maladie du personnel et les salaires/charges sociales du personnel d'appui (04 agents). Par ailleurs, le montant de la contrepartie budgétisé pour les exercices 2010/11/2012/2013 et 2014 est de 702 483 000 FCFA dont 486 000 000 FCFA/BCI et 216 483 000 FCFA/Taxes (ces nouvelles données sont en baisse par rapport à celles de la mission de supervision suite à la correction d'erreurs de calculs). Au 31/08/14, le montant total réalisé est de 470 835 594 FCFA, soit 67,02% dont 150 454 825 FCFA/BCI (30,96% des prévisions BCI, après correction) et 320 380 769 FCFA/Taxes (147,99%). Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavements), sur ressources OFID. A cet égard un montant de 45 621 194 FCFA, engagé en 2013, est toujours en instance de paiement. Cette situation de retard de paiement de la part/Etat commence à entamer la crédibilité du projet vis-à-vis des entreprises prestataires.

161.

162. **Dettes et trésorerie.** Au 31/08/2014, le montant total des dettes du projet se chiffre à 65 652 445 FCFA dont : 19 757 450 FCFA/FIDA ; et 45 894 945 FCFA/Etat (dépenses engagées en 2013 sur les infrastructures communautaires sur fonds OFID de 34 317 490 FCFA et 11 577 205 FCFA de TVA). A la même date, la trésorerie banques/caisse est de 916 987 805 FCFA dont 916 532 245 FCFA/banques et 455 560 FCFA/caisse. Les soldes bancaires par bailleur sont de : 433 365 930 FCFA/FIDA/CNCAS ; 357 670 365 FCFA/FEM/CNCAS ; 154 877 FCFA/Contrepartie/CNCAS ; 112 604 447 FCFA/ OFID/BA et 12 736 626 FCFA/BOAD/ORABANK. Pour rappel, le montant total des factures échues et des prévisions de dépenses jusqu'au 31/12/14 est de 799 250 000 FCFA, ce qui est supportable par la trésorerie actuelle du projet.

163. **Contribution des bénéficiaires.** Au 31/08/14, les Bénéficiaires ont contribué à hauteur de 1 108 378 481 FCFA/2,2296 millions USD dans le cadre du financement et de la mise en œuvre des sous projets d'accès au marché (SPAM) et de développement des filières (DF). Cela représente

132,9% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD (cf.DCP). De plus, un montant de 18 155 960 FCFA (6,38%) a été mis en place par les bénéficiaires des magasins financés sur ressources OFID à hauteur de 284 734 662 FCFA. Le gap de 3.62% par rapport au 10% requis pour ce type d'investissement représente les contributions des GIE de Fass Nguérane, Keur Mamour Seck, Missirah Waddene, Nguinth Kayes et Ndiindy qui sont en cours de mobilisation pour le financement des équipements des magasins. D'une manière générale, il apparaît que le niveau de contribution requis, de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle et de 10% sur les infrastructures communautaires (magasins et pistes), constitue un obstacle à la réalisation de ces investissements. Pour le FEM, la contribution des bénéficiaires sur les sous projets riz pluvial et sur l'aménagement du casier rizicole de la vallée de Ndiaye Ndiaye financés à partir de 2014 est respectivement de 5 786 700 FCFA et de 1 176 000 FCFA.

164. **Financement des sous-projets/SPAM.** Au 31/08/14, le montant total des sous projets (SPAM et DF) financés depuis le démarrage du projet est de 3 578 080 387 FCFA dont 3 003 675 977 FCFA/SPAM et 574 404 410 FCFA/DF. La part PAFA représente 2 469 101 906 FCFA/PAFA (69,13%) et celle des OP, 1 108 978 481/OP FCFA (30,87%). Les informations par filière se présentent comme suit : i) Mil/sorgo, 86/SPAM de 1 012 254 367 FCFA pour 8 558 ha ; ii) Niébé, 56/SPAM de 275 319 961 FCFA pour 1 357 ha ; iii) Sésame, 22/SPAM de 252 068 810 FCFA pour 2 479 ha ; iv) Bissap, 29/SPAM de 87 488 900 FCFA pour 922, 5 ha ; v) Aviculture, 75/SPAM de 186 939 247 FCFA pour 1 853 poulaillers ; vi) Développement des filières, 50/SPAM de 423 732 999 FCFA pour 5551 ha 75 ; .vii) Maïs, 23/SPAM de 224 313 622 FCFA pour 1799 ha ; viii) Miel, 01/SPAM de 6 984 000 FCFA pour 50 ruches.

165. A titre informatif, les coûts moyens de subvention/PAFA, par filière, par SPAM et par hectare, sont indiqués ci-après : i) Mil/sorgo, 11 770 400 FCFA/SPAM et 118 282 FCFA/ha; ii) Niébé, 4 916 428 FCFA/SPAM et 202 889 FCFA/ha; iii) Sésame, 11 457 673 FCFA/SPAM et 101 682 FCFA/ha; iv) Bissap, 3 016 859 FCFA/SPAM et 94 839 FCFA/ha ; v) ; vi) Développement des filières, 8 474 660 FCFA/SPAM et 76 324 FCFA/ha .vii) Maïs, 9 752 766 FCFA/SPAM et 124 688 FCFA/ha. En ce qui concerne l'aviculture, les coûts moyens de subvention d'un SPAM et d'un poulailler sont respectivement de 2 492 523 FCFA et 100 885 FCFA.

166. En ce qui concerne le PTBA 2014, le montant des sous-projets d'accès au marché (SPAM) et de développement des filières soumis à financement en 2014 est de 879 300 000 FCFA dont: 191 200 000 FCFA pour les SPAM de la deuxième génération ; 614 422 000 FCFA pour les SPAM de la troisième génération et 73 678 000 FCFA pour le développement des Filières. Le total de la part/PAFA est de 708 100 000 FCFA et celle des OP est estimée à 171 200 000 FCFA. Au 31/08/14, le montant réalisé est de 566 726 816 FCFA dont 285 838 484 FCFA/PAFA et 280 888 332 FCFA/OP, soit un taux de réalisation de 64,45%.

167. **Financement des sous-projets/FEM.** A date, six (06) sous projets de riz pluvial ont été mis en œuvre pour un montant total de 23 053 500 FCFA dont 18 442 800 FCFA/part/PAFA et 4 610 700 FCFA/part/Bénéficiaires (montant intégralement versé). Le montant payé sur la part/PAFA est de 17 878 000 FCFA (93,94%). En plus l'aménagement du casier rizicole de la vallée de Ndiaye Ndiaye au profit du GIE de l'amicale des exploitants se chiffrait à 5 880 000 FCFA dont 4 704 000 FCFA/part /PAFA et 1 176 000 FCFA/part/Bénéficiaires. Un surplus d'un montant de 1 176 000 FCFA, réglé sur la part/PAFA et remboursé par le GIE est en cours de reversement dans le compte spécial/FEM. Les superficies concernées par ces financements font un total de 84 ha dont 77 ha pour le riz pluvial et 7 ha pour le casier rizicole avec des moyennes de financement/ha de 299 396 FCFA/ha de mise en œuvre de riz pluvial et 840 000 FCFA/ha d'aménagement de casier.

## D. Comptabilité, audit, supervision

168. **Comptabilité.** La comptabilité du projet est à jour au 31/08/14, ce qui a permis de rendre disponibles toutes les situations administratives, financières et comptables nécessaires à la présente revue des aspects fiduciaires. Au niveau opérationnel, les rapprochements bancaires mensuels des huit (08) comptes du projet ainsi que les reconstitutions des comptes spéciaux des huit (08) premiers

mois de l'année ont été régulièrement effectués, établissant ainsi une bonne tradition de suivi des comptes depuis le démarrage du projet. Les écritures en suspens sont au nombre de trois (03) d'un montant de 1 508 239 FCFA dont deux (02)/FIDA et un (01)/contrepartie. Les deux (02) écritures de plus de 90 jours (01/FIDA et 01/contrepartie) sont en cours de traitement avec les bénéficiaires des chèques. Par ailleurs, la gestion de la caisse de menues dépenses n'appelle pas d'observation particulière en ce qui concerne le respect des dispositions du manuel de procédures (plafond de caisse, montant maximum de paiement, seuil de renouvellement et justification des paiements).

169. **Audit.** L'audit des états financiers arrêtés au 31/12/2013, a été effectué en mai/juin 14 et les rapports transmis au FIDA le 27 juin 2014. En ce qui concerne le rapport d'audit des comptes, les états financiers faisant ressortir un total du Bilan de : 1 672 424 157FCFA ont été certifiés réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière du PAFA au 31 décembre 2013. Concernant le rapport sur l'utilisation des comptes, l'audit n'a pas relevé d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous comptes spéciaux du Prêt/FIDA, du Don/FIDA, du Prêt/OFID, du Don/FEM, du Prêt/BOAD/SAFIR/, de la contrepartie de l'Etat et de la contribution des populations bénéficiaires. Enfin dans le rapport sur l'exécution des dépenses et le contrôle interne, l'audit a procédé à la certification: i) des dépenses éligibles au fonds des bailleurs ; ii) de l'état de l'actif et du matériel ; iii) de la situation de trésorerie ; iv) la situation d'exécution budgétaire 2013 et le suivi des activités ; v) des éléments du contrôle interne et de la traçabilité des opérations relatives notamment au financement des sous projets.

170. Par ailleurs, sur deux (02) sites visités (Keur Socé et Sambé), lors de la présente revue à mi-parcours, il a été noté l'existence d'organes de gestion ainsi que des supports administratifs (journaux de banques et de caisses ; carnets de factures, de reçus ; registres de recettes/dépenses, de suivi des sous projets, de formation, de courrier etc.). Ces documents sont généralement bien tenus. Dans le cas spécifique de Sambé, le suivi de la gestion des campagnes agricoles est globalement performant.

171. En outre, suite à la recommandation de la dernière mission de supervision, l'audit des comptes 2013 a été étendu à un échantillon de porteurs de SPAM et les résultats qui en découlent sont globalement rassurants. En effet, l'implication de plus en plus d'acteurs avec des décaissements significatifs au titre du financement des sous projets pourrait engendrer un risque de détournement d'objet. A cet égard, l'évaluation du contrôle interne et de la traçabilité des ressources constitue une opération majeure dont l'auditeur s'est acquittée à travers des tests de conformité entre les procédures consignées dans le manuel d'exécution les objectifs de sécurisation des opérations.

172. Par ailleurs, avec les comptes 2013, le cabinet en charge aura effectué l'audit de trois (03) exercices du projet. Ainsi, l'audit de l'exercice clos le 31/12/14, à réaliser avant le 30/06/15, sera le dernier mandat dudit cabinet, conformément aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Il faudra donc conduire un processus complet de passation des marchés pour le recrutement d'un cabinet pour l'audit des états financiers du projet à partir des comptes arrêtés au 31/12/2015.

173. **Supervision.** Les recommandations de la dernière mission de supervision en matière fiduciaire sont en cours de mise en œuvre. Les points les plus significatifs concernent : i) la mise à jour des outils de gestion (manuels de procédures et d'exécution, logiciel de gestion) ; ii) l'ouverture du compte SAFIR/BOAD devant recevoir les remboursements des SFD ; iv) le transfert du solde du compte Fonds de garantie au PAFA ; v) l'adéquation du niveau de contribution des bénéficiaires sur les infrastructures financées par l'OFID.

174. **Conformité avec l'accord de prêt.** La principale préoccupation qui demeure est relative à la disposition de la section 3. 03 b «Contrepartie » qui stipule notamment que l'emprunteur met à la disposition du projet des fonds de contrepartie pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA. D'une manière générale, le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavement), sur ressources OFID. A cet égard, un montant de 45 621 194 FCFA, engagé depuis 2013, n'est pas encore payé.

## VIII. Attelage PAFA-E Extension

175. Le prêt du PAFA-E est entré en vigueur le 19/06/14. Il est dès lors urgent de finaliser l'acte de constitution de l'UCP en procédant à la signature de l'arrêté portant création du Projet d'Appui aux Filières Agricoles Extension. Il s'agit de conférer à l'entité une existence administrative, financière et juridique réelle, faute de quoi, les activités de démarrage seront retardées en ce qui concerne particulièrement la préparation du PTBA du PAFA-E avec l'ouverture du plan de passation des marchés à la DCMP, prenant en compte notamment le recrutement du personnel prévu, la réhabilitation des locaux des antennes, l'acquisition des véhicules, du mobilier et du matériel, la mise à jour des manuels d'exécution, de procédures administratives, financières et comptables ainsi que celui du suivi/évaluation. De plus, par rapport aux exigences liées à la performance des projets en matière de décaissement, le PAFA-E doit impérativement enregistrer un niveau de décaissement relativement significatif avant le 31 décembre 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réajuster les différents documents de référence et systèmes d'informations du projet pour prendre en compte les spécificités des financements du FEM, du PAFA-E/FIDA.	COORDO/RAF/RSE/CPT/ASE/AC	31/10/2014
Réajuster les décaissements du Prêt et Don/FIDA en régularisant l'erreur commise sur la 03 Don/FIDA affectée au Prêt	COORDO/FIDA	31/10/2014
Préparer et soumettre une requête à l'OFID pour faire coïncider la date de clôture du prêt/OFID avec celle du prêt FIDA (30/09/16).	COORDO/MAER/DI-MEF	31/12/2014
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA, correspondant aux frais bancaires à rembourser par la banque.	COORDO/RAF/DI-MEF	31/10/2014
Statuer sur le principe de reversement des remboursements des SFD sur le compte d'avance actuel du SAFIR/BOAD ouvert à Orabank.	COORDO/MAER/DI-MEF	30/11/2014
Assurer le suivi du transfert du solde du compte Fonds de garantie/CNCAS /Contrepartie, au PAFA.	MAER/RAF/PADAER/PAFA/Ex Dir PROMER	30/11/2014
Affiner, en tenant compte notamment des recommandations validées de la présente mission et, préparer et soumettre une demande de réallocation de ressources du prêt/FIDA et du don/FEM sur la base des hypothèses de travail retenues.	COORDO/RAF/MAER/DI-MEF	30/11/2014
Prendre les toutes les dispositions nécessaires pour le règlement de 45 621 194 FCFA, engagé en 2013 au titre de la contrepartie, et qui est toujours en instance de paiement.	COORDO/MAER/MEF	30/11/2014
Conduire un processus complet de passation des marchés pour le recrutement d'un cabinet pour l'audit des états financiers du projet à partir des comptes arrêtés au 31/12/2015.	COORDO/CAP-MEF	31/12/2015
Finaliser l'acte de constitution de l'UCP en procédant à la signature de l'arrêté portant création du PAFA Extension pour conférer à l'entité une existence administrative, financière et juridique réelle faute de quoi les activités de démarrage seront retardées	COORDO/MAER	15/10/2014

## IX. Conclusion

176. A moins de deux ans de son achèvement, les objectifs assignés au PAFA ont été atteints en termes de la diversification, des résultats quantitatifs et qualitatifs, d'effets et d'impacts. Le projet a significativement contribué à l'amélioration de la productivité et de la production des cultures appuyées, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la création d'emplois notamment pour les jeunes et les femmes, et de l'augmentation des revenus des ménages appuyés par le projet. Le Projet a également généré un bon nombre d'innovations intéressantes et des bonnes pratiques, dont certaines sont déjà validées, testées et prêtes pour leur mise à l'échelle. D'autres doivent être encore consolidées. Parmi les innovations susceptibles d'être mises à l'échelle, on peut retenir les suivantes : (i) le cofinancement dégressif des intrants agricoles (semences certifiées, petit équipement agricole, engrais/pesticides) accompagné d'un conseil agricole de proximité ; (ii) la contractualisation commerciale entre les organisations de producteurs/producteurs et les opérateurs des marchés (commerçants, transformateurs, exportateurs, etc.) accompagnée d'une bonne gouvernance des filières concernées notamment pour faire respecter les engagements contractuels en termes du mécanisme de fixation des prix, de la quantité et de la qualité du produit contracté ; (iii) le conseil agricole de proximité à travers le Conseil d'exploitation familiale (CEF), le Conseil endogène au sein des OP, constitué principalement des jeunes du terroir/village ; (iv) le ciblage inclusif prenant en compte les groupes les plus vulnérables (jeunes, femmes et personnes handicapées) ; et (v) le consommateur local pour la promotion des produits locaux nécessaire pour stimuler la demande nationale des produits locaux ainsi que l'amélioration de l'alimentation des populations à travers l'introduction des menus issus des produits locaux dans les restaurants existants et l'ouverture des restaurants spécialisés en produits locaux.

177. Les résultats du Projet ont été atteints grâce à la mise en place, dès le démarrage du Projet, d'un bon et large partenariat avec différentes structures publiques, paraétatiques, Organisations de producteurs et privées. Ils ont également été atteints grâce à la bonne qualité de l'équipe du Projet et au suivi de proximité du bureau Pays FIDA.

178. Les résultats du Projet sont pour la plus part durables du fait que la stratégie de sortie mise en place dès le démarrage du projet, a été scrupuleusement appliquée et, est aujourd'hui fonctionnelle. En effet, les facteurs de pérennisation des acquis, qui sont intégrés dans le modèle du PAFA, sont globalement maîtrisés par les OP bénéficiaires et leurs membres. Il s'agit de (i) la mobilisation de l'épargne par les ménages pour l'achat des intrants agricoles ; (ii) les partenariats avec les structures pérennes ; (iii) la contractualisation commerciale entre OP-OM qui est souvent renouvelée ; (iv) l'autofinancement progressif des intrants par les OP ; (v) l'internalisation du conseil agricole au sein des OP (CEF) ; et (vi) l'autonomisation progressive institutionnelle, technique et financière des OP.

179. Enfin de campagne 2013-2014, quarante (40) OP sont devenues autonomes et ont procuré elles-mêmes sur le marché pour la campagne 2014-2015, les intrants agricoles (semences certifiées, petit équipement, engrais) requis pour leurs exploitations. Néanmoins, ces ménages ont encore besoin des appuis et d'accompagnement plus spécifiques dans certains domaines afin d'améliorer durablement leurs activités à moyen et long termes. Ces appuis et accompagnement sont requis dans les domaines de la préparation des plans d'affaires et de l'éducation financière pour fidéliser les relations entre les OP et les institutions financières. L'appui en conseil agricole de proximité pour un bon nombre de ces OP autonomes s'avère encore nécessaire jusqu'à la prise totale en charge de ce conseil par ces OP. Le Projet devra donc prendre des dispositions requises pour inscrire dans son PTBA 2014-2015, ces appuis et accompagnements spécifiques en faveur des OP autonomes.





## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Projet 1414 [752] Projet d'appui aux filières agricoles – Brouillon

#### Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414	No. du prêt/don DSF	752
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	26/05/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	10/05/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	17/11/2010		

Million USD % Taux de décaissement

Approbation	11/09/2008			Coût total	31.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	88
Premier décaissement	12/11/2010			Don DSF		
Examen à mi-parcours	16/09/2014	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	50
Achèvement initiale	31/03/2016	Dernier audit	29/05/2012	Financement national total	7.42	
Achèvement	31/03/2016			Bénéficiaires	1.68	100
Clôture initiale	30/09/2016			Gouvernement (National)	5.75	16
Clôture	30/09/2016			Cofinancement total externes	9.03	
Nombre de prolongations	0			OFID	9.03	14

#### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	6	2. Exécution du S&E	5	6
3. Fonds de contrepartie	5	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	6	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	6	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	6	6
			7. Innovation et leçons apprises	5	5
			8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Développement et structuration des filières	5	5	2. Autonomisation	5	5
3. Concertation nationale, gestion savoirs & coordination	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

#### B.5 Justification des notes

En quatre (4) ans, le PAFA a touché directement 25 382 ménages ruraux (environ 254 000 personnes) vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle soit 181 % par rapport à l'objectif fin du projet à la sixième année de mise en œuvre. Les femmes et les jeunes sont très bien représentés dans le Projet, représentant 62% et 53% des bénéficiaires respectivement, et ont un accès équitable aux ressources et aux bénéfices du Projet. D'une façon générale, le PAFA a atteint des résultats satisfaisants, le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 85 et 100 %. Parmi certains indicateurs clés, le nombre de sous projets financés a atteint 219 % des objectifs prévus à la 6ème année, les superficies emblavées 140 %, l'évolution des rendements par filière (142 % mil, 122 % sorgho, 90 % niébé, 127 % sésame, 232 % bissap, 186 % maïs) par rapport à la situation de référence du projet et le nombre de personnes formées sur les bonnes pratiques agricoles 142 % dont 74 % sont des femmes. À travers l'autofinancement, les OP ont commencé la mise en échelle des sous projets environ 3700 ménages sont financés à 100 % par les OP. La durabilité des acquis a été intégrée par le projet depuis le démarrage ; ainsi, un programme de veille a été mis en place pour le suivi des indicateurs de durabilité. La gestion des opérations administratives, financières et comptables est satisfaisante. Le taux de décaissement, apprécié selon le PDP, est très satisfaisant. La contrepartie reste disponible avec cependant un décalage sur les règlements par rapport aux dépenses engagées dans le processus de liquidation. Le processus de passations de marchés/contractualisation est globalement maîtrisé et n'appelle pas d'observation significative en matière de respect des procédures.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'augmentation des rendements de mil, sorgho, niébé et maïs a fortement amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Les ménages disposent d'un stock de mil, sorgho, niébé et maïs pour plus de 12 mois. Le projet a appuyé trois (3) unités de transformation à développer une farine enrichie composée de produits locaux pour les enfants de 0 à 6 mois. La multinationale Nestlé vient de mettre sur le marché un « cérébral » à base de mil pour les enfants de 0 à 24 mois produits par les producteurs financés par le projet. Le conseil de proximité mis en place a fortement favorisé l'adoption des bonnes pratiques par les producteurs et productrices. L'adoption de la technique du semis à humide du mil, des semences adaptées et l'accès à l'information agro-climatique ont fortement diminué la vulnérabilité des ménages par rapport au climat. Le projet a développé des innovations très intéressantes : (i) la gestion communautaire du matériel agricole permettant aux femmes et jeunes de disposer de matériels agricoles à temps pour respecter les bonnes pratiques agricoles; (ii) l'utilisation du téléphone cellulaire pour mettre à la disposition des couples Op/Om les informations sur les prix de la production agricole et le marché (iii) le fonds de roulement intrants pour l'autonomie économique et sociale des ménages pauvres, (iv) l'utilisation de pompe solaire pour améliorer la disponibilité de l'eau dans les périmètres (v) la contractualisation OP/OM pour la vente des produits agricoles à un prix plus rémunérateur que le marché traditionnel (vi) la réalisation de livret de recette à base des produits locaux et (vii) l'utilisation des radios locales pour la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles., niébé, de sésame et de maïs et la diversification de la production.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

Les résultats du projet concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages sont en phase d'être atteints à la mi-parcours. La période de soudure est ramenée de 6 mois en moyenne dans la zone et à zéro mois grâce à la forte production de mil, niébé, maïs et de sésame. En trois (3) ans d'appui des producteurs, la marge nette à l'hectare est passée de 12.500 à 246.960 FCFA pour le mil, de 12.500 à 417.320 FCFA pour le sorgho, de 69.500 à 366.920 FCFA pour le sésame, de 12.710 à 197.880 FCFA pour le niébé, de 70.000 à 458.110 pour le bissap, de 12.500 à 391.905 FCFA pour le Maïs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 3 unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...). Pour améliorer la consommation des produits locaux, plus de 600 femmes et jeunes

filles ont été formées sur les mets à base de mil, niébé, sésame, bissap et maïs. Un livret de recettes à base de produits locaux est en phase d'édition.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	La régularisation de la saisie du PTBA 2014 sous Tom2Pro, en s'assurant de la prise en charge de l'antériorité, est une opération à mener pour conforter le processus de suivi budgétaire.
Avancement de l'exécution du projet	Durant ces 4 années de mise en œuvre, le PAFA a atteint des résultats très satisfaisants, le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 80 et 100 %. La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. L'audit n'a pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la sincérité des comptes et sous comptes du Projet. L'audit pour l'exercice 2013 est en cours. Au 31 août 2014, les taux par bailleur sont respectivement de : 71%/FIDA ; 42%/DON FIDA ; 16%/ETAT ; 12%/OFID et 100%/Bénéficiaires.
Produits et réalisations	Les appuis du PAFA ont permis une augmentation des superficies emblavées et de la production. Pour la campagne agricole 2013/2014, les superficies emblavées sont de 12.860ha pour le mil (6 480 ménages), de 2891 ha pour le sésame (2620 ménages), de 1632 ha pour le niébé (1632 ménages) et de 1023 ha pour le bissap ont été emblavés (2033 ménages). Les rendements enregistrés en 2011, 2012 et 2013 sont nettement supérieurs au rendement moyen de la zone d'intervention et au rendement cible du projet pour les filières appuyées par le projet. Entre 2011 et 2013, les rendements des ménages porteurs des sous projets ont progressivement augmenté pour atteindre durant la campagne agricole 2013/2014, 1584 kg/ha pour le mil, 665 kg/ha pour le niébé, 636 kg/ha pour le bissap, 680 kg/ha pour le sésame, 2579 kg/ha pour le maïs. Pour améliorer la mise en marché des excédents de production, 22 magasins de stockage ont été réalisés et 30 autres sont en cours.
Durabilité	Le projet a anticipé sur la durabilité grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes, la mise en relation entre les OP /OM et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation sociale des personnes ressources endogènes (800 CEF) et les services d'appui à la base, l'appui en dynamique organisation des OP (287 OP). Le projet a également facilité la mise en relation des couples OP/OM et les services techniques pérennes, les chambres consulaires etc. Les OP partenaires du projet sont actuellement autonomes pour l'accès aux intrants de qualités et matériels agricoles. Elles sont capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des OM et des institutions de financement sans l'accompagnement du projet. Pour garantir le financement des intrants et du matériel agricole, le projet a sensibilisé les OP à mettre en place un fonds de roulement intrants. Le projet a appuyé les couples OP/OM à l'élaborer des programmes de veille des indicateurs de durabilité.

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mobiliser la contrepartie nationale et celle des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci ;	Etudier les possibilités de réduire la contribution des OP à 10% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle.	Immédiat	Prise de contact avec l'OPIP pour amender l'Accord de prêt OFID
Capitaliser l'approche PAFA, qui a démontré des résultats très probants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, par une mise à échelle de l'approche dans le cadre des Sous-projets de développement des filières (SPDF), des Sous-projets d'accès au marché (SPAM) et des Sous-projets AVA, et ceci dans le cadre du PAFA et du PAFA Extension ;		Immédiat	En cours
Harmoniser les dates de clôture des financements du FIDA et du GEF.		Immédiat	En cours

## Observations supplémentaires



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
<b>Indicateurs d'objectifs</b>					
<i>IOD1 % de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30%.</i>	70% des ménages touchés par une 1 <sup>ère</sup> période de soudure de 3,5 mois en moyenne 3% des ménages touchés par une 2 <sup>e</sup> période de soudure de 2.9 mois	-30% soit 49% ménages touchés par une 1 <sup>ère</sup> période de soudure ; et 2% des ménages touchés par une 2 <sup>e</sup> période de soudure	-60% soit 28% ménages touchés par une 1 <sup>ère</sup> période de soudure ; et 1% des ménages touchés par une 2 <sup>e</sup> période de soudure	Période de soudure réduite à 1 mois chez les bénéficiaires du PAFA. Le % ménages touchés reste à quantifier à l'achèvement	Réalisation en dépassement des objectifs
<i>IOD2 Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition</i>	30% (valeur calculée par enquête SYGRI)	-30% soit un taux de malnutrition chronique de 21%	-60% soit un taux de malnutrition chronique de 12%	ND (non déterminé)	Indicateur sera quantifié à l'achèvement du projet
<i>IOD3 % de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté.</i>	59% des ménages disposent de toilettes ou de toilettes hygiéniques, 49% de sol de maison rudimentaire, 24% d'électricité, 66% de radio, 21% de TV, 5% de réfrigérateur, 78% de téléphone, 9% de vélos, 6% de moto, 5% de véhicule, 82% du bétail.	+10%	+30%	20% des ménages bénéficiaires du projet ont amélioré leur confort en réfectionnant leur habitat.  Evolution positive pour accès à électricité (panneau solaire), eau courante, motos, et couverture des dépenses de scolarisation et de santé.	Indicateur sera quantifié à l'achèvement du projet
<i>IOD4 - Nombre de ménages bénéficiaires directs</i>	0	6000	14000	25382	Réalisation en dépassement des objectifs
<b>Indicateurs de résultats</b>					
<i>OS 1 : les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des OM dans le cadre des filières</i>					
<i>IR101 Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM.</i>	Marge brute : Mil : 162050 FCFA/Ha Sésame : 102100 FCFA/Ha Niébé : 142200 FCFA/Ha	+10%	+30%	Marge brute : Mil : 246960 FCFA/Ha Sésame : 366920 FCFA/Ha Niébé : 197880 FCFA/Ha	Reformuler indicateur pour focaliser sur les marges brutes calculées par le projet.

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
	Bissap : 50500 FCFA/Ha Mais : 60000 FCFA/Ha Aviculture : ND			Bissap : 458110 FCFA/Ha Mais : 391905 FCFA/Ha Aviculture : 600-800 FCFA/sujet	En net dépassement pour toutes les cultures
<i>IR102 % des bénéfices dégagés par les SPAM bénéficiant directement aux petits producteurs</i>	0	+30%	+60%	ND	Cet indicateur peut être éliminé car redondant avec calcul de marges brutes
<i>IR103 Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées</i>	Pas de données de référence Sur base périmètre de Tallagne : 1616000 FCFA/Ha	+30%	+60%	Marge brute maraichage irrigué au goutte à goutte : Maraichage : 1710815 FCFA/Ha	En deça des cibles. Mais le bénéfice est plus net chez ceux ne pratiquant pas maraichage avant le PAFA.
<i>OS 2 : Les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement</i>					
<i>IR201 % de la valeur ajoutée perçue par les producteurs aux niveaux local, régional et national dans les filières appuyées par le projet.</i>	Valeur ajoutée de la production : Mil : 89,82% ; Niébé : 88,49% ; Bissap : 76,47% Sésame : 89,21%	+20%	+30%	ND	Compte tenu des valeurs de référence, cet indicateur n'est pas pertinent pour les changements introduits par le projet
<i>IR202 % de recommandations des cadres de concertation mises en œuvre bénéficiant directement aux groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes (par filière)</i>	0	+40%	+60%		Cet indicateur non renseigné dans le rapport d'achèvement. A reformuler sur les infos de la base de données.
<i>IR203 Nombre de lois et réglementations favorables aux petites exploitations agricoles en cours d'application aux niveaux local, régional et/ou central.</i>	0	3	6		Cet indicateur non renseigné dans le rapport d'achèvement.
<i>IR204 Taux de satisfaction des OP/ OM par rapport à</i>	0	+30%	+60%		Cet indicateur non renseigné dans le rapport d'achèvement.

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
<i>la qualité du dialogue politique et des services rendus par les Tables filières</i>					'Reformuler indicateur car la satisfaction peut être mesurée par le nbre d'OP et autres acteurs qui adhèrent aux TF
<i>IR205 % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues</i>	0	+60%	+80%	25 CDF construits, équipés, fonctionnels 26 CDF en cours de finalisation 51 comités de gestion formés et fonctionnels 67 km de pistes en cours de construction mais dispositif d'entretien reste à mettre en place	Quantifier les valeurs cibles de l'indicateur au lieu de % soit : 80 CDF et 100 km de pistes rurales construits.
<i>IR206 Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires</i>	0	+40%	+60%		La mission a constaté que la planification est participative et que PAFA est flexible avec les modifications à apporter aux CDF par ex pour répondre aux besoins des OP faitières.
<b>Indicateurs de résultats intermédiaires</b>					
<i>Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM</i>					
<i>IRI101 Nombre des SPAM élaborés et financés pour les filières</i>	0		150	328	En net dépassement
<i>IRI102 Nombre d'OP engagées dans les SPAM</i>	0		300	313	
<i>IRI103 Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/OM pour le SPAM en millions FCFA</i>				1116	Montant total de financement de 328 SPAM et 3,6 milliards de FCFA dont 69% de participation de PAFA (
<i>IRI104 % de Financement des SPAM assumé par les OP/OM</i>			50%	31%	
<i>IRI105 Encours des prêts octroyés aux OP/OM</i>	ND		1300	746,675	Répartis en 118 millions FCFA en 2011, 158 millions FCFA en 2012, 467,675 millions en 2013

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
<i>partenaires en millions FCFA</i>					
<i>IRI106 Taux de remboursement des prêts obtenus</i>	ND		95%	100%	
<i>IRI107 Evolution des surfaces cultivées par filières (en Ha et du nbre de sujets (aviculture))</i>	Mil : ND Niébé : ND Sésame : ND Bissap : ND Maraichage : ND Aviculture : ND	3200 950 2900 760 ND ND	4600 1410 2900 1000 280 6400	8664 2501 921 1337 47,5 18530	Reformuler cet indicateur pour faire référence aux superficies emblavées dans les SPAM et où BPA sont employées.  Seules les superficies maraichères de la composante 1 calculée. Si on ajoute la superficie du changement climatique, le total atteint 71,5 Ha. Ce total peut augmenter à 134.5 Ha avec 8 sites dont les conventions sont en cours de financement
<i>IRI108 Taux de croissance des revenus (FCFA/Ha)</i>	Mil : 162050 Sésame : 102100 Niébé : 142200 Bissap : 50500 Maraichage : 1616000 Aviculture : ND	+15% +10% +20% +10% +15%	+30% +30% +40% +30% +40% +40%	Voir IRI101 pour renseignements sur marge brute atteinte	Cet indicateur est redondant avec IRI101 ci haut.
<i>IRI109 Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes, sauf pour aviculture):</i>	Mil : Niébé : Sésame : Bissap : Aviculture : Maraichage : Mais :	2800 400 1300 170 50 1800 ND	4700 705 2280 355 100 3961 ND	13862 935 1751 644 ND 234 4640	Net dépassement pour mil et bissap. Bonne probabilité d'atteinte des résultats pour autres spéculations à l'exception du maraichage.  Pour l'aviculture, utiliser le nbre de sujets autoconsommés et vendus comme unité de mesure car il existe dans le système de suivi évaluation
<i>IRI1010 Part des volumes de productions mise en marché par filière (en %)</i>	Mil : 10% Niébé : 10% Sésame : 53%	30% 40% 60%	50% 60% 80%	38% 66% 91%	Cet indicateur n'est pas pertinent car il ne capte pas l'augmentation significative dans les productions et



Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
	Bissap : 87% Aviculture : ND Maraichage : ND Mais : ND	30% 50% 50% ND	50% 70% 80% 50%	93%  89% 64%	l'amélioration de l'auto consommation et de la vente. Il vaut mieux le quantifier en tonnage
<i>IRI1011 Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole.</i>	0	3000	6000	1471	Les valeurs actuelles de cet indicateur captent seulement les formations dispensées aux CEF et CAR. Ce chiffre ne capte pas la démultiplication des formations qui s'opère au niveau des OP porteuses de SPAM
<i>Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs</i>					
<i>IRI1012 % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées</i>	0%	+40%	+70%	75% des bénéficiaires de SPAM 1ère génération 84% des bénéficiaires de SPAM 2 <sup>e</sup> génération	Ces valeurs sont générales pour tous les SPAM – pas de mesures spécifiques pour maraichage
<i>IRI1013 % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques</i>	0	+15%	+30%	1015	Base de données quantifie les bénéficiaires au lieu de %. Tous les bénéficiaires du périmètre ont accès à l'eau. Indicateur à reformuler.
<i>IRI1014 Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)</i>	0	150	280	47,5	Cet indicateur est redondant avec IRI11.01 Superficies cultivées (en Ha) pour le maraichage et sur périmètres visités, hommes et femmes cultivent même superf.
<i>RI21 - Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés</i>					
<i>IRI201 % d'OP représentant les petits producteurs, les femmes et les jeunes dans les tables de concertation</i>	0	30%	50%	65% des membres des TF sont des OP qui représentent 262720 personnes dont 78% femmes et 29% jeunes	Cet indicateur est composite et non renseigné. A reformuler

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
IRI202 % de productrices parmi les membres des instances décisionnelles des OP partenaires du projet	0	20%	40%	Femmes représentent 56% des dirigeants des TF	Cet indicateur n'est pas renseigné par profession mais plutôt par sexe
IRI203 % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales (et nationales)	0		30%	65%	
IRI204 Nbre de tables filières (TF) mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, autoévaluation)	0	ND	6	4	TF Aviculture en cours de constitution
IRI205 Niveau d'exécution des plans d'action filières	0	30%	60%		Les rapports d'avancement des TF décrivent les activités entreprises qui sont pertinentes et stratégiques mais sans faire de référence à ce qui est planifié pour l'année ou la période de rapportage.
IRI206 Part des faitières dans les volumes de d'intrants consommés par les OP touchées	ND		40%	OP faitières ont fourni : 563 T engrais NPK, 492 T urée, et 26 T semences	En comparant tableau 5 et 144 du rapport d'avancement, les quantités commercialisées par OP faitières représentent 15% de l'engrais NPK, 22% urée, et 14% semences utilisées par OP dans les SPAM
IRI207 Part des faitières dans les volumes de productions évacuées par les OP touchées	ND		40%	7398 t de produits commercialisés grâce aux Tables des Filières	Données dans rapport concernent évolution des qtés commercialisées grâce aux TF chaque année. Indicateur à reformuler.
IRI208 Nbre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien	0		30	77 au total Bissap : 2 Bissap semences : 3	En net dépassement. Pas de problèmes signalés à part le retard dans le contrôle des champs semenciers et le

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
				Mais : 5 Mil/sorgho : 36 Mil semences : 6 Niébé : 5 Niébé semences : 8 Sésame : 2 Sésame semences : 5 Riz semences : 5	besoin d'appliquer mieux les bonnes pratiques culturelles sur les champs semenciers de riz
<i>Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement</i>					
IRI209 % des comités de gestion d'infrastructure fonctionnels (par type d'infrastructures)	ND		80%	Tous les comités de gestion des CDF sont fonctionnels soit 100%	Tous les comités rencontrés sont formés, ont des outils de gestion
IRI2011 Part des producteurs SPAM ayant accès aux infrastructures financées	0		70%		Cet indicateur n'est pas renseigné dans le rapport d'avancement.
IRI2012 Niveau d'utilisation de ces infrastructures (par exemple évolution des volumes stockés)	0		80%		Cet indicateur n'est pas renseigné dans le rapport d'avancement.
<i>Les OP et OM actifs dans les filières appuyées par le projet ont accès aux informations dont ils ont besoin pour améliorer leurs performances</i>					
IRI301 Nbre et type d'outils d'informations développés pour les OP et OM des filières retenues	0		30		Cet indicateur n'est pas renseigné dans rapport d'achèvement. A reformuler car il y a 2 outils très intéressants : info météo, et info sur les prix.
IRI302 Part des OP de la zone satisfaites de la qualité des informations disponibles sur les marchés agricoles	0		50%		Cet indicateur n'est pas renseigné dans le rapport d'avancement. Redondant avec IR204

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
<i>IRI303 Part des OM actifs satisfaits de la qualité des informations disponibles sur les filières agricoles ciblées</i>	0		50%		Cet indicateur n'est pas renseigné dans le rapport d'avancement. Redondant avec IR204
<i>Les petits producteurs y compris les plus vulnérables et les autres acteurs des filières sélectionnées se réunissent au niveau national et formulent des recommandations quant aux mesures à prendre par le Gouvernement et/ ou d'autres intervenants au niveau national</i>					
<i>IRI304 Nombre d'OP et/ou faitières représentées au sein des cadres de concertation interprofessionnels au niveau national</i>	ND		6		Cet indicateur n'est pas renseigné dans le rapport d'avancement.
<i>IRI305 Nbre des recommandations des cadres formulées et mises en œuvre (cumul)</i>	0		10		Cet indicateur n'est pas renseigné dans le rapport d'avancement Redondant avec IR202
<i>Les ressources du projet sont utilisées avec efficience et en cohérence avec les objectifs et les résultats attendus du projet</i>					
<i>IRI306 Taux de décaissement des prêts et dons</i>	0%		99%	Prêt FIDA : 87,34% Don FIDA : 62.91% Prêt OFID : 16,91% FEM : 22.64%	
<i>IRI307 Au moins 75% des activités prévues dans le PTBA sont réalisées et déboursées</i>	0%		75%		
<i>IRI308 Le système S&amp;E est mis en place et fonctionnel</i>			OUI	OUI	
<i>IRI309 Nbre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps</i>			12	10	Rapport audit ajouté par rapport à mission de mai 2014
<i>IRI3010 Les instances de pilotage se réunissent régulièrement</i>			2	5	Pas de changement depuis mai 2014

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée à date d'août 2014	Observations
<i>IRI3011 % des indicateurs de performance clé clairement identifiés et mesurés</i>			90%		Les indicateurs clé des objectifs et de la composante 1 sont clairs. Ceux de la composante 2 et 3 ont besoin d'être revus pour être mieux alignés avec la base de données du projet
<i>Les agences d'exécution chargées de la mise en œuvre des activités du projet sont compétentes et contribuent efficacement à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus du projet</i>					
<i>IRI3012 Les indicateurs de performance stipulés dans les contrats des AE sont atteints</i>			80%		



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Capitaliser l'approche PAFA, qui a démontré des résultats très probants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, par une mise à échelle de l'approche dans le cadre des Sous-projets de développement des filières (SPDF), des Sous-projets d'accès au marché (SPAM) et des Sous-projets AVA, et ceci dans le cadre du PAFA et du PAFA Extension ;	Immédiatement	UCP	
	Mobiliser la contrepartie nationale et celle des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci ;	Immédiatement	UCP	
	Harmoniser les dates de clôture des financements du FIDA et du GEF.	Immédiatement	UCP	
SPAM	Consolider les SPAM de la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> génération	Jusqu'à la fin du Projet	UCP	
	Formaliser des partenariats stratégiques entre OPF et les institutions financières	Janvier 2015	UCP, OPF	
AVA	Consolider l'utilisation des techniques de fertilisation du sol (phosphate et le paillis faits des restes de tiges et feuilles des cultures)	Janvier 2015	ANCAR, DRDR, CEF	
	Documenter le modèle AVA et mettre à échelle	Décembre 2015	UCP, CEF, OP	
	Renforcer le système de collecte, d'analyse et d'exploitation des données d'AVA pour un meilleur suivi technique et économique	Décembre 2014	UCP, CEF, OP	
	Conduire une auto-évaluation de l'impact de l'AVA	Mai 2015	UCP, OP	
Maraîchage	Organiser une formation pratique sur la technique de couvaison pour les 3 CEF sélectionnés	Novembre 2014	UCP	
	Documenter le niveau technique et financier de chaque périmètre irrigué afin de mieux orienter l'appui technique et organisationnel	Mai 2015	UCP, OP	
	Adopter des dispositifs permettant une meilleure gestion de l'eau	Immédiatement	UCP, OP	
	Promouvoir graduellement là où c'est possible le système goutte à goutte	A partir de 2015	UCP, OP	
Tables filières et OP	Consolider les acquis des TF	Immédiatement	UCP	
	Elargir la réalisation des PARI à toutes OP faitières	Immédiatement	UCP	
	Poursuivre et renforcer les formations en éducation financière des membres des OP et OPF	Immédiatement	UCP	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Consolider les formations en dynamique organisationnelle et gestion financière et comptable des OP de base	Immédiatement	UCP	
	Continuer les échanges d'expérience entre les OP	Immédiatement	UCP	
	Consolider les acquis des TF	Immédiatement	UCP	
	Elargir la réalisation des PARI à toutes OP faitières	Immédiatement	UCP	
	Poursuivre et renforcer les formations en éducation financière des membres des OP et OPF	Immédiatement	UCP	
	Consolider les formations en dynamique organisationnelle et gestion financière et comptable des OP de base	Immédiatement	UCP	
	Continuer les échanges d'expérience entre les OP	Immédiatement	UCP	
	Ajustement et/ou mise en place des dispositifs d'aération appropriés dans les CDF.	Janvier 2015	UCP	
	Mobiliser la contrepartie nationale et celle des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci.	Immédiatement	UCP	
	Continuer l'appui à la structuration des interprofessions nationales	Immédiatement	UCP	
Concertation et gestion des savoirs	En gestion des savoirs, partager les expériences avec d'autres partenaires, dont les projets du FIDA	Immédiatement	UCP	
Changement climatique	Limiter l'intervention des structures étatiques aux actions de suivi, formation, sensibilisation et de contrôle de qualité.	Janvier 2015	UCP	
	Mettre en œuvre le suivi de l'incidence des actions relatives aux questions de changements climatiques (évolution du niveau de salinité, l'effet phosphate et fumure organique, les superficies des zones reboisées, etc...)	Janvier 2015	UCP	
	Expérimenter et promouvoir les systèmes de goutte à goutte à faible coût et étendre la technologie à l'ensemble des périmètres maraichers dès que possible.	Janvier 2015	UCP	
	Procéder à une analyse de faisabilité et d'extension de l'utilisation de l'énergie solaire au niveau de tous les périmètres d'irrigation.	Immédiatement	UCP	
	Dans le cadre des marchés pour l'acquisition de la technologie goutte à goutte, inclure dans les cahiers de charges l'obligation pour le fournisseur d'apporter un appui technique pendant au moins une campagne de production et de garantir la disponibilité de pièces de rechange pendant au moins un an.	Janvier 2015	UCP	
	Promouvoir la fumure organique en se référant aux résultats et propositions de la recherche scientifique en fonction des zones écologiques.	Janvier 2015	UCP	



Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Accès au financement	Investir davantage sur la pisciculture et l'apiculture comme sources alternatives de revenus.	Janvier 2015	UCP	
	Mettre en place des mesures incitatives pour augmenter la superficie exploitable par les femmes dans les périmètres rizicoles.	Janvier 2015	UCP	
	Prendre en compte les actions d'adaptation aux changements climatiques des producteurs et productrices impliqués dans les filières mil/sorgho, niébé, sésame, bissap...etc.	Janvier 2015	UCP	
	Poursuivre le programme d'éducation financière.	Janvier 2015	UCP	
	Développer un programme d'assurance indicielle pour les différentes filières cibles du Projet	Janvier 2015	UCP	
	Formaliser des partenariats stratégiques avec les institutions financières	Janvier 2015	TF/UCP	
	Identifier et renseigner les indicateurs SMART (spécifique, mesurable, pertinent) de réalisation de l'OS1, de l'OS2 et de l'Objectif de développement	Début 2016	Suivi-évaluation	
	S'investir davantage dans le suivi et l'accompagnement technique des SPAM pour les OP représentant les groupes les plus vulnérables (handicapés) et développer des mécanismes flexibles de cofinancement dégressif des intrants agricoles pour ces groupes	Janvier 2015	UCP/ANCAR/CEF/CADL	
	Renforcer la capacité des Tables de Filière dans la mise en œuvre de la stratégie de la pauvreté et de la vulnérabilité du PAFA et développer les instruments de ciblage adaptés aux projets de filières	Janvier 2015	UCP/ Tables filières	
	Soutenir les groupements de base féminins pour obtenir la régularisation et la reconnaissance juridique	Immédiatement	OP faitières	
Genre	Former les OP avec un grand nombre de membres de sexe féminin, surtout les OP faitières, et soutien dans la professionnalisation et la gestion des activités de production et service	Immédiatement	UCP/ANCAR/CEF/CADL	
	Organiser des échanges d'expériences et d'apprentissage entre OP et SMAC/MPEP appuyé par PAFA	Immédiatement	UCP	
	Former des femmes leader, y inclus les femmes CEF, en gouvernance des OP, genre, leadership et plaidoyer	Immédiatement	UCP/Tables des Filières/CADL	
	Présenter les informations et indicateurs sur les bénéficiaires du Projet de façon plus systématique par sexe et par âge	Immédiatement	UCP	
Inclusion des jeunes	Intégrer la formation professionnelle technique, gestion et finances pour les jeunes (hommes et femmes)	Immédiatement	UCP/ANCAR/CEF/CADL	
	Réactiver le SISE et dynamiser le dispositif de collecte et de saisie des données dans l'application informatique.	Septembre 2014	CSE	
Suivi-évaluation				

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Réviser le manuel des procédures de SE et le progiciel pour intégrer le PAFA Extension.	Novembre 2014	CSE	
	Former les AGEX sur l'utilisation du progiciel.	Octobre 2014	CSE	
	Compléter la méthodologie de l'enquête d'achèvement du PAFA permettant de mesurer les effets et bénéfices indirects du Projet	Juin 2015	CSE	
Innovations	Documenter les principales innovations	PTBA 2015	Table des Filières	
	Mieux structurer et affiner la démarche de mise à échelle en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires et des sous-projets, le montage financier et le suivi.	Immédiatement	UCP	
Mise à échelle	Rechercher des partenariats avec d'autres institutions tant bilatérales, multilatérales que privés pour plus de financement	Immédiatement	UCP	
	Assurer un suivi continu des facteurs clé qui sont à la base de la stratégie de sortie du Projet	Immédiatement	UCP	
Risques	Assurer un suivi continu des initiatives de mise à échelle par les OP	Immédiatement	UCP	
Pérennisation et mise à échelle	Assurer un suivi continu des facteurs clé qui sont à la base de la stratégie de sortie du Projet	Immédiatement	UCP	
	Mieux structurer la mise à échelle en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires et des sous-projets, le montage financier et le suivi/supervision	Immédiatement	UCP	
Risques	Assurer un suivi continu des facteurs clé qui sont à la base de la stratégie de sortie du Projet	Immédiatement	UCP	
	Mieux structurer la mise à échelle en ce qui concerne la sélection des bénéficiaires et des sous-projets, le montage financier et le suivi/supervision	Immédiatement	UCP	
	Assurer un suivi continu des initiatives de mise à échelle par les OP	Immédiatement	UCP	
	Réajuster les différents documents de référence et systèmes d'informations du projet pour prendre en compte les spécificités des financements du FEM, du PAFA-E/FIDA.	31/10/2014	COORDO/RAF/RSE/CPT/ASE/AC	
Aspects fiduciaires	Réajuster les décaissements du Prêt et Don/FIDA en régularisant l'erreur commise sur la 03 Don/FIDA affectée au Prêt	31/10/2014	COORDO/FIDA	
	Préparer et soumettre une requête à l'OFID pour faire coïncider la date de clôture du prêt/OFID avec celle du prêt FIDA (30/09/16).	31/12/2014	COORDO/MAER/DI-MEF	
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA, correspondant aux frais bancaires à rembourser par la banque.	31/10/2014	COORDO/RAF/DI-MEF	
	Statuer sur le principe de reversement des remboursements des SFD sur le compte d'avance actuel du SAFIR/BOAD ouvert à Orabank.	30/11/2014	COORDO/MAER/DI-MEF	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Assurer le suivi du transfert du solde du compte Fonds de garantie/CNCAS /Contrepartie, au PAFA.	30/11/2014	MAER/RAF/PADAER /PAFA/Ex Dir PROMER	
	Affiner, en tenant compte notamment des recommandations validées de la présente mission et, préparer et soumettre une demande de réallocation de ressources du prêt/FIDA et du don/FEM sur la base des hypothèses de travail retenues.	30/11/2014	COORDO/RAF/MAER/ DI-MEF	
	Prendre les toutes les dispositions nécessaires pour le règlement de 45 621 194 FCFA, engagé en 2013 au titre de la contrepartie, et qui est toujours en instance de paiement.	30/11/2014	COORDO/MAER/MEF	
	Conduire un processus complet de passation des marchés pour le recrutement d'un cabinet pour l'audit des états financiers du projet à partir des comptes arrêtés au 31/12/2015.	31/12/2015	COORDO/CAP-MEF	
	Finaliser l'acte de constitution de l'UCP en procédant à la signature de l'arrêté portant création du PAFA Extension pour conférer à l'entité une existence administrative, financière et juridique réelle faute de quoi les activités de démarrage seront retardées	15/10/2014	COORDO/MAER	



## Appendice 4: Proposition de résultats de 2e niveau pour le SYGRI et renseignement des résultats de 3e niveau

Tableau des résultats de 2<sup>e</sup> niveau alignés avec choix des résultats de 1<sup>er</sup> niveau du PAFA (source : Manuel SYGRI des résultats de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> niveau, février 2011)

Composante	Sous-composante	Résultat de 2 <sup>e</sup> niveau	Informations disponibles pour mesurer résultat
1. Diversification agricole et accès aux marchés	1.1. Appui à la production et contractualisation avec les OM	Efficacité : amélioration de la production et productivité agricole	<u>Infos de SE disponibles sur :</u> Nombre de producteurs agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement Nombre de producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées Nombre de petits éleveurs faisant état d'un accroissement de leur troupeau
		Efficacité : producteurs bénéficiant d'un plus grand accès aux marchés	<u>Infos de SE disponibles sur :</u> Nombre de producteurs agricoles utilisant des intrants achetés Nombre de producteurs agricoles en contractualisation avec OM Augmentation annuelle de la production commercialisée
	1.2. Infrastructures d'irrigation à la parcelle	Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure d'irrigation créés et/ou consolidés	<u>Infos de SE disponibles sur :</u> Nombre de groupes opérationnels fonctionnels
2. Développement et structuration des filières	2.1. Développement des filières	Durabilité probable des groupes de commercialisation créés et/ou consolidés	<u>Infos de SE disponibles sur :</u> Nombre de groupes opérationnels sur base de respect des contrats d'approvisionnement des OM
	2.2. Infrastructures communautaires	Durabilité probable des infrastructures de commercialisation, de transformation et de stockage  Durabilité probable des routes construites/remises en état	Nombre d'infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service Nombre de km de routes réhabilités et entretenus

**Tableau renseignant les résultats de 3<sup>e</sup> niveau (Source : Rapport final relatif à la mission d'enquête SYGRI de base dans la zone d'intervention du PAFA, août 2011)**

TROISIÈME NIVEAU					
Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	Nombre				
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	15%			
	% garçon	17%			
Enfants chroniquement malnutris - Taille par âge	% filles	28%			
	% garçon	31%			
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	9%			
	% garçon	12%			
Ménages ayant connu une saison de disette	Nombre	70%			
Durée de la première saison de disette	Nombre	3,5 mois			
Ménages ayant connu deux saisons de disette	Nombre	3%			
Durée de la deuxième saison de disette	Nombre	2,9 mois			

## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds**

Source de financement	Pré-évaluation (USD '000)	Décaissements (USD '000)	Pourcentage de décaissement
Prêt FIDA	14889	12 242,41	82,2%
Don FIDA	267	129,85	48,6%
OFID	9028	1 529,89	16,9%
Gouvernement	5747	946,63	16,5%
Bénéficiaires	1678	2 229,64	132,9%
Total	31609	17 078,42	54,0%

**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)**

	Prêt FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composante	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%
DAAM	5856	4 652,12	79,4%				1777	379,92108	21,4%	1824	302,06	16,56%	659	1 803,40	273,66%	10 116	7 137	70,6%
DSF	2643	2 203,63	83,4%		-		7051	1067,1314	15,1%	3096	289,95	10,00%	1019	426,24	41,83%	13 809	3 987	28,9%
CNGS C	6389	5 386,66	84,3%	267	129,85	48,6%	201	82,834769	41,2%	827	354,62	42,88%	-	-	-	7 684	5 954	77,5%
Total	14 888	12 242,41	82,2%	267	129,85	48,6%	9 029	1 529,89	16,9%	5 747	946,63	16,47%	1 678	2229,64	132,87%	31 609	17 078	54,0%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 12 209,5 USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 470 835 594 F CFA, soit 946,63 USD au taux du 31/08/2014; 1 USD/FCFA = 497,38

Bénéficiaires: 1 108 978 481 FCFA, soit 2 229,64 USD au taux du 31/08/2014; 1 USD/FCFA = 497,38

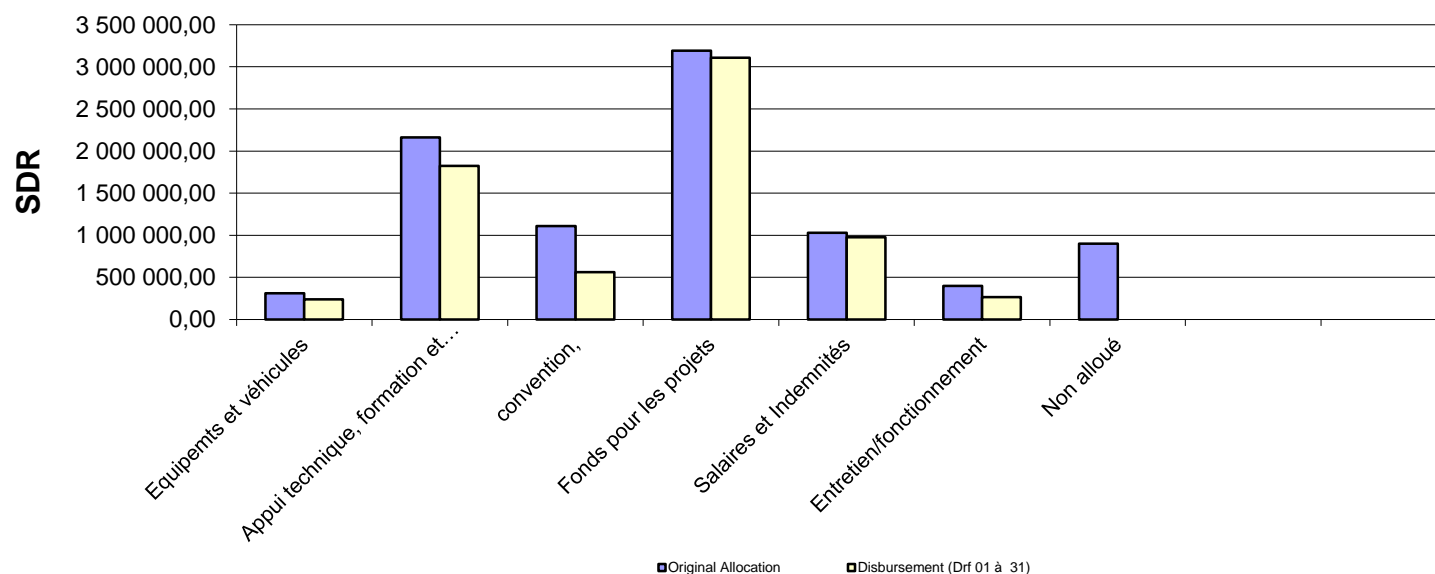
OFID:760 935 295 FCFA, soit 1 529,89 USD au taux du 31/08/2014; 1USD/FCFA = 497,38

**Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 31/08/14)**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 31)	Balance	%	W/A Pending au FIDA	W/A Pending 32 au PAFA)	Total	%
I	Equipements et véhicules	310 000,00	239 987,11	70 012,89	77,42%			239 987,11	77,42%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	1 825 296,70	334 703,30	84,50%		116 338,00	1 941 634,70	89,89%
III	convention,	1 110 000,00	560 399,83	549 600,17	50,49%		34 728,38	595 128,21	53,62%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	3 107 490,60	82 509,40	97,41%		132 445,74	3 239 936,34	101,57%
Va	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	974 402,92	55 597,08	94,60%		58 878,13	1 033 281,05	100,32%
Vb	Entretien/fonctionnement	400 000,00	266 094,28	133 905,72	66,52%		6 693,63	272 787,91	68,20%
VI	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%			0,00	0,00%
	Dépôt initial		995 805,14					995 805,14	
	Sous Total	9 100 000,00	7 969 476,58	1 130 523,42	<b>87,58%</b>	0,00	349 083,87	8 318 560,45	<b>91,41%</b>
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00	85 590,59	84 409,41	<b>50,35%</b>		0,00	85 590,59	<b>50,35%</b>
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	8 055 067,17	1 214 932,83	<b>86,89%</b>	0,00	349 083,87	8 404 151,04	<b>90,66%</b>

au taux de 1DTS = 1,518383 USD et 1 USD = 497,38 FCFA, 1 USD = 0,6585 DTS :source IMF/31 aout 2014

les taux de décaissement réels de 87,58% /Prêt FIDA et 50,35%/Don FIDA doivent être réajustés en fonction de la correction à apporter sur l'erreur d'imputation des 15 809 900FCFA/353,62 DTS soumis sur la DRF N° 03 du Don et imputés sur le Prêt ; ainsi les nouveaux taux seront de 87,34%/Prêt FIDA et 62,91%/DON FIDA,



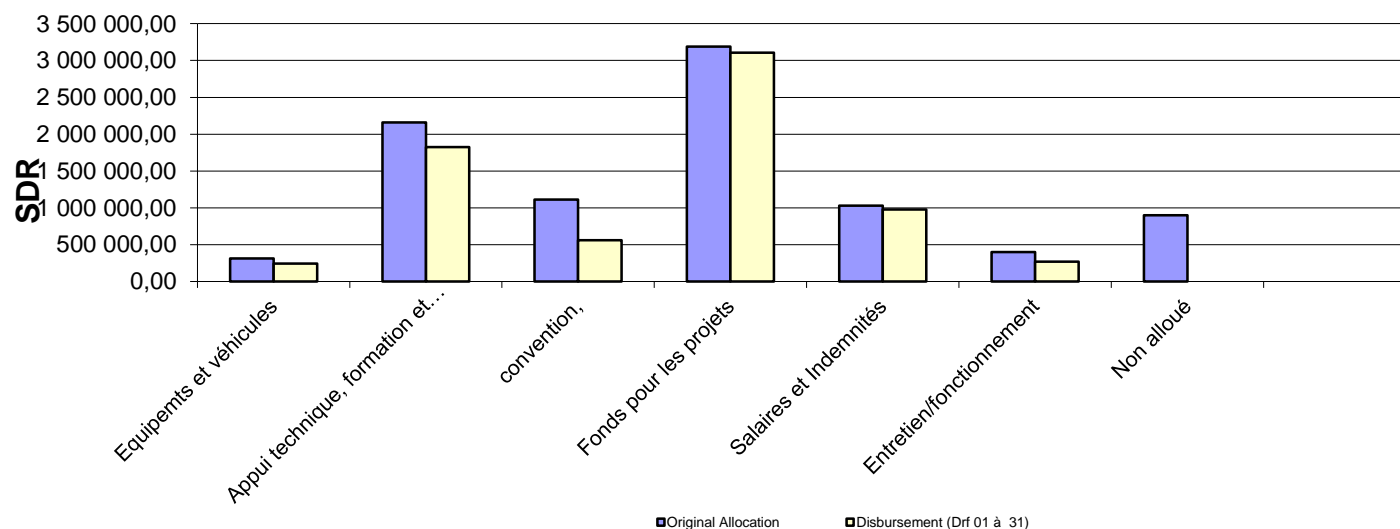
**Figure 1**



**PAFA/Tableau 5C: Décaissements Don/FEM au 31/08/14 (en USD)**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement DRF 01 à 02	Balance	%	W/A Pending au FIDA)	W/A Pending au PAFA DRF 03	Total	%
I	Equipemts	210 000,00	18 991,43	191 008,57	9,04%			18 991,43	9,04%
II	Appui technique, formation et études	1 190 000,00	231 786,10	958 213,90	19,48%			231 786,10	19,48%
III	Génie Civil	2 260 000,00	25 207,18	2 234 792,82	1,12%		42 016,16	67 223,34	2,97%
IV	Matériel Agricole	540 000,00		540 000,00	0,00%			0,00	0,00%
V a	Salaires et Indemnités	210 000,00	48 816,38	161 183,62	23,25%		39 808,60	88 624,98	42,20%
Vb	fonctionnement	10 000,00	2 117,48	7 882,52	21,17%		502,63	2 620,11	26,20%
Vc	Voyages, frais déplacement et communication	80 000,00		80 000,00	0,00%			0,00	
VII	Non alloué	500 000,00		500 000,00	0,00%				
	Dépôt initial		805 112,16	-805 112,16				805 112,16	
	Sous Total	5 000 000,00	1 132 030,73	3 867 969,27	<b>22,64%</b>	0,00	82 327,40	1 214 358,13	<b>24,29%</b>

1 USD = 497,38 FCFA au 31 aout 014





## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/ date	Observations
<b>Section 3. 03 b</b> <b>«Contrepartie »</b>	« ...L'emprunteur met à la disposition ..... du fonds de contrepartie ..... pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA »	Pour mémoire	En cours	Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavements), sur ressources OFID. A cet égard un montant de 45 621 194 FCFA, engagé depuis 2013, n'est pas encore payé.
<b>Section 4.02</b> <b>«Rapport d'activités»</b>	«L'Agent principal du Projet soumet au Fonds des rapports d'activités .....dans les trois(03) mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Projet de six (06) mois »	31/05/14	En cours	Le rapport annuel 2013 SYGRI a été envoyé au FIDA le 10/03/2014. Le rapport annuel d'activités 2013 a été envoyé au FIDA avant le 27/06/2014. Le rapport du 1 <sup>er</sup> semestre 2014 sera envoyé avant le 30/09/14.
<b>Section 4.03</b> <b>«Examen à mi-parcours»</b>	«L'Agent principal du Projet et le Fonds procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Projet au terme de la troisième année du Projet»	30/09/14	En cours	La revue à mi-parcours se déroule actuellement. Le rapport est prévu avant le 30/09/14
<b>Section 5.01</b> <b>«Etats financiers»</b>	«L'UCP prépare chaque année fiscal les Etats financiers ..... et l'Agent principal du Projet les présente au Fonds dans les trois(03) mois suivant la fin de chaque année fiscale»	31/03/14	Conforme	Les Etats financiers 2013 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 27 mars 2014.
<b>Section 5.02</b> <b>«Rapports d'audit»</b>	«L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit ..... dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale considérée»	30/06/14	Conforme	Les rapports d'audit des comptes 2013 ont été transmis au FIDA le 27/06/14.
<b>Annexe 3 A 3.2</b> <b>« Composition de l'UCP »</b>	« Elle sera composée d'une équipe comprenant : un coordonnateur..... un spécialiste en suivi-évaluation, un assistant suivi-évaluation..... »	30/06/14	A mettre en œuvre	Le responsable du suivi/évaluation et son assistant ont pris service le 01/08/14.
<b>Section 7.08</b> <b>«Assurance » des conditions Générales</b>	« L'emprunteur ou l'agent Principal du Projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du Projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.
<b>Section 3. 03 b</b> <b>«Contrepartie »</b>	« ...L'emprunteur met à la disposition ..... du fonds de contrepartie ..... pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA »	Pour mémoire	En cours	Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavements), sur ressources OFID. A cet égard un montant de 45 621 194 FCFA, engagé depuis 2013, n'est pas encore payé.



## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Stratégie de ciblage et approche genre

Les outils de mise en œuvre de la stratégie de ciblage et approche genre sont les suivants :

Outil	Mesures de ciblage	Observations de la mission
Ateliers spécifiques d'informations et de sensibilisation	Le PAFA a organisé des ateliers d'information et de sensibilisation spécifiques pour les femmes et les jeunes afin de passer le message sur les caractéristiques du ciblage	Le PAFA est aujourd'hui reconnu par les OP et les services étatiques comme le projet au service des femmes et des jeunes.
Mesures affirmatives	Scoring des SPAM et des projets de développement filière sur la base de l'inclusion sociale - critères de ciblage des handicapés, des femmes, des jeunes et des pauvres.	Les OP respectent les critères de sélection et ceci contribue à l'intégration des couches vulnérables, notamment des femmes et des personnes handicapées
	Le SPAM est appliqué de manière égale par tous les bénéficiaires en termes de : superficie cultivée, paquet technologique, exigences pour les apports en numéraire ou en nature au SPAM pendant 3 ans, épargne intrants.	Le traitement est égal pour tous les bénéficiaires ce qui les responsabilise davantage
Conseillers agricole de proximité, les CEF	le projet a identifié au niveau de chaque OP des Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF) – une homme et une femmes - chargés du conseil et suivi de mise en œuvre des activités des sous projets d'accès aux marchés et de développement de filières.	Les CEF font le lien entre l'ANCAR et les OP et sont appréciés pour leur soutien ; cela crée également de l'emploi saisonnier au niveau communautaires
Intégration des groupes cibles dans la prise de décision	Cadre de concertations au niveau de filières (Tables Filières) et organisations faitières	Les TF ont besoin de développer et utiliser de manière systématique les outils pour le ciblage de la pauvreté
Les technologies d'allègement de la pénibilité du travail	Introduction des équipements notamment des matériels de battage (batteuses de mil), d'égreneuse de maïs, de presse à sésame et de l'installation du goutte à goutte, et l'usage d'herbicides	Les femmes apprécient l'accès aux équipements et herbicides car cela leur a beaucoup allégé leur travail. Par exemple, les herbicides ont permis aux femmes de réduire le travail de sarclage du riz.
Les formations	Participation des femmes et des jeunes dans la transformation des produits agricoles et dans la dynamique organisationnelle	L'afflux des femmes et jeunes aux formations est important ; le succès est visible dans la meilleure gestion des OP, la production d'une large gamme de produits locaux et la reconnaissance par l'octroi des prix
UCP	Le PAFA a recruté une spécialiste de la promotion de l'inclusion des couches vulnérables et de l'égalité du genre qui est chargée de ces aspects au sein de l'unité de coordination du projet (UCP) et qui collabore avec tous les membres de l'UCP.	La spécialiste joue un rôle important pour la sensibilisation des populations et le respect des critères de ciblage, notamment dans les SPAM

### Le modèle "Aviculture villageoise améliorée"

Le Projet a supporté la mise en place d'un modèle d'Aviculture Villageoise Améliorée (AVA), qui peut être répliquée facilement en respectant l'ensemble des éléments du modèle. La clef du succès du model AVA réside principalement dans une approche holistique qui a été développé au cours des derniers dix ans à travers un processus graduel. Les caractéristiques du modèle sont : (a) un processus de formation des OP selon des procédures précises, transparentes et inclusives ; (b) une formation technique qui est adaptée aux besoins et temps de bénéficiaires, particulièrement des femmes, avec un mixage des sessions théoriques et des sessions d'apprentissage par la pratique ; (c) le suivi

technique de proximité fourni par les CEF; (d) la construction de poulaillers en matériaux locaux qui garantissent un abri pendant la nuit et donc une réduction des pertes par les prédateurs et les aléas climatiques ; (e) l'élevage des poules de race locale qui sont adaptées au milieu et aux conditions d'élevage en semi-liberté ; (f) la vaccination et autres mesures de prophylaxie; (g) la fabrication des aliments sur la base des ingrédients locaux (maïs, millet, niébé, manioc, tourteaux d'arachide, farine de poisson séché, charbon de bois, farines d'os et coquillage, sel).

#### **Le modèle «Sous-projet d'accès au marché » (SPAM)**

Le modèle SPAM est basé sur une contractualisation entre les OP et les opérateurs de marché (OM) sur la base d'un cahier de charges précis qui spécifie les quantités à livrer, les normes de qualité et de conditionnement, ainsi que les modalités de livraison à respecter par les producteurs, les obligations de l'OM en termes d'achat d'un volume de production à un prix garanti. Selon ce modèle, le Projet appuie les agriculteurs impliqués dans un SPAM de façon dégressive en acquisition des intrants de qualité (semences certifiées, engrais et matériel agricole et d'appui-conseil sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et ceci pendant dans 3 ans. Le taux de subvention des appuis est de 80% en année 1, 60% en année 2 et 40% en année 3.

#### **Le modèle « Sous-projet de développement des filières » (SPDF)**

Afin de mettre à échelle les activités, les OP faitières (OPF) dans les tables de filières ont bénéficié de fonds permettant de toucher un plus grand nombre de leurs adhérents. Par ce mécanisme, les OPF jouent le rôle de centrale d'achat d'intrants et de commercialisation primaire de la production des OP de base. Le modèle SPDF est mis en œuvre avec les OP faitières, mais avec un appui durant 2 années seulement, en responsabilisant les TF dans la planification, la sélection et le suivi de la mise en œuvre. Les OPF porteuses des sous projets sont identifiées sur la base de l'évaluation du degré de vulnérabilité des ménages.